

# Agriculture et alimentation

Des champs géopolitiques  
de confrontation au XXI<sup>e</sup> siècle

*Cahier* Demeter

L'agriculture – et par conséquent l'alimentation – s'inscrivent sur des territoires (*géo*) et se retrouvent au cœur des stratégies de puissance et / ou des rivalités de pouvoir (*politique*), de l'échelon régional au niveau international ou multilatéral. Agriculture et géopolitique sont ainsi deux maîtres mots que l'histoire conjugue en permanence. Pourtant, agriculture et alimentation sont généralement considérées à l'aune de l'économie ou de l'agronomie. Malgré leurs enjeux multidimensionnels et inter-sectoriels, elles sont rarement analysées sous l'angle des rivalités de pouvoir et des luttes d'influence. Des défis comme la préservation du foncier ou de la ressource en eau, l'impact du climat ou l'évolution de la consommation restent souvent compartimentés, sans s'articuler. Simultanément, la dimension essentiellement agricole de ces enjeux est obliérée. Résultat : l'agriculture, question plurielle et transversale, n'est perçue ni à sa juste valeur, ni dans toutes ses composantes.

Aujourd'hui, elle effectue pourtant un retour fracassant et retrouve sa place de pilier du développement. Le sentiment que l'agriculture constitue un *eldorado* se propage, alors même que dans d'autres parties du globe, les violences politiques accablent bien plus la production que les contraintes techniques et géographiques. La malnutrition et la faim, qui touchent près d'un milliard d'êtres humains, sont davantage imputables aux conflits et aux confrontations qu'à l'insuffisance de la production globale. Dans ce contexte, les interrogations récurrentes sur « *peut-on nourrir le monde ?* » sont certes légitimes et font le miel des prévisionnistes. Mais elles s'intègrent dans des questionnements à très long terme et conduisent à faire tourner de multiples modèles scientifiques, alors que l'urgence alimentaire exige d'agir aujourd'hui si l'on veut améliorer le futur. Il est crucial de se demander si « *l'on veut nourrir tout le monde* », mais aussi développer de manière équilibrée tous les territoires car la question agricole ne se pose pas sous le seul angle alimentaire. Assurer l'intégration économique et sociale des paysans du monde constitue également une vocation fondamentale de l'agriculture. Une paysannerie disqualifiée et des territoires déconsidérés sont autant vecteurs d'instabilité politique que la faim.

Les années deux mille ont remis ces évidences au premier plan. L'agriculture constitue l'un des domaines les plus porteurs d'avenir qui soient. Il faut donc dépasser les frontières techniques et agronomiques et prendre la mesure des fondamentaux géopolitiques en jeu. C'est toute l'ambition de ce Cahier d'études, pluridisciplinaire et engagé, composé de onze articles rédigés par seize chercheurs.

Fixant un panorama global qui positionne les enjeux agricoles, alimentaires et ruraux au cœur des relations internationales du XXI<sup>e</sup> siècle, l'ouvrage analyse le rôle des acteurs, des entreprises et des hommes dans un contexte marqué par de profondes mutations écologiques, financières et stratégiques. Il étudie les grandes aires géographiques de la planète afin de dévoiler l'arrière-plan géopolitique de l'agriculture. Il démontre que le basculement du commerce mondial, le redéploiement de l'arme alimentaire, les revendications des paysanneries, les innovations technologiques, la conquête de l'eau et de la terre, les agitations sur les marchés céréaliers ou les risques environnementaux constituent autant de variables motrices qui font de l'agriculture et de l'alimentation le champ géopolitique de l'avenir. En résumé, il prouve que le futur agricole et alimentaire mondial dépend bien davantage des rivalités, des stratégies et des jeux de puissance que de la simple capacité de la planète à nourrir les hommes. De quoi interpeller les responsables politiques et professionnels, les médias et, plus largement, tous les lecteurs soucieux d'élargir leurs réflexions au-delà des limites actuelles.

**Direction du cahier : MM. Sébastien Abis et Pierre Blanc**

# SOMMAIRE GÉNÉRAL

## **Agriculture et géopolitique au XXI<sup>e</sup> siècle : rivalités, stratégies, pouvoirs** ..... 7

par **Monsieur Sébastien Abis**

Analyste politique

et **Monsieur Pierre Blanc**

Enseignant-chercheur

## **Rivalités et convoitises dans le commerce international agricole : une approche géo-économique** ..... 53

par **Monsieur Thierry Pouch**

Économiste, chef du service Études économiques

de l'Assemblée permanente des Chambres d'Agriculture (APCA)

## **États-Unis, Union européenne et pays de la mer Noire : géopolitique et greniers du monde** ..... 69

4 par **Monsieur Jean-Paul Charvet**

Professeur émérite à l'université de Paris Ouest – Nanterre – La Défense

Trans-Formation Consultants

## **La financiarisation des marchés des matières premières agricoles** ..... 81

par **Monsieur Bernard Valluis**

Président délégué de l'Association nationale de la meunerie française (A.N.M.F.)

## **Les fermes du monde : un kaléidoscope** ..... 87

par **Monsieur Bertrand Hervieu et Monsieur François Purseigle**

Sociologues, chercheurs associés au Centre de recherches politiques de Sciences Po, Paris

## **Les terres agricoles et les forêts dans la mondialisation : de la tentation de l'accaparement à la diversification des modèles ?** ..... 99

par **Monsieur Alain Karsenty**

Chercheur au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad)

et **Monsieur Symphorien Ongolo**

Doctorant à l'École polytechnique fédérale (ETH) de Zurich

**Géopolitique de la recherche et de l'innovation :**  
**les méthodes alternatives de production agricole en grandes cultures** ..... 109

**par Monsieur Michel Griffon**

Conseiller scientifique auprès du directeur général de l'Agence Nationale de la Recherche

**Les gaspillages et les pertes de « la fourche à la fourchette » :**  
**production, distribution, consommation** ..... 117

**par Madame Annie Soyeux et Madame Céline Laisney**

Centre d'études et de prospective – Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation,  
de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du Territoire

**et Madame Barbara Redlingshöfer**

Mission d'anticipation Recherche, Société et Développement durable

Institut national de la recherche agronomique (INRA)

**Les ressorts de la puissance alimentaire de l'Amérique latine** ..... 127

**par Madame Martine Guibert**

Géographe – Professeur à l'Université de Toulouse

5

**L'émergence du triangle Chine – Inde – Afrique** ..... 135

**par Monsieur Jean-Joseph Boillot**

Conseiller *Pays émergents* au Club du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII)

**L'Afrique : quelles stratégies de sécurité alimentaire ?** ..... 145

**Enjeux et prospective**

**par Monsieur Michel Benoit-Cattin et Monsieur Nicolas Bricas**

Chercheurs – Cirad / Umr Moisa / Montpellier



# Agriculture et géopolitique au XXI<sup>e</sup> siècle

## *Rivalités, stratégies, pouvoirs*

par **Monsieur Sébastien Abis**  
et **Monsieur Pierre Blanc**

Analyste politique, M. Sébastien Abis est spécialisé sur les enjeux stratégiques de l'espace euro-méditerranéen, de l'agriculture et de l'alimentation. Il travaille actuellement au sein d'un organisme international de coopération pour la Méditerranée et collabore avec plusieurs centres de recherches scientifiques et de réflexions prospectives.

Docteur en géopolitique (HDR) et ingénieur en chef des Ponts, des Eaux et Forêts, M. Pierre Blanc est enseignant-chercheur, spécialiste du Proche-Orient. Il travaille pour un organisme méditerranéen de recherche et de formation et collabore avec des universités françaises et étrangères. Il est rédacteur en chef de la revue Confluences Méditerranée.



# SOMMAIRE DE L'ARTICLE

## Introduction

### 1. Pour un regard géopolitique sur l'agriculture

- 1.1. Définir la géopolitique
- 1.2. Retour sur l'histoire
- 1.3. L'histoire agricole a de l'avenir : la fonction alimentaire
- 1.4. L'histoire agricole a un avenir : la disqualification paysanne

### 2. Des dynamiques géographiques inquiétantes

- 2.1. Des évolutions socio-démographiques déterminantes
- 2.2. Des pressions climatiques et écologiques qui se précisent

### 3. Agriculture et géopolitique des ressources

- 3.1. L'or bleu : hydro-politique et irrigation
- 3.2. Conquête et disputes foncières
- 3.3. L'équation énergétique

### 4. Les dimensions géopolitiques de l'alimentation

- 4.1. Sur la route (le temps du commerce)
  - 4.1.1. *Le commerce agricole mondial*
  - 4.1.2. *Infrastructures et transports*
  - 4.1.3. *Intermédiations et distributions*
- 4.2. Dans l'assiette (le temps de la consommation)
- 4.3. En coulisse (le temps des finances)
- 4.4. Dans la rue (l'achat d'une paix sociale)

### 5. Des rivalités qui s'aiguisent

- 5.1. La cassure multilatérale
- 5.2. Les cassures sociétales
- 5.3. Les cassures territoriales

## Conclusion

Fin de rédaction : 20 décembre 2011



## INTRODUCTION

Des milliers de personnes meurent de faim chaque jour dans le monde, mais ce drame n'intéresse pas. Des guérillas et des soulèvements traduisent un phénomène de marginalisation paysanne et rurale. Ceci n'est en rien nouveau : l'agriculture et l'alimentation ont très souvent fait l'histoire. Facteurs de stabilité comme de désordres, vecteurs de développement comme de fragilités, marqueurs de pouvoir comme de rivalités, toutes les deux sont depuis toujours au centre des préoccupations des êtres humains, des politiques publiques et des relations internationales. Que l'espace soit le quotidien des individus, le territoire d'une nation, l'ambition d'une entreprise ou la surface du globe, l'agriculture et l'alimentation sont éminemment géopolitiques. La première – sans laquelle la seconde ne saurait exister – s'inscrit sur des territoires (*géo*) et les deux se retrouvent au cœur des stratégies de puissance et / ou des rivalités de pouvoir (*politique*), de l'échelon local au niveau international.

Agriculture et géopolitique s'affichent ainsi comme deux maîtres mots que l'histoire et les faits conjuguent en permanence. Mais si elles sont souvent considérées à l'aune de l'économie ou de l'agronomie, elles sont peu analysées sous l'angle des rivalités de pouvoir et de la géostratégie. Ce paradoxe s'explique peut-être par le fractionnement lexical les concernant. Rares sont en effet les questions aussi multidimensionnelles et intersectorielles. Des défis comme le foncier, l'eau, le climat ou l'évolution de la consommation sont compartimentés sans s'articuler. Simultanément, leur dimension essentiellement agricole est obliérée, chacun faisant l'objet d'un traitement singulier. Résultat : l'agriculture, question plurielle et transversale, n'est pas toujours perçue à sa juste valeur, ni dans toutes ses composantes, voire n'est plus nommée. L'une des questions emblématiques en la matière concerne la gestion et la raréfaction des ressources hydriques : il faut toujours veiller à rappeler que le problème de l'eau se pose d'abord pour l'agriculture, l'irrigation demeurant son principal usage sous la plupart des latitudes. De plus, l'agriculture souffre souvent d'images rétrogrades, voire ringardes, pour ne pas dire archaïques et se retrouve placée dans des positions subalternes – comme si elle pouvait devenir obsolète, alors qu'il n'y a pas d'activité plus vitale pour l'être humain.

Mais cette indifférence de la sphère médiatique et politique, caractéristique des pays développés, vole aujourd'hui en éclats. L'agriculture fait un retour fracassant. Elle retrouve sa place de pilier du développement<sup>1</sup>. Après avoir chuté à partir du milieu des années quatre-vingts, les investissements publics dans le secteur agricole et l'aide au développement sont progressivement repartis à la hausse depuis 2007 / 2008. L'agriculture s'affiche même comme secteur porteur d'enrichissement. En juillet 2011, le magazine américain *Time* titrait ainsi : « *Voulez-vous gagner plus qu'un banquier ? Devenez agriculteur ! Sérieusement c'est le meilleur job du*

*XXI<sup>e</sup> siècle. Descendez dans les champs, les revenus y grimpent* »<sup>2</sup>. Cet exemple n'est pas isolé. Bien au contraire, le sentiment que l'agriculture constitue un nouvel *eldorado* se propage peu à peu et le secteur provoque une attention grandissante, compte tenu des opportunités – et donc des risques économiques – qu'il suscite<sup>3</sup>. Pour autant, il ne faut pas nier les aspects moins favorables de l'agriculture, ainsi que les limites politiques qui, au-delà des contraintes techniques et géographiques, l'entravent. Autrement dit, l'immensité des enjeux impose d'utiliser les lunettes géopolitiques pour les questions agricoles et alimentaires. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'étude *Géopolitique de la faim*, publiée par l'expert brésilien Josué de Castro a ainsi ouvert une brèche immense<sup>4</sup>. Prenant le contre-pied de l'économiste britannique Thomas Malthus qui, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, avait fait du déterminisme géographique la cause d'une inexorable insécurité alimentaire, Josué de Castro renverse l'approche et s'intéresse à la « *géographie des misères de l'homme* » pour souligner que la faim procède d'une causalité politique : « *peu de phénomènes ont influé aussi intensément sur le comportement politique des peuples que le phénomène alimentaire et la tragique nécessité de manger* ».

Ce constat historique conserve aujourd'hui toute sa pertinence. La malnutrition et la faim, qui touchent près d'un milliard d'individus, sont davantage imputables à la conflictualité et aux dynamiques de confrontations qu'à l'insuffisance de production prise dans sa globalité. Dans ces conditions, il faut franchir les frontières de la technique et de l'agronomie pour mieux sonder certains fondamentaux de la géopolitique. L'interrogation récurrente sur « *peut-on nourrir le monde ?* » est évidemment légitime, mais elle s'intègre bien souvent dans une série de questionnements à long terme, alors que les urgences alimentaires exigent de se concentrer sur la période contemporaine. De plus, il est tout aussi essentiel de se demander si l'on veut vraiment nourrir tout le monde et si l'on souhaite développer tous les territoires. En effet, la question agricole ne se pose pas uniquement sous l'angle de sa fonction alimentaire. Nourrir les hommes constitue certes la vocation fondamentale de l'agriculture, mais permettre le développement équilibré des territoires, ainsi que l'intégration économique et sociale des paysannes du monde en est une autre. Or, ces dimensions-là méritent elles aussi d'être analysées au prisme de la géopolitique. Une paysannerie disqualifiée, des territoires déconsidérés sont autant de vecteurs d'instabilité politique qu'il faut prendre en considération. Si ces deux volets, alimentaire et territorial, sont distingués, ils ne s'ignorent pas pour autant.

1. Banque mondiale, *L'agriculture au service du développement*, Rapport sur le développement dans le monde, Washington (USA), 2007.

2. S. Gandel, *Want to Make More than a Banker? Become a Farmer!*, Time Magazine, 11 July, 2011.

3. En témoigne le rapport de Davos daté de 2011 qui pointe les questions alimentaires parmi les principaux enjeux mondiaux présents et futurs, au même titre que l'énergie (World Economic Forum, « *Global Risks 2011* », Sixth Edition, January 2011).

4. Médecin, sociologue et économiste brésilien, décédé en 1973. J. de Castro, *Géopolitique de la faim*, Paris, Éditions Ouvrières, 1952. Ce livre dresse un panorama mondial et complète un premier ouvrage, *Géographie de la faim. La faim au Brésil*, Paris, Éditions Ouvrières, 1949.

D'avantage que par le passé, il faut privilégier l'approche systémique de chacun des grands enjeux mondiaux afin de mettre en exergue tant le volet spatial et socio-économique que la finalité alimentaire incontournable de l'agriculture. En effet, cette situation – où l'agriculture se situe au centre des confrontations internationales, nationales et locales – se complexifie et se renforce<sup>5</sup>. Des évolutions socio-démographiques dynamiques tirent la consommation alimentaire, notamment dans les pays émergents et les grands pôles urbains, tandis que les accidents climatiques et le ralentissement de la croissance des rendements fragilisent la production agricole. Après le succès de la révolution verte dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, la productivité ne progresse plus dans certaines grandes zones de production.

Le retour d'une géopolitique des ressources et le renforcement d'une géopolitique de l'alimentation sont aussi des indicateurs de rivalités et de jeux de puissance qui s'aiguisent. La théorie des avantages comparatifs montre ses limites et le champ thématique de l'agriculture met en lumière les frottements stratégiques de ce monde multipolaire, où de profonds basculements sont à l'œuvre. Dans ce monde où les relations de pouvoir sont omniprésentes, cet article analyse les grands enjeux permettant de comprendre pourquoi il faut croiser agriculture et géopolitique. L'ambition est forcément planétaire, mais le texte propose aussi de nombreuses illustrations à partir du Bassin méditerranéen car c'est l'une des zones les plus marquées par l'effervescence politique, les désirs de puissances et les insécurités alimentaires. Éclairages sur des pages de l'histoire, rappels sur les contraintes de la géographie, projecteurs sur des évolutions sociologiques et des risques de conflits, regards sur l'arrière-plan du contenu de nos assiettes, ce texte emporte le lecteur sur l'itinéraire aussi passionnant que menaçant de la géopolitique agricole et alimentaire.

### 1. POUR UN REGARD GÉOPOLITIQUE SUR L'AGRICULTURE

#### 1.1. Définir la géopolitique

Devoir se nourrir est la plus ancienne et la plus vitale des contraintes pour l'homme. Pour autant, ceci suffit-il à affirmer que l'alimentation et l'agriculture sont des sujets géopolitiques ? Ne revenons pas sur la géopolitique en tant que manière de penser le territoire comme certains auteurs au service de la puissance nazie l'ont fait durant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle<sup>6</sup>. Toutefois, rappelons que le géographe Friedrich Ratzel, puis le politologue Rudolf Kjelen pensaient que la nation tirait une grande partie de sa force de son sol, en particulier de son agriculture<sup>7</sup>. Rappelons également que l'idée de l'espace vital (*Lebensraum*) développée par le géographe Karl Haushofer<sup>8</sup> emprunte à la question agricole tant la capacité à nourrir sa population était vue, notamment par ces chercheurs, comme une nécessité impérieuse pour l'Allemagne. Fort heureusement, il y a bien longtemps que

ce « *péché originel* » de la géographie – qui servait à faire la guerre, comme le suggérait le géographe Yves Lacoste<sup>9</sup> – a laissé place à une nouvelle approche, plus académique et plus indépendante des pouvoirs politiques. Pour autant, la géopolitique n'est pas définie exactement de la même manière selon les spécialistes. Partant, il nous faut clarifier ce qu'est pour nous l'objet de la géopolitique et comment elle s'articule aux questions agricoles.

Dans son ouvrage *Géopolitique : les voies de la puissance* paru en 1990, Pierre-Marie Gallois, général d'aviation et spécialiste des problèmes stratégiques, la définit comme « *l'étude des relations qui existent entre la conduite d'une politique de puissance portée sur le plan international et le cadre géographique dans lequel elle s'exerce* »<sup>10</sup>. Le géographe américain Saul B. Cohen ne dit pas les choses très différemment lorsqu'il écrit que « *l'essence de la géopolitique est d'étudier la relation qui existe entre la politique internationale de puissance et les caractéristiques de la géographie* ». Ces définitions, par trop déterministes, rejoignent celles de dictionnaires comme *Le Larousse 2009* où elle est décrite comme « *l'étude des rapports entre les données géographiques et la politique des États* ». Mais, sans négliger le fait que la situation géographique d'un pays et les caractéristiques de sa géographie physique influencent la façon qu'à un État de se projeter à l'extérieur de son territoire – les poussées territoriales peuvent effectivement s'expliquer par l'enclavement géographique – d'autres éléments influencent les postures géopolitiques : les représentations de l'histoire ou les mobiles ethno-religieux peuvent, par exemple, constituer des déterminants importants.

Par-delà la prudence qu'impose l'idée du déterminisme géographique, ces définitions tendent également à trop réduire les acteurs aux seuls acteurs étatiques. Le fondateur de la géopolitique française, Yves Lacoste, dépasse ces écueils tout en modifiant le champ de la géopolitique. Plutôt que d'affirmer que celle-ci s'intéresse au déterminisme géographique de la politique des États, il tend plutôt à mettre le focus sur le champ de la conflictualité. Il affirme ainsi que la géopolitique s'intéresse à « *l'étude des rivalités de pouvoir sur des territoires* » et que le déterminant premier des conflits est moins la réalité géographique et historique que la représentation que les acteurs en conflits ont de celles-ci.

Au final, ces définitions apparaissent assez complémentaires plutôt que contradictoires, en particulier sur la question alimentaire et agricole qui a bien une forte dimension géopolitique. Comme l'affirmait le philosophe et sociologue Henri Lefebvre décédé en 1991, l'espace est politique. Et si une activité le façonne, c'est bien l'agriculture. Si l'on applique la formule d'Yves Lacoste, l'agriculture avec ses différentes fonctions (alimentaire, sociale et économique) se retrouve au cœur des rivalités de pouvoir et ce, du territoire local à celui de la planète. À cette échelle, certaines puissances, ayant depuis peu pris conscience de la valeur des ressources rares, n'hésitent plus à afficher des visées parfois teintées d'impérialisme et donc à créer les conditions d'une com-

pétition mondiale car « la géopolitique zonale, fondée sur le principe de souveraineté n'est plus fonctionnelle. Aujourd'hui, c'est le contrôle de ressources extraterritoriales qui devient la préoccupation primordiale »<sup>11</sup>. Ce qui, à vrai dire, n'est en rien nouveau comme l'histoire le démontre.

## 1.2. Retour sur l'histoire

L'agriculture a souvent été centrale dans des tournants majeurs de l'histoire. Pensons à la Révolution française, à l'immigration irlandaise outre-Atlantique suite à la crise de la pomme de terre et à la grande famine de 1845 – 1851, à la conquête de l'Ouest américain, à la construction européenne dont le ciment fut la Politique agricole commune, à l'État d'Israël fondé sur l'occupation d'un territoire par l'activité agricole, à l'importance de la question foncière dans les turbulences politiques latino-américaines du XXe siècle et enfin à cette Chine dont le premier souci est de nourrir son énorme population. La capacité à produire des céréales pour nourrir le monde a toujours constitué un baromètre important dans la recherche de stabilité globale. À la fin du XIXe siècle, d'aucuns s'inquiétaient déjà de la pénurie éventuelle de blé face à l'épuisement du stock d'azote, donc d'engrais, disponible<sup>12</sup>.

L'histoire des civilisations anciennes ou récentes doit donc aussi se lire à travers la production, la conquête et la disponibilité de l'alimentation<sup>13</sup>. De même, il faut mettre l'accent sur l'évolution des mœurs à table car elles révèlent des jeux de puissance<sup>14</sup>, ainsi que sur les avancées en matière de recherche qui marquent des ruptures essentielles pour l'agriculture et le monde. En juin 2011, l'annonce de l'éradication de la peste bovine a été peu médiatisée. Pourtant, cette maladie animale a été à l'origine d'événements géopolitiques majeurs. En frappant les troupeaux et provoquant la famine, elle aurait contribué à accélérer la chute de l'Empire romain lors des grandes invasions du IVe siècle. Elle aurait également handicapé les stratégies de conquête territoriale de Charlemagne et participé au déclenchement des révolutions française, puis russe et facilité la colonisation de l'Afrique de l'Ouest<sup>15</sup>.

L'histoire prouve aussi, en creux, à quel point la capacité à garantir l'approvisionnement alimentaire de sa population constitue une condition de stabilité pour un État. En témoigne la détermination des autorités bolcheviques qui, dès 1918, ont mené une véritable « guerre pour le blé »<sup>16</sup> afin de s'approprier les supposés stocks cachés dans les campagnes et être en mesure de nourrir les villes. Après avoir momentanément conflué en 1917, bolcheviks et paysans se sont alors éloignés. L'envoi par les Soviétiques de brigades, coordonnées par le commissariat à la Guerre et au Ravitaillement, a scellé le malentendu entre le pouvoir et les paysans : en particulier, la catégorie des koulaks<sup>17</sup>, ces paysans « enrichis » contre lesquels s'est déchaîné Staline. En témoigne également la formule du Premier ministre indien, Jawaharlal Nehru, qui, juste après l'indépendance en 1947, déclare que pour son pays

« tout le reste peut attendre, sauf l'agriculture ». En 1956, il promeut la révolution verte<sup>18</sup> qui vise à sortir l'Inde de la famine, sachant que, parallèlement, les États-Unis, soucieux de ne pas voir le pays tomber sous l'emprise du bloc soviétique, jouent un rôle essentiel : en 1960, 92 % de l'aide américaine à l'Inde est d'ordre alimentaire. La révolution verte a effectivement permis d'accroître la production, puis d'atteindre une relative autosuffisance alimentaire, mais le processus a eu des conséquences sur le plan social et écologique<sup>19</sup>. En France aussi, la politique a su prendre toute la mesure de l'enjeu alimentaire et agricole. Après la Seconde Guerre mondiale, le rationnement du pain n'a été levé qu'en février 1949. À la tête de l'État à partir de 1958, Charles de Gaulle – soucieux de trouver l'équilibre nécessaire face à une Allemagne en plein développement industriel – a fermement poussé pour qu'une politique agricole productive et performante émerge au niveau national et européen. La Politique agricole commune (PAC) a ainsi constitué le premier ciment de l'Europe, véritable construction géopolitique inédite dans l'histoire. Plus récemment, la République islamique d'Iran a créé en 2001 un ministère

5. L.-R. Brown, *The New Geopolitics of Food* in Foreign Policy, May-June 2011.

6. Comme l'a écrit le géographe français Paul Claval « entre les deux guerres mondiales [...], la géopolitique était au premier chef une science de l'État : elle s'attachait aux conditions de sa croissance et de sa sécurité, et aux actions qu'il avait à mener pour se développer, se défendre contre des agresseurs ou s'étendre aux dépens de ses voisins ». In *Géopolitique et Géostratégie*, Nathan Université, 1996.

7. Les travaux de Friedrich Ratzel (1844 – 1904) constituent les fondations de la *Geopolitik* allemande. Même s'ils annoncent celle-ci en tant que discipline au service de l'expansion nazie, la géopolitique n'est pas encore appelée comme telle. Le substantif géopolitique revient à Rudolf Kjellén (1864 – 1922) qui sacralise l'espace, comme Ratzel son inspirateur. Selon lui, l'espace constitue la source du rayonnement et de la puissance de l'État.

8. Pour Karl Haushofer (1869 – 1846), les États croissent jusqu'à ce qu'ils atteignent une superficie qui satisfasse leurs besoins (la théorie de « l'espace vital »). Dans ce cadre, il n'est donc pas étonnant que les frontières soient mouvantes au gré de l'ambition des peuples et de leur besoin d'espace vital. Toute cette idéologie appelle à la valorisation territoriale par l'agriculture.

9. Y. Lacoste, *La géographie, ça sert d'abord à faire la guerre*, Paris, Maspéro, 1976.

10. P.-M. Gallois, *Géopolitique : les voies de la Puissance*, Paris, Plon, 1990.

11. K. Gabriel-Oyhamburu, *Le retour d'une géopolitique des ressources ?* in *L'Espace Politique*, 11 février 2011.

12. B. Cazes, *Alerte rouge : le blé va manquer à partir de 1931* in *Futuribles* n° 324, Paris, novembre 2006. Cet article revient sur le livre publié en 1899 par William Crookes, qui obtiendra plus tard le prix Nobel de physique, intitulé *The Wheat Problem*.

13. E.D.G. Fraser, A. Rimas, *Empires of Food. Feast, Famine and the rise and fall of the civilizations*, Arrow Books, Croydon (United Kingdom), 2010.

14. A. Rowley, *Une histoire mondiale de la table*, Odile Jacob, Paris, 2006.

15. D. G. Mc Neil Jr, *Rinderpest, scourge of cattle, is vanquished*, in *The New York Times*, 27 June 2011. Apparue en 1920 en Belgique suite au transit, dans le port d'Anvers, de zébus d'Asie du Sud destinés au Brésil, la peste bovine ravage l'Europe et motive en 1924 la création de l'Organisation internationale des épizooties (OIE). Devenue en 2003 l'Organisation mondiale de la santé animale, celle-ci est basée à Paris.

16. Lénine lui-même nommait ainsi la politique d'acquisition forcée du blé dans les campagnes. In Robert Linhart, *Lénine, les paysans*, Taylor, Seuil, 2010.

17. Il semble que beaucoup de paysans aient été assimilés aux *koulaks*, alors que leurs petites propriétés ne le justifiaient pas. R. Linhart, *Lénine, Les paysans*, Taylor, Seuil, 2010.

18. La révolution verte est née au Mexique, de la collaboration entre les autorités locales et la fondation Rockefeller. Puis, elle s'est déployée en Amérique latine, en Asie et en Afrique du Nord. Elle repose sur le postulat que la génétique constitue le déterminant majeur dans le niveau de production des cultures alimentaires.

19. S. Vandana, *The Violence of the Green Revolution : ecological degradation and political conflict in Punjab*, Zed Press, New Delhi (India), 1992. La révolution verte est souvent dénoncée pour ses conséquences écologiques (pesticides disséminés, pollution chimique, usage intensif de l'eau) et sa destruction de la biodiversité.

du Jihad agricole, une appellation qui traduit bien la mission politique assignée au développement de l'agriculture.

Par ailleurs, les famines ont davantage tué que toutes les guerres menées aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles<sup>20</sup>. Certes, leurs causes ne relèvent pas forcément de la géopolitique. En Irlande, c'est la propagation du mildiou, une maladie des pommes de terre, qui a provoqué la disette à partir de 1845 et conduit la population à l'exode vers l'Angleterre et l'Amérique du Nord. En Chine, ce sont les catastrophes naturelles, couplées au boom démographique qui ont, entre 1876 et 1879, entraîné la mort de millions de personnes. Ces faits contemporains peuvent faire écho à des réalités aussi dramatiques sur des temporalités plus longues<sup>21</sup>. Mais il n'en demeure pas moins que les famines ont souvent une causalité anthropique : la faim, c'est aussi cette « *plaie sociale créée par l'homme lui-même* »<sup>22</sup>. Dans la Chine communiste, la famine qui frappe le pays dans les années soixante résulte de la stratégie désastreuse du *Grand Bond en avant* lancée par Mao. Beaucoup de crises alimentaires sont la conséquence de guerres et certaines famines découlent même de visées politiques clairement déterminées : par exemple, en Ukraine en 1934 sur instruction des autorités soviétiques ou en Éthiopie dans les années quatre-vingts, lorsque le dictateur Mengistu a lutté contre ses opposants en les déplaçant des zones productives. Le cas du Soudan est aussi tragiquement instructif puisque le pouvoir central n'hésite pas depuis de nombreuses années à détourner les aides alimentaires afin d'affamer les populations irrédentes du Sud pour mieux les contrôler. Ces exemples prouvent que l'alimentation, source primordiale de la vie, constitue également une véritable arme. À l'échelle internationale, certains parlent d'ailleurs de *l'arme alimentaire* pour évoquer la possibilité dont disposent certains États d'influencer la marche du monde via leurs exportations alimentaires. Les États-Unis ont ainsi, semble-t-il, bien utilisé leurs capacités agricoles comme un avantage stratégique. Dans un rapport au Sénat datant de 1958, le sénateur Hubert Humphrey posait ainsi les jalons d'une diplomatie alimentaire afin que les États-Unis prennent le dessus sur l'URSS : « *L'abondance de nourriture et de fibres est un formidable atout pour l'Amérique dans la lutte mondiale pour la paix et la liberté. Un atout qui attend toujours d'être pleinement utilisé avec audace et compassion (...) Une percée dans la conquête de la faim pourrait être plus pertinente dans la guerre froide que la conquête de l'espace (...) Le pain, et non les armes, peut très bien décider de l'avenir de l'humanité* »<sup>23</sup>. Les programmes d'aide *Food for Peace*, puis PL 480 ont effectivement servi de levier aux Américains en matière de politique étrangère, ce *soft power* se traduisant par l'attribution d'une aide alimentaire pour soutenir un pays allié ou non-aligné dans le contexte de guerre froide<sup>24</sup>. *A contrario*, la suspension de l'aide a parfois été utilisée comme moyen de pression : en particulier contre l'Égypte en juin 1967, au lendemain de la guerre des Six jours où les États-Unis étaient engagés aux côtés d'Israël. À partir de la présidence de John Kennedy (1961 –

1963), il est clair que les États-Unis ont considéré l'agriculture et l'alimentation comme des piliers de leur sécurité nationale et de la stabilité internationale. Ainsi, « *l'aide alimentaire des États-Unis paraît (en comparaison de l'aide européenne) à la fois plus flexible, davantage mondialisée et plus proche des grandes données géostratégiques et géopolitiques du monde contemporain et à venir* »<sup>25</sup>. Portée par l'administration américaine dans le cadre de l'ONU, l'arme alimentaire a ainsi été utilisée contre l'Irak à qui a été imposé le désastreux programme *Pétrole contre nourriture*<sup>26</sup>. Elle a aussi été utilisée pour mettre l'adversaire en difficulté : par exemple, au Vietnam où les stratèges estimaient tactiquement opportun de détruire des barrages afin d'affamer les populations et ensuite fournir de la nourriture comme moyen de négociation<sup>27</sup>.

Le constat est simple, mais toujours dramatique : les insécurités alimentaires et les désordres agricoles prolifèrent en cas de guerre. C'est une donnée fondamentale de l'histoire des conflits, hier comme aujourd'hui. Les combats provoquent des pertes de production et des dégâts durables pour les cultures avec parfois, comme au Liban, des mines enterrées dans les champs. Ils peuvent saper les organisations paysannes et aggraver l'insuffisance calorique des populations, comme récemment en République démocratique du Congo<sup>28</sup>, mais aussi couper les routes commerciales et donc empêcher les approvisionnements locaux ou nationaux comme en Libye durant la guerre civile de 2011. Enfin, l'écart de pauvreté se creuse entre les pays touchés par une violence chronique et les autres<sup>29</sup>. La carte mondiale de la pauvreté se superpose ainsi à celle de la faim. À ce titre et hors cas d'urgence, l'aide alimentaire internationale n'a pas toujours obtenu des résultats probants en matière de réduction de la faim : notamment parce que la qualité nutritionnelle des produits distribués était parfois douteuse et que cette aide chamboulait des modes de consommation locaux. Par ailleurs, « *le risque est d'enfermer les populations aidées dans une situation d'assistés qui ne leur permet pas de reprendre une vie normale et désorganise durablement l'économie locale* »<sup>30</sup>.

### 1.3. L'histoire agricole a de l'avenir : la fonction alimentaire

Malgré son épaisseur, l'histoire agricole dans sa dimension géopolitique est souvent méconnue. Elle semble ignorée même lorsque la géopolitique agricole prend le visage évident de la faim et alors même que l'actualité regorge d'informations inquiétantes. Constatant ce tragique oubli, la directrice du bureau du Programme alimentaire mondial (PAM) à Paris déclarait en 2009 : « *L'heure est venue de moderniser le discours sur le sujet : la faim a un impact sur la stabilité d'un pays. Les êtres humains font trois choses quand ils n'ont plus à manger : ils se révoltent, ils émigrent et ils meurent. Lutter contre la sous-alimentation, c'est gérer moins de migrants à Calais. C'est en réalité de la politique locale, c'est de*

*l'égoïsme. Ce n'est pas seulement de la compassion* »<sup>31</sup>. Alors que la réduction de la faim figurait parmi les *Objectifs du millénaire pour le développement* (OMD) à l'horizon 2015, ce drame concerne encore près d'un être humain sur sept et la sous-nutrition reste la première cause de mortalité sur terre. Comment expliquer que le fait qu'un enfant meurt de sous-nutrition toutes les six secondes dans le monde ne constitue pas un thème majeur de l'actualité ? Il ne faut pas avoir peur de le marteler : « *parmi tous les droits de l'homme, le droit à l'alimentation est certainement celui qui est le plus constamment et le plus massivement violé sur notre planète* »<sup>32</sup>. À cela se superpose une espérance de vie dégradée pour l'enfant malnutri qui survit : une nutrition inadéquate durant les cinq premières années comporte des incidences majeures sur la santé et la capacité à travailler ou à acquérir des connaissances.

Le concept de « *sécurité alimentaire* » a fortement évolué au fil du temps. De considérations très économiques et quantitatives où seul l'aspect de disponibilité alimentaire nationale était pris en compte, il s'est enrichi de considérations plus sociales et qualitatives<sup>33</sup>. En 1996, lors du sommet mondial de l'alimentation, la FAO en a donné la définition suivante : « *La sécurité alimentaire est assurée quand toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement, socialement et physiquement accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive qui satisfait leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires pour leur permettre de mener une vie active et saine* ». Autrement dit, la sécurité alimentaire se compose de quatre piliers :

- La disponibilité, en termes de production intérieure et de capacité d'importation
- La régularité
- L'accès qui dépend du pouvoir d'achat, des infrastructures disponibles et des rapports de force dans les filières
- La qualité nutritionnelle.

Dans ce cadre, les questions de nutrition et de qualité alimentaire apparaissent aussi essentielles que le problème de la production, si l'on s'interroge sur l'enjeu agricole mondial. Mais il faut encore élargir cette approche pour analyser l'ensemble des enjeux stratégiques situés de la ferme à la fourchette, c'est-à-dire croiser davantage les analyses agricoles et géopolitiques. Le paradoxe est en effet terrible. Alors que le monde n'a jamais produit autant de richesses et de nourriture, il n'a simultanément jamais produit autant de pauvreté et de faim. Certes, la situation s'est améliorée en pourcentage : en 1965, 950 millions de personnes étaient touchés par la sous-alimentation sur une population mondiale de 3 milliards d'humains, soit plus de 30 % contre 12 % au début des années deux mille. Mais elle est moins reluisante en valeur absolue : en 2010, 925 millions de personnes souffraient de la faim et ce, sans compter les deux milliards de personnes atteintes de malnutrition, la « *faim invisible* » selon les Nations unies. En 2009, le pic du milliard de personnes affamées a été franchi.

Néanmoins, certains estiment que sur les temps longs de l'histoire, les famines s'estompent et que c'est davantage le sentiment de vulnérabilité face à la faim qui demeure<sup>34</sup>. En tout cas, il convient sans doute de prendre ces chiffres avec réserve car mesurer la faim aujourd'hui ne peut pas se faire comme par le passé. Les conditions de vie ont évolué, les progrès sanitaires sont manifestes et la pénibilité physique du travail se réduit dans de nombreuses régions du monde. Dans ces conditions, la sensation de faim ne saurait être identique et des analystes rappellent que les statistiques sur l'insécurité alimentaire quantitative doivent être manipulées avec précaution<sup>35</sup>. L'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) s'est même attelé à construire un indicateur composite (*global hunger index*)<sup>36</sup>. Celui-ci fait état de quelques améliorations entre 1990 et 2011, avec la diminution de près d'un quart du GHI. Mais il reconnaît que l'indice reste en 2011 à des niveaux « *extrêmement alarmants* » pour vingt-six pays, tous situés en Afrique subsaharienne.

20. E. Thévenin, *Ces famines qui ont bouleversé notre monde. Du XIXe siècle à nos jours*, Tours, CLD Éditions, 2008.

21. C. Waldorf, *The famines of the world. Past and present*, Burt Franklin (USA), 1878.

22. J. de Castro, *op.cit.*

23. H.H. Humphrey, *Food and Fiber as Force for Freedom*, Report to the Committee on Agriculture and Forestry United States Senate, 21 April 1958. De 1965 à 1969, H.H. Humphrey a été vice-président des États-Unis, auprès du président Johnson.

24. N. Cullather, *The Hungry World : America's Cold War Battle Against Poverty in Asia*, Harvard University Press, December 2010.

25. J.-P. Charvet, *Le Blé*, Economica, 1996. Cf. aussi John H. Perkins, *Geopolitics and the Green Revolution : Wheat, Genes, and the Cold War*, Oxford Press University (United Kingdom), 1997.

26. Mis en place en 1996, ce programme permettait à l'Irak de Saddam Hussein de recevoir de la nourriture et des médicaments en échange de ses exportations de pétrole dont les revenus étaient placés sur un compte financier spécial, directement géré par l'ONU. Le programme a pris fin en 2004 et fait depuis l'objet de nombreuses controverses. Voir J.A. Meyer et M. G. Califano, *Good intentions corrupted : the Oil-for-Food Program and the threat to the U.N.*, Public Affairs, 2006.

27. Dans un mémorandum officiel du Pentagone daté du 18 janvier 1966, John Mc Naughton, conseiller influent du secrétaire d'État américain à la Défense, Robert McManara, propose la stratégie suivante pour affaiblir les communistes du Nord-Vietnam : « *Strikes at population targets (perse) are likely not only to create a counter productive wave of revulsion abroad and at home, but greatly to increase the risk of enlarging the war with China and the Soviet Union. Destruction of locks and dams, however – if handled right – might (perhaps after the next Pause) offer promise. It should be studied. Such destruction does not kill or drown people. By shallow-flooding the rice, it leads after time to wide spread starvation (more than a million ?) unless food is provided – which we could offer to do at the conference table* » (Pentagon Papers, Part IV. C. 7a, "Evolution of the War. Air War in the North : 1965-1968", Volume 1, page 68).

28. La République démocratique du Congo (RDC) est le pays du monde où se trouve la plus forte proportion de personnes sous-alimentées. Le taux était de 75 % en 2004 – 2006 contre 29 % en 1990 – 1992.

29. World Bank, *Conflict, Security, and Development*, World Development Report 2011, Washington (USA), 2011.

30. S. Brunel, *La faim dans le Monde. Comprendre pour agir*, Paris, PUF, 1999.

31. Interview dans le journal *La Croix*, 16 octobre 2009.

32. J. Ziegler, *Destruction massive. Géopolitique de la faim*, Paris, Seuil, 2011.

33. J.-C. Flament, *Un siècle de lutte contre la faim dans le monde : alertes, révoltes, désillusions et doutes*, Note de la Mission Agro-biosciences, Castanet Tolosan (France), avril 2009 ; D. J. Shaw, *World food security : a history since 1945*, New York, Palgrave, Macmillan, 2007.

34. C. O Grada, *Famine : A short History*, Princeton University Press, 2009.

35. A. Banerjee et E. Duflo, *More than one billion are hungry in the World, but what if the experts are wrong ?* in Foreign Policy, May-June 2011.

36. Cet indicateur repose sur trois variables : la proportion de la population sous-alimentée, la prévalence de l'insuffisance pondérale infantile et le taux de mortalité infantile. Pour accéder aux données récentes, lire le dernier rapport, réalisé en partenariat avec Acted, Concern Worldwide et Welthungerhilfe, *Indice de la faim dans le Monde 2011. Relever le défi de la faim*, Washington, Bonn, Dublin, Paris, octobre 2011.

Jusqu'à l'heure, cette population fragilisée dans son accès à la nourriture était essentiellement rurale car l'instabilité géopolitique marquant beaucoup de nations du tiers-monde ne favorisait pas leur situation. De plus, beaucoup de paysans avaient été ruinés dans le contexte de baisse tendancielle des prix agricoles<sup>37</sup> résultant de la guerre commerciale entre les États-Unis et l'Union européenne et de l'émergence de pays exportateurs aux faibles coûts de production. Cette situation avait porté un coup fatal à des paysanneries généralement peu épaulées par des gouvernements, eux-mêmes frappés d'impéritie et soumis aux plans d'ajustements structurels de leurs économies. Mais cette faim était le plus souvent tue, en tout cas au regard de sa gravité. Les affamés souffrent en silence : ils s'expriment bruyamment seulement lorsque s'agrègent plusieurs types de mécontentements et de sentiments d'injustice<sup>38</sup>.

En 2005 – 2006, les cours mondiaux des matières premières agricoles et des produits alimentaires ont amorcé une phase de hausse sensible qui a débouché sur une flambée des cours de janvier à juin 2008. Ceci a augmenté le coût de l'alimentation, alors même que le prix de l'énergie atteignait des sommets historiques : d'où des mouvements sociaux, médiatisés sous le terme d'*émeutes de la faim*, dans une trentaine de pays et résultant de situations locales où problèmes économiques et pénuries alimentaires se combinaient dangereusement. Mais ces révoltes ont surtout concerné les villes car celles-ci constituaient des espaces de mobilisations sociales et politiques plus puissants que des campagnes où la faim était parfois une réalité prégnante. Pour autant, la hausse des cours n'a pas profité au 1,3 milliard d'agriculteurs car la production est faiblement élastique, au moins sur les temps courts. Peu d'entre eux sont reliés aux marchés et n'ont donc pas senti d'onde de choc sur le prix de leurs récoltes. Le *Programme alimentaire mondial* des Nations unies (PAM) estime que les petits agriculteurs des pays pauvres représentent aujourd'hui entre 50 et 60 % des affamés de la planète. Autrement dit, un demi-milliard de personnes travaille la terre mais ne mange pas à sa faim, faute de productions et de revenus suffisants pour faire face à ses besoins alimentaires.

À partir de juillet 2008, la flambée des prix s'est transformée en baisse tout aussi spectaculaire. En six mois, les cours se sont brutalement repliés et cette chute s'est produite peu après le déclenchement de la crise financière internationale, qui s'est rapidement propagée à *l'économie réelle* et a débouché sur une récession économique sans précédent depuis les années trente. Cependant, ce reflux des prix ne doit pas faire oublier que la crise alimentaire mondiale de 2008 a constitué un modeste aperçu de tensions à venir, bien plus fortes<sup>39</sup>. Les déséquilibres persistent en effet entre l'offre et la demande de produits agricoles, au point que le pessimisme malthusien a parfois refait surface. L'année 2011 a ainsi été marquée par une inquiétude générale, sans doute aussi forte que lors de la poussée inflationniste de 2008 : l'indice de la FAO mesurant l'évolution du prix d'un « panier » de céréales, oléagi-

neux, produits laitiers, viande et sucre a battu en 2011 ses records absolus depuis sa création en 1990. La pression sur les consommateurs a été ressentie dans des pays à faibles revenus ou dépendant majoritairement des importations comme le Bangladesh, le Kenya et la Zambie<sup>40</sup>. De plus, l'impact d'une hausse des prix alimentaires n'est pas le même dans des pays où l'alimentation représente la moitié du budget des ménages et dans ceux où elle représente seulement 10 %. En 2010, 48 % de la population mondiale vivaient avec moins de 2 dollars par jour, mais le pourcentage est de 19 % en Égypte et 10 % au Brésil contre 76 % en Inde et 61 % au Pakistan<sup>41</sup>. La hausse du prix des denrées agricoles sur le marché mondial peut se transformer en catastrophe pour ces derniers et cette fragilité est généralement identifiée comme une composante majeure dans l'insécurité humaine de certaines régions. En 2009, un rapport du PNUD<sup>42</sup> avait ainsi souligné la situation en Afrique du Nord et au Moyen-Orient et, même si le faisceau de causalités est large, il est impossible d'ignorer la variable alimentaire comme facteur explicatif des mouvements de révoltes socio-politiques qui traversent le monde arabe depuis le début 2011<sup>43</sup>.

Dans ce contexte, la Banque mondiale a fait son *mea-culpa* à l'automne 2007 et repositionné les questions agricoles au centre du débat international<sup>44</sup>. Elle a notamment souligné la forte capacité de réduction de la pauvreté par l'agriculture, en particulier lorsque les producteurs s'organisent collectivement et peuvent ainsi déclencher des dynamiques locales en termes de développement économique et de gouvernance. Plusieurs pays, conscients de leurs fragilités croissantes, ont également remis l'agriculture au cœur de leur politique de développement. En Inde par exemple, où le taux de croissance de la production agricole a ralenti à + 2 % depuis le début des années deux mille, le Premier ministre, Manmohan Singh, souligne régulièrement que la progression devrait atteindre + 4 % pour continuer à nourrir une population en augmentation. Disposant de 2,3 % des terres émergées du globe, l'Inde abrite environ 17 % de la population mondiale et les possibilités d'extension des superficies cultivées sont limitées. De plus, 60 % des 140 millions d'hectares cultivables dépendent des pluies de la mousson et le phénomène de dégradation des terres s'accélère dangereusement<sup>45</sup>. Dans ce contexte, la sécheresse qui a frappé le pays en 2009 et 2010 a fait fortement chuter la production et entraîné une hausse brutale des prix des denrées alimentaires. De sévères troubles sociaux ont alors éclaté en milieu rural, alors que 70 % de la population du pays vit encore dans les campagnes, où l'agriculture demeure très souvent l'unique moyen de subsistance. Ces dynamiques ne vont pas dans le sens d'une amélioration d'une situation déjà précaire<sup>46</sup> et illustre l'acuité de rechercher une meilleure souveraineté alimentaire, comme certains experts l'avaient anticipé<sup>47</sup>.

Il serait cependant maladroit de circonscrire la problématique aux seuls pays en développement. Aux États-Unis et en Europe, les

effets de la récession économique plongent des couches importantes de la population dans la pauvreté. En 2010, l'administration Obama a dépensé près de 64 milliards de dollars en tickets alimentaires, distribués à environ 40 millions d'Américains et le nombre de bénéficiaires aurait même atteint 46 millions de personnes en mai 2011, alors que la crise budgétaire américaine s'accroissait. Cette politique constitue un pilier majeur de la stratégie alimentaire et sociale des États-Unis<sup>48</sup>.

Une nouvelle vulnérabilité alimentaire se dessine, avec des comportements sociologiques autrefois impensables, comme au Japon où, sur fond de désagrégation des liens sociaux, les seniors isolés et au pouvoir d'achat limité deviennent parfois cleptomane afin d'être emprisonnés et disposer ainsi de repas assurés<sup>49</sup>. Les risques alimentaires s'accroissent partout dès lors que s'amplifie la fragilité économique résultant de la crise financière internationale et de l'hyper-volatilité des prix des denrées de base. Selon la Banque mondiale, 44 millions de personnes dans le monde sont tombés dans la pauvreté entre juin 2010 et janvier 2011, sous l'effet de la hausse rapide des prix alimentaires.

Dans la décennie qui s'ouvre, les prix des denrées agricoles de base devraient rester volatils, mais tendanciellement à la hausse et supérieurs en moyenne à ceux enregistrés depuis dix ans<sup>50</sup>, donnant cette image d'une balle rebondissant sans cesse dans un ascenseur qui ne ferait que monter... Les objectifs du millénaire seront difficilement atteints et les risques d'insécurité alimentaires ne devraient pas s'atténuer. Sans que cela ne participe d'aucune fatalité, la faim semble avoir devant elle un tragique avenir, surtout dans un multilatéralisme peu régulé. Mais, plus que cela, c'est toute l'histoire de l'agriculture qui pourrait bégayer tant il est vrai que la seule dimension alimentaire n'épuise pas les problématiques agricoles, même si c'est elle qui frappe le plus les esprits. La faim – qui est le versant négatif de la fonction alimentaire de l'agriculture – n'est donc pas la seule qui doit être croisée avec l'analyse géopolitique. L'agriculture a également une fonction socio-économique et, partant, territoriale en ce sens qu'elle permet le développement d'espaces ruraux. Mais ceux-ci sont souvent délaissés, eu égard aux entraves qui pèsent sur le développement agricole et cela n'est pas sans incidences géopolitiques.

#### 1.4. L'histoire agricole a un avenir : la disqualification paysanne

En valeur absolue, les zones rurales n'ont jamais été autant peuplées. La planète comptait 3 milliards de ruraux en 1990, 3,4 milliards en 2010 et le chiffre pourrait se stabiliser autour de 3,5 milliards selon l'ONU. Mais les mondes ruraux sont souvent disqualifiés, marginalisés et enfermés à l'intérieur de territoires où l'on ne regarde que les lumières de la ville et ses promesses de richesses. D'une certaine manière, mirage urbain et naufrage rural prévalent généralement dans les représentations. Or, la disqualification des

campagnes a des contreparties géopolitiques majeures. Le cas le plus frappant concerne la région où sévit Al-Qaïda au Maghreb Islamique : l'économie subsaharienne adossée à l'élevage transhumant et à l'agriculture d'oasis s'est effondrée, tandis que les conditions naturelles y sont très défavorables<sup>51</sup>. Mais l'exemple le plus étendu concerne la culture des drogues dans les régions éloignées des dynamiques de développement. Pourtant, le lien est rarement fait entre déclin rural et géopolitique des cultures illicites. Il apparaît donc utile de souligner cet aspect avec force exemples. Dans les régions frappées de mal-développement, le souci de survie peut conduire à la production de cultures illicites, en particulier quand il s'agit de zones tribales et / ou montagnardes réputées plus difficiles à contrôler. Témoin le Hermel libanais, une région très défavorisée de la Bekaa-nord où les tribus locales ont trouvé une activité lucrative, faute d'un développement territorial et sectoriel équilibré. Le cannabis constitue une très ancienne culture du Liban, mais il s'est surtout développé sous l'Empire ottoman, en particulier dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Les officiers en service dans la Bekaa en ont développé la production, après que le vice-roi Méhémet-Ali en eut progressivement dépossédé

37. M. Mazoyer et L. Roudart, *La fracture alimentaire et agricole mondiale* in Crise alimentaire mondiale : quelles réponses ? Revue politique et parlementaire, n° 1051, avril – mai – juin 2009, pp.24-34.

38. Lire E. Fraser et A. Rimas, *The psychology of Food Riots. When do price spikes lead to unrest ?* in Foreign Affairs, 30 January 2011.

39. The Government Office for Science, foresight, *The Future of Food and Farming*, Final Project Report, London, 2011. ; J.-Y. Carfantan, *Le choc alimentaire mondial. Ce qui nous attend demain*, Albin-Michel, Paris (France), 2009 ; F. Lemaitre, *Demain, la faim !*, Grasset, Paris (France), 2009 ; A. Evans (ed.), *The Feeding of the Nine Billion : Global Food Security for the 21st Century*, Chatham House Report, Royal Institute of International Affairs, London (United Kingdom), 2009.

40. N. Hossain and D. Green, *How is the 2011 food price crisis affecting poor people ?*, OXFAM Report, June 2011.

41. World Bank, *World Development Indicators*, Washington (USA), 2011.

42. Arab Human Development Report 2009, *Challenges to Human Security in the Arab Countries*, UNDP, Washington, 2009.

43. S. Abis, *Insécurité alimentaire en Méditerranée : les risques géopolitiques se précisent*, in Confluences Méditerranée n°77, L'Harmattan, Paris (France), juin 2011. Lire aussi C. Breisinger, O. Ecker et P. Al-Riffai, *Economics of the Arab Awakening : from Revolution to Transformation and Food Security*, IFPRI Policy Brief 18, Washington (USA), May 2011 ; M. Lagi, K-Z. Bertrand and Y. Bar Yam, *The Food crises and Political Instability in North Africa and the Middle East*, New England Complex Systems Institute, Policy Brief, August 2011.

44. World Bank, *Agriculture for Development*, World Development Report 2008, Washington (USA), 2007.

45. Voir l'étude récente du Conseil indien pour la recherche agricole et de l'Académie des Sciences agricoles : ICAR, NAAS, *Degraded and wastelands of India. Status and spatial distribution*, New Delhi (India), 2010. La superficie de terres dégradées en Inde atteindrait 120 millions d'hectares, soit environ 30 % du territoire national.

46. Menée en 2005 – 2006, la dernière grande enquête de la National Family Health estimait que la sous-nutrition touchait encore 48 % des enfants indiens de moins de 5 ans et que 36 % des femmes et 36 % des hommes présentaient un indice de masse corporelle inférieure à la normale. F. Arnold, S. Parasuraman, P. Arokiasamy and M. Kothar, *Nutrition in India*, NFHS-3, Mumbai, August 2009.

47. B. Hervieu, *Du droit des peuples à se nourrir eux-mêmes*, Paris, Flammarion, 1997.

48. S. Devienne, *La politique alimentaire des États-Unis, premier poste de dépenses du ministère de l'Agriculture* in Le Déméter 2012, Paris, octobre 2011.

49. Lire *Au Japon : plutôt la prison que l'isolement et la pauvreté* in Courrier international, 23 avril 2009.

50. OECD-FAO, "Agricultural Outlook 2011-2020", Joint Report, June 2011.

51. S. Michailof, *La préoccupation afghanisation du Sahel* in Le Monde, 29 novembre 2011.

les Ottomans d'Égypte. Partiellement contrôlée à l'époque du mandat, puis interdite à partir de 1946, la culture s'est ensuite concentrée dans des zones sous tutelle des tribus qui échappaient au contrôle des autorités. Mais, après l'échec de la politique de substitution par le tournesol lancée en 1970 et surtout du fait de la guerre civile, l'aire de production s'est de nouveau étendue à une grande partie de la Békaa : ce, malgré la concurrence de la production de pavot en plein essor, en raison des pressions exercées par les États-Unis sur la Turquie en 1978 pour arrêter sa production. Dans le contexte de guerre civile, les Libanais ont très facilement accueilli cette culture garante de revenus plus élevés que les autres, cannabis inclus. Le pavot – et le trafic de l'opium – a constitué une panacée pour les milices et les notables qui entretenaient de bonnes relations avec elles. La fin de la guerre civile et le retour d'un certain état de droit ont eu raison de ces productions, mais l'absence de réelles alternatives de développement contribue au retour du cannabis dans le nord-Liban.

Le cannabis constitue également la principale source de revenus du Rif, la région montagneuse située au nord du Maroc et aux marges du territoire tant du point de vue géographique qu'au niveau social et économique. Il y est cultivé depuis, semble-t-il, l'arrivée des Arabes au VII<sup>e</sup> siècle, sur des pentes peu propices à l'agriculture. Faute d'alternatives rémunératrices, il est devenu une sorte de monoculture locale dont les autorités ont toléré la production pour tempérer les ardeurs frondeuses des populations rifaines. Celle-ci est officiellement illégale depuis l'indépendance du pays en 1956, mais elle n'a cessé de proliférer, notamment à la fin du XX<sup>e</sup> siècle face au boom de la consommation européenne<sup>52</sup>. En 2003, une enquête des Nations unies a révélé que le Maroc était le premier producteur mondial de haschisch, avec 3 070 tonnes et environ 134 000 hectares de cultures, mobilisant près de 800 000 personnes : soit, à l'époque, 2,5 % de la population marocaine et 90 000 familles directement impliquées<sup>53</sup>. Mais le revenu généré par personne était seulement de 523 dollars, tandis que le PIB par habitant était à la même période de 1 260 dollars. Ceci souligne l'urgence d'un développement plus équilibré du Maroc. Monté sur le trône en 1999, le roi Mohamed VI cherche à désenclaver la région grâce à des politiques rurales et des investissements pour moderniser les infrastructures, dans le cadre notamment de l'Initiative nationale pour le développement humain. Au programme, désenclavement routier, électrification rurale, développement du tourisme, promotion de la petite hydraulique et diversification culturelle. Parmi les projets plus lourds, le complexe de Tanger Med, un port à vocation internationale, traduit la ferme volonté du Roi de sortir le nord du Maroc d'un certain isolement. Parallèlement, le royaume a enregistré une baisse de sa production de cannabis puisque les surfaces cultivées ont chuté à 47 500 hectares en 2010<sup>54</sup>. Mais cette évolution traduirait moins une amélioration économique et

sociale dans la région que l'impact d'une campagne d'éradication lancée avec force moyens.

En tout cas, en termes d'exportations de haschisch, le Maroc continue de faire jeu égal avec l'autre grand bastion de la drogue mondiale : c'est-à-dire l'Afghanistan, réputé être le cœur de la production mondiale d'opium issu du pavot et qui en tirerait des revenus conséquents, aux ramifications politiques et stratégiques nombreuses<sup>55</sup>. Au total, environ 200 000 hectares d'opium sont cultivés dans le monde, soit un espace à peine inférieur à la superficie totale du Luxembourg. Les deux tiers se trouvent en Afghanistan, qui devance le Myanmar, l'ex-Birmanie. Mais la production se développe fortement au Mexique depuis quelques années. La même lecture géopolitique que sur les cas marocain et libanais peut donc également être faite avec la production d'opiacés dans le *Triangle d'or*, aux confins du Laos, de la Birmanie et de la Thaïlande, et dans le *Croissant d'or* qui se déploie entre l'Afghanistan, l'Iran et le Pakistan, sachant qu'économie de drogue illicite et économie de guerre s'imbriquent très largement dans ces zones. En Afghanistan, la production de cultures illicites est une réalité depuis des décennies car la paysannerie a été longtemps livrée au pouvoir des grands propriétaires. Cette aristocratie a cherché à reprendre le pouvoir avant que Kaboul ne fasse appel à Moscou. Le conflit avec l'Union soviétique a intensifié la crise agraire, avec une tentative de réforme agraire entreprise sous le régime prosoviétique et la destruction de systèmes d'irrigation dans les vallées montagneuses. Après le retrait soviétique, les Talibans ont pris le pouvoir et ces étudiants en théologie n'ont pas répugné à l'idée de sanctuariser les productions de drogue perçues alors comme seules alternatives au mal-développement. À partir de 2001 et l'intervention de la coalition internationale pilotée par les États-Unis, les programmes de substitution n'ont pas apporté de réponses crédibles. En forte hausse, la production d'opium a assuré 60 % du PIB afghan en 2011. Plus largement, à l'échelle de l'Asie, des analyses ont montré que la pauvreté des territoires enclavés et les grandes fragilités agricoles pour les populations locales constituaient les facteurs majeurs dans le recours aux cultures illicites<sup>56</sup>. Par ailleurs et outre leur fonction sociale et économique, les productions de drogue déstabilisent les sociétés et les États. Dans les zones de culture, cela révèle l'absence de contrôle politico-territorial ou une certaine complaisance, motivée pour les raisons déjà évoquées. Au Pérou, les cultivateurs locaux de coca ont décidé en 2011 de créer leur propre parti politique (*Cocalero*). En Bolivie, Evo Morales est tout simplement devenu, en 2006, le premier leader cocalero à accéder à la présidence d'un État : il devait son ascension au syndicalisme actif du Chapare, la grande région productrice de coca. Dans certains pays, les narcotrafiquants ont acquis un réel pouvoir militaire, comme l'attestent les cartels latino-américains ou certaines milices libanaises qui, durant la guerre civile, finançaient leurs achats d'armes grâce au commerce du cannabis et du pavot. Mais ces cultures entraînent aussi

des risques de violences et de dangers sanitaires pour les pays de transit et de consommation : témoin, la production de cocaïne<sup>57</sup> qui, depuis l'Amérique du Sud, traverse le goulet mexicain pour inonder le marché américain.

Tout cela signifie clairement que l'agriculture et les régions rurales de l'intérieur doivent être centrales dans l'agenda des États et des relations internationales. La question des zones rurales à désenclaver est d'autant plus fondamentale que les trois quarts du milliard de personnes affamées sont des paysans pauvres, vivant dans ces régions périphériques. Coupés des zones urbaines mondialisées et des circuits de commercialisation, ils vivent dans des espaces ruraux arriérés et forment en quelque sorte une population mondiale inutile, absente de la bulle consommatrice car non-solvable et marginalisée socialement car non-nécessaire pour nourrir le monde.

La faim et la disqualification rurale constituent donc deux phénomènes massifs et explosifs qui soulignent avec force que l'agriculture est un secteur à forte incidence géopolitique. Or, des données géographiques pourraient venir aggraver ces phénomènes : il s'agit à la fois de l'accroissement de la population et des changements climatiques.

## 2. DES DYNAMIQUES GÉOGRAPHIQUES INQUIÉTANTES

### 2.1. Des évolutions socio-démographiques déterminantes

Les tensions alimentaires que nous venons de décrire, mais aussi celles résultant de la compétition sur les ressources que nous analyserons plus loin ont évidemment à voir avec l'accroissement démographique qui caractérise la planète depuis la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. La terre comptait 2 milliards d'habitants en 1930. Le chiffre avait doublé en 1974 avec environ 4 milliards. Il a atteint 6 milliards en 1999 et doit être arrivé à 7 milliards en 2011. Aujourd'hui, la planète doit abriter environ 83 millions de personnes en plus chaque année. Autrement dit, au rythme actuel, l'humanité compte chaque jour 227 000 nouvelles bouches à nourrir.

Cet accroissement traduit les progrès sanitaires qui ont fait reculer la mortalité à peu près partout dans le monde, avant que la modernisation éducative, en particulier celle touchant les femmes, ne vienne réduire la natalité. Le processus est particulièrement significatif dans le monde arabo-musulman<sup>58</sup>. Alors que les pays européens et nord-américains avaient lentement mis en œuvre les améliorations sanitaires, la transition démographique a été très brutale au Sud, tant la décrue de la mortalité y a été forte du fait de l'importation des vecteurs de la révolution sanitaire, tandis que la natalité restait plus longtemps soutenue. Résultat : alors que la population européenne a progressé de 1 % par an pendant plus d'un siècle, la croissance naturelle a pu atteindre 3 % par an

au Sud et ce, sur un pas de temps plus ramassé puisqu'il s'agit de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Aujourd'hui, les indices de fécondité ralentissent certes fortement, mais l'inertie démographique<sup>59</sup> rend les classes d'âge jeune encore très nombreuses au Sud. Dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne comme le Niger, l'Ouganda ou le Mali, les moins de quinze ans représentent encore parfois entre 40 et 50 % de la population.

À l'horizon 2050, les dernières prévisions des Nations unies annoncent des chiffres dont il convient surtout de noter l'écart d'amplitude. L'hypothèse moyenne se situe à 9,3 milliards d'habitants<sup>60</sup>, mais l'hypothèse basse est à 8,1 milliards et l'hypothèse haute prévoit 10,6 milliards de personnes (*Graphique 1*). Deux doutes émergent donc de ces prévisions : comment penser une sécurité alimentaire mondiale en 2050 avec une marge d'incertitude de 2,5 milliards d'habitants et comment ne pas être inquiet avec ces chiffres à la hausse alors que l'on ne parvient pas à nourrir déjà près d'un milliard d'habitants en 2010 ? En somme, au regard des insécurités alimentaires actuelles, sommes-nous si sûrs d'être environ 9 milliards de personnes sur cette planète à l'horizon 2050 ? Et comment tenir compte des disparités profondes qui sembleraient se dessiner en termes de tendances démographiques selon les grands ensembles régionaux ? L'Inde deviendrait le pays le plus peuplé du globe avec 1,7 milliard d'habitants, devançant la Chine qui devrait entamer une phase de déclin démographique à partir de 2025 (*Graphique 2*). L'Afrique, où vit actuellement un milliard de personnes, pourrait compter entre 1,8 et 2,5 milliards d'habitants en 2050 (*Graphique 3*). Cette croissance s'effectuerait essentiellement dans les villes : sachant que seul le tiers de l'urbanisation résulte d'exode rural, on peut donc estimer que l'explosion urbaine africaine se poursuivrait, même en cas d'arrêt de celui-ci.

52. À ce titre, il est intéressant de souligner que la diaspora marocaine issue du Rif se localise essentiellement en Belgique et aux Pays-Bas.

53. Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONEDC), *Maroc. Enquête sur le cannabis 2003*, Vienne (Autriche), décembre 2003. Cette enquête a été réalisée en coopération avec les autorités nationales et locales marocaines. Elle révèle aussi la rentabilité de la culture du cannabis puisqu'en zone irriguée, celle-ci rapporte par exemple douze à seize fois plus que la culture de l'orge.

54. ONEDC, *World Drug Report 2011*, United Nations, New York (USA), 2011. Les données utilisées proviennent essentiellement de ce rapport.

55. P.-A. Chouvy, *Opium. Uncovering the Politics of the Poppy*, I.B.Tauris, London (United Kingdom), 2009.

56. P.-A. Chouvy, *Insécurité alimentaire et production illicite d'opium en Asie* in *Annales de Géographie*, n°673, juin 2010.

57. Entre 154 000 et 169 000 ha de coca étaient cultivés en 2010, majoritairement dans trois pays : Pérou, Bolivie et Colombie.

58. E. Todd, Y. Courbage, *Le rendez-vous des civilisations*, Paris, Seuil, La République des idées, 2007.

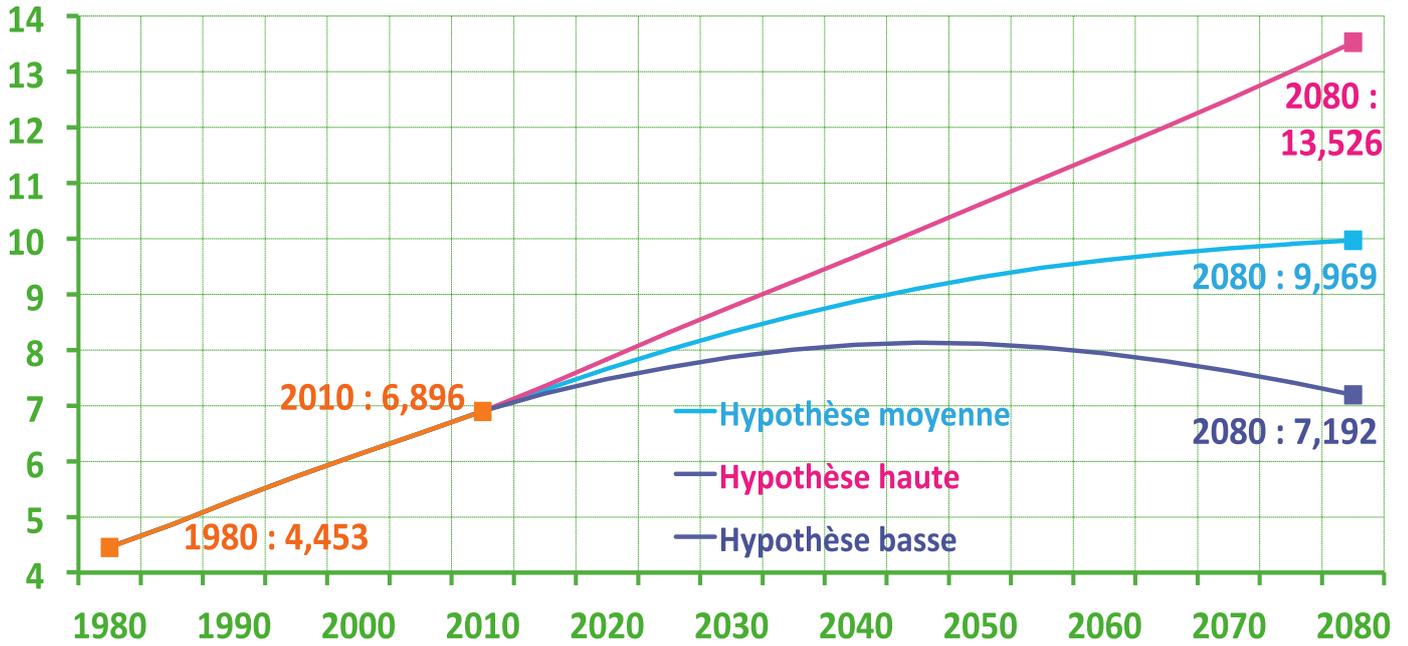
59. Il y a inertie démographique dès lors qu'au moment T, on mesure encore les effets d'une fécondité élevée au temps T-1 et ce, même si la fécondité au temps T a diminué.

60. United Nations, *World Population Prospect, the 2010 Revision*.

Graphique 1

Évolution potentielle de la population mondiale entre 1980 et 2080

En milliards de personnes – Source : calculs et élaboration des auteurs, d'après Nations unies, 2011

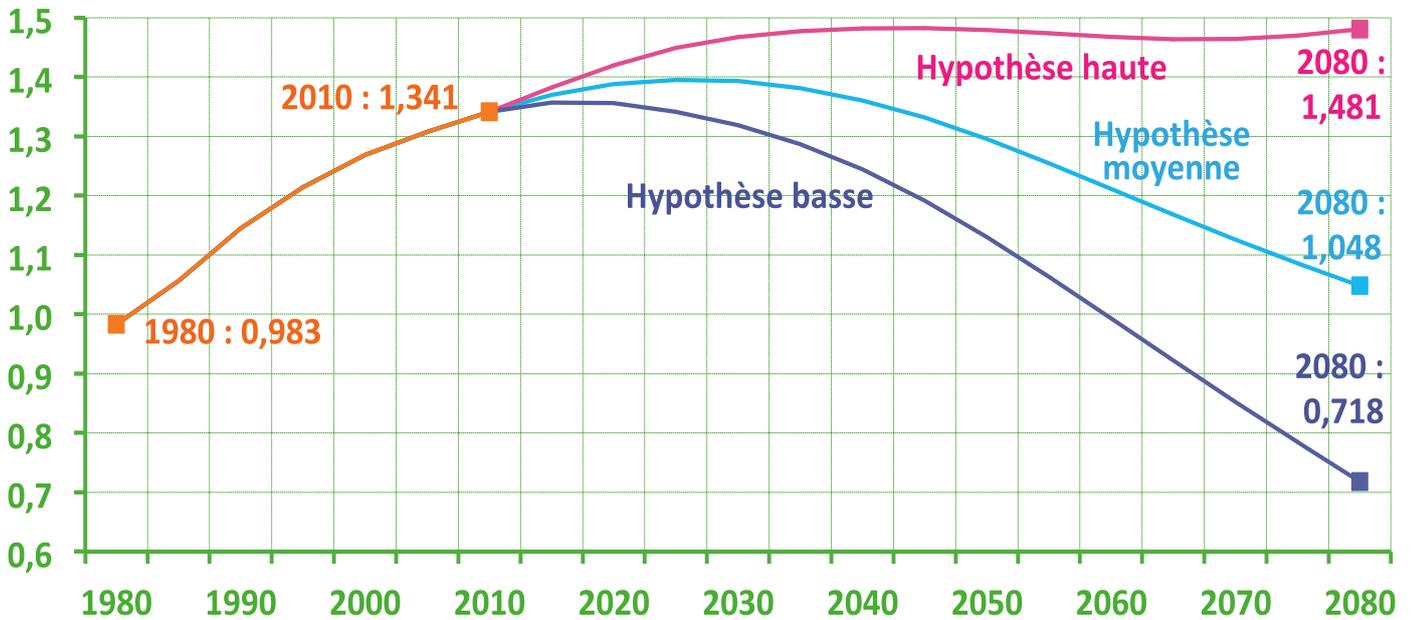


20

Graphique 2

Évolution potentielle de la population chinoise entre 1980 et 2080

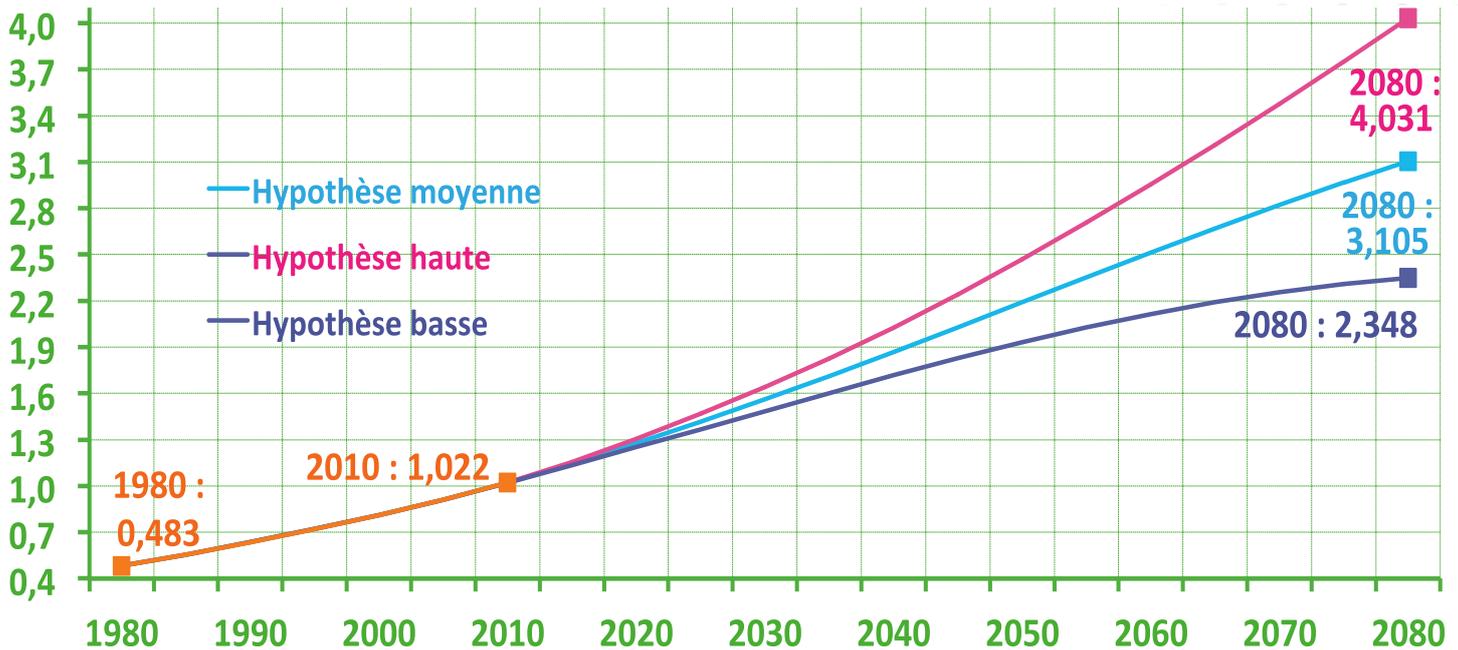
En milliards de personnes – Source : calculs et élaboration des auteurs, d'après Nations unies, 2011



Graphique 3

## Évolution potentielle de la population africaine entre 1980 et 2080

En milliards de personnes – Source : calculs et élaboration des auteurs, d'après Nations unies, 2011



À cette transition démographique s'ajoute une transition alimentaire qui se définit par le passage d'une ration alimentaire à base végétale à une ration où les calories d'origine animale s'accroissent, ceci élevant les besoins céréaliers de la planète pour nourrir le bétail. Les régimes alimentaires évoluent en effet avec le niveau de vie et la demande suit donc le développement des classes moyennes en Inde et surtout au Brésil ou en Chine. Schématiquement, la consommation de calories d'une population augmente simultanément au développement de son pays. Compte tenu du poids démographique de la Chine, l'impact de cette transition est particulièrement fort. Le pays est certes de tradition céréalivore (le même mot, *liangshi*, signifie à la fois nourriture et grain), mais la part des céréales dans l'alimentation des populations urbaines y recule au profit des calories d'origine animale<sup>61</sup>.

Tout cela devrait peser sur la donne alimentaire mondiale, en particulier sur les prix, si la mise en culture de nouvelles terres et l'accroissement de la productivité tardent trop. À titre d'exemple, nourrir un milliard supplémentaire d'êtres humains oblige à augmenter la production de céréales de 330 millions de tonnes<sup>62</sup>. Toutes ces préoccupations nourrissent le débat sur les frontières démographiques d'une planète dont certains experts affirment qu'elle vit déjà à crédit sur ses ressources naturelles durant le quart de l'année. Ici se pose l'inévitable question de la surconsommation d'une partie de la population mondiale. De nombreuses tensions résultent d'une présence humaine accrue, comme en témoigne

le développement de nombreuses mégapoles, telles Hanoï<sup>63</sup> et Istanbul<sup>64</sup>, qui transforment les communes agricoles qui les entourent en banlieues citadines.

## 2.2. Des pressions climatiques et écologiques qui se précisent

Les effets des changements climatiques sur l'agriculture sont évidents<sup>65</sup>. La hausse des températures, l'occurrence plus fréquente des sécheresses comme des inondations – y compris celles provoquées par la montée de la mer dans les deltas – peuvent affecter les rendements dans certaines aires géographiques. Mais leur impact variera d'une région à une autre et il faut considérer à chaque fois le bilan global des effets négatifs et positifs comme, par exemple,

61. F. Landy, *Nourrir 2,5 milliards de personnes plus et mieux : les défis de l'Inde et de la Chine* in J.P. Charvet (dir.), *Nourrir les hommes*, CNED-SEDES, 2008.

62. J.-P. Charvet, *L'alimentation dans le monde. Mieux nourrir la planète*, Larousse, 2004.

63. X. Montheard, *A Hanoï, les gratte-ciel dévorent les rizières* in *Le Monde diplomatique*, avril 2010.

64. CIHEAM, *Atlas Méditerranée*, Paris, Les Presses de Sciences Po, mars 2010.

65. B. Lobell, W. Schlenker and J. Costa-Roberts, *Climate Trends and Global Crop Production since 1980*, Science, New York (USA), May 2011. Le réchauffement climatique aurait déjà réduit la production mondiale de maïs et de blé de respectivement 5,5 % et 3,8 % entre 1980 et 2008. Cette diminution serait responsable d'une augmentation des prix de ces produits de 6 % sur la période. Voir également G.C. Nelson, M. Rosegrant & al., *Climate Change : Impact on Agriculture and Costs of Adaptation*, Food Policy Report, IFPRI, Washington, September 2009.

la croissance des rendements locaux grâce à l'élévation de la température. Néanmoins, les effets seront graves, voire dramatiques dans certaines régions et il ne fait pas de doute qu'ils seront porteurs de grandes perturbations en termes géopolitiques car, bien souvent, les systèmes agricoles et les populations rurales en seront les premières victimes<sup>66</sup>. La famine qui se déploie dans la Corne de l'Afrique témoigne des dégâts humains que peut produire la sécheresse lorsqu'elle s'ajoute à une instabilité politique qui en décuple les effets.

Les récoltes ont certes toujours été soumises aux aléas météorologiques, mais l'accroissement des risques d'accidents climatiques tend à les fragiliser davantage, en raison d'une imprévisibilité et d'une variabilité inter-saisonnière accentuées. Les événements de l'été 2010 sont à ce titre significatifs. La sécheresse, puis les incendies qui ont fortement compromis la production céréalière russe ont conduit Moscou à suspendre ses exportations de blé jusqu'à l'été 2011<sup>67</sup>. Cet embargo a causé un mouvement de panique sur les marchés mondiaux. Les prix ont battu leurs records historiques durant l'hiver 2010 / 2011, et ce d'autant que d'autres catastrophes climatiques avaient contribué à tendre une campagne caractérisée par une demande supérieure à l'offre et par une forte spéculation. Les récoltes avaient souffert de canicule en Ukraine et au Kazakhstan et d'inondations au Canada et en Australie. Les grands pays importateurs ont été les premières victimes de ces dérèglements, en particulier l'Égypte, premier acheteur mondial de blé qui, en 2009 / 2010, avait réalisé 60 % de ses importations en Russie. La décision russe a contraint Le Caire à trouver de nouvelles sources d'approvisionnement pour sécuriser ses besoins intérieurs et la France en a notamment profité. Mais les autorités égyptiennes ont estimé le surcoût budgétaire de l'embargo entre 250 et 500 millions d'euros.

22

L'inter-relation entre climat et insécurité a fait l'objet de plusieurs travaux de recherche au niveau mondial<sup>68</sup> afin d'alerter sur l'acuité du problème dans des zones géographiques comme le Sahel, la Méditerranée et la Corne de l'Afrique ou de pointer les effets dérivés des courants El Nino et La Nina<sup>69</sup>. Il apparaît que cela devrait stimuler les migrations écologiques d'agriculteurs contraints de quitter des terres inexploitable, ainsi que des populations installées dans des zones à risque face à l'élévation du niveau de la mer comme les bassins de l'Indus, du Gange ou du Mékong<sup>70</sup>. Le phénomène est déjà évident en Syrie<sup>71</sup> où un million de personnes, essentiellement des paysans, a rejoint les grandes agglomérations, en particulier Deraa où la rébellion a éclaté en mars 2011. Il ne faut toutefois pas exagérer l'implication de la sécheresse dans ce mouvement politique car les migrations peuvent aussi être liées à la libéralisation agricole décidée par Damas, dans un contexte de fort essor démographique<sup>72</sup>.

De nombreuses autres situations géographiques inquiètent, comme par exemple celle du delta du Nil où est produit du tiers à la moitié des récoltes égyptiennes. La dilatation de la mer sous

l'effet de la hausse de la température de l'eau, ajoutée à la fonte des glaciers tend à élever le niveau de la mer. Celui-ci aurait augmenté de 20 centimètres au XX<sup>e</sup> siècle, avec pour effet d'accroître les infiltrations dans le sol au point de stériliser à la longue des pans entiers de terres arables. La parade, qui consiste à amener du sable sur le sol, est trop coûteuse autant que fastidieuse pour constituer une réponse adéquate à un phénomène menaçant la sécurité alimentaire *via* le recul des terres arables et la précarité croissante de la population locale. Le problème inquiète au point que des ouvrages d'ingénierie confinant à un certain pharaonisme sont envisagés, telle la construction d'une digue haute de deux mètres pour lutter contre la montée des eaux.

Si l'Égypte illustre l'influence qu'ont les eaux sur la terre, il ne faut pas perdre de vue que ce sont les habitants de la terre qui affectent le plus la mer. Outre l'influence anthropique sur les mers *via* le climat, est-il nécessaire d'évoquer ici le cas inquiétant de la biodiversité marine, végétale ou animale ? Le tiers des stocks mondiaux de poissons serait actuellement surexploité ou épuisé et certaines espèces menacées de disparition. La dimension très politique de certains dossiers est patente, à l'image du thon rouge de Méditerranée, objet de multiples controverses européennes entre pêcheurs, fonctionnaires et militants écologistes, alors que l'essentiel des captures est exporté sur le marché japonais. Là encore se pose avec acuité la question de la gestion d'une ressource rare à l'échelle internationale – le partage de la mer et de ses produits – alors que le poisson constitue une part importante de l'alimentation et que la demande s'accroît, notamment en Asie, et devrait continuer de croître, portée par un discours nutritionnel incitatif. Face à la diminution des ressources halieutiques sauvages qui conduit à une véritable guerre des pêches, le recours à l'aquaculture est devenu stratégique. Le dynamisme du secteur est spectaculaire<sup>73</sup> : la production a explosé de moins d'un million de tonnes en 1950 à 13 Mt en 1990 et 55 Mt en 2009<sup>74</sup>. 90 % de la production sont réalisés en Asie et 62 % dans la seule Chine. La croissance annuelle moyenne de la production chinoise a atteint + 10 % sur la période 1970 – 2008. Mais le Vietnam enregistre depuis peu des performances tout aussi impressionnantes, avec une augmentation annuelle moyenne de + 22 % entre 2000 et 2008. En 2009, l'aquaculture a assuré 46 % de la disponibilité totale de produits de la mer destinés à la consommation humaine. Si la tendance se poursuit, elle devrait dépasser la pêche de capture en mer et en eau douce. Une géopolitique liquide s'est donc transformée : après avoir puisé dans les ressources sauvages de la mer, les hommes ont « *industrialisé* » des zones importantes de l'espace marin, non sans provoquer des effets sur le plan écologique et sur le milieu marin<sup>75</sup>. Plus globalement, il peut paraître étonnant que la mer, ses produits et son environnement ne soient pas davantage considérés dans le débat sur la sécurité alimentaire internationale.

### 3. AGRICULTURE ET GÉOPOLITIQUE DES RESSOURCES

#### 3.1. L'or bleu : hydro-politique et irrigation

Si l'on meurt de faim, on peut aussi mourir de soif. Cette question n'est certes pas l'objet direct de ce *Cahier*, même si on peut rappeler l'importance centrale du sujet dans des mouvements socio-politiques cruciaux comme en 1988, où le Front islamique du salut (FIS) a été créé à Alger suite aux émeutes provoquées par le manque d'eau dans la capitale<sup>76</sup>. Par contre, il est important de souligner que le problème de l'eau sur terre, cet or bleu souvent classé comme grand enjeu du XXI<sup>e</sup> siècle<sup>77</sup>, est d'abord un problème pour l'agriculture. Le défi hydrique planétaire doit être en priorité considéré sous l'angle de l'insécurité alimentaire qui s'amplifie. Partout sur le globe, les agricultures vivrières comme mécanisées dépendent de l'irrigation. La moitié de la production provient de terres irriguées.

Les changements climatiques seront particulièrement lourds dans certaines régions déjà privées d'eau. La question de l'irrigation s'y pose donc avec la plus grande acuité dans sa dimension géopolitique, à savoir son potentiel de conflictualité. Le manque d'eau aussi bien que les inondations ont obligé les hommes à entreprendre des efforts collectifs afin d'amener l'eau d'irrigation ou maîtriser les caprices de la nature. De ce point de vue, l'eau constitue un facteur de civilisation. Pour l'historien américain Karl Wittfogel<sup>78</sup>, cette maîtrise serait même la raison du despotisme des sociétés orientales, les peuples s'en remettant à l'autorité organisatrice du régner : en quelque sorte, la question de l'eau justifiait le transfert de la souveraineté du peuple vers un despote bienveillant.

Mais la maîtrise de l'irrigation est aussi porteuse de déstabilisation quand on observe son expansion sur le temps long<sup>79</sup>. Elle semble aujourd'hui s'inviter dans les différends qui affectent certains États, particulièrement dans les régions arides ou semi-arides. À ce titre, le Proche-Orient est exemplaire car trois facteurs inédits s'y retrouvent aujourd'hui : le changement climatique qui accroît l'aridité, l'accroissement des populations et la multiplication des frontières du XX<sup>e</sup> siècle qui divisent les bassins hydrographiques entre des pays souvent rivaux. Cette situation est telle que l'expression « *guerres de l'eau* » a fait flores, même si mieux vaut parler de violences hydrauliques<sup>80</sup>. En revanche, il est impossible de nier le fait que le manque d'eau ajoute aux autres différends géopolitiques régionaux et c'est bien l'irrigation agricole – dont le prélèvement atteint jusqu'à 80 % des eaux consommées dans certains pays – qui en est d'abord responsable. Des États comme Israël, la Turquie et l'Égypte sont en état d'hydro-hégémonie et peuvent mener tant bien que mal leurs programmes d'irrigation, alors que d'autres, plus fragiles, doivent les réduire. Les pays du Bassin méditerranéen de l'Afrique du Nord et du Proche-Orient

sont les plus touchés par le stress hydrique et les plus menacés par les tensions potentielles pouvant résulter de la rareté de l'eau<sup>81</sup>. Dans les années quatre-vingts, l'Arabie saoudite n'a pourtant pas hésité à puiser l'eau des aquifères fossiles situés dans les zones frontalières avec l'Irak et la Jordanie afin de développer une production de blé en plein désert. Cette stratégie visait à tempérer les ardeurs de tribus locales séduites par le modèle baathiste de Bagdad, moins rigoriste que le courant wahhabite. Mais il s'agissait aussi pour la famille royale Al-Saoud d'acquérir un prestige

66. National Intelligence Council (NIC), *The Impact of Climate Change to 2030. Geopolitical implications (China, India, North Africa and Russia)*, Washington (USA), 2009.

67. La Russie a exporté 18,3 millions de tonnes de blé sur la campagne 2008 / 2009 et 19 Mt en 2009 / 2010, mais seulement 3,9 Mt en 2010 / 2011. L'embargo a été levé le 1<sup>er</sup> juillet 2011.

68 R. Schubert & al, *Climate Change as a security risk*, German Advisory Council on Global Change (WBGU), Earthscan, 2008.

69. S. M. Hsiang, K.C. Meng and M.A. Cane, *Civil conflicts are associated with the global climate*, in *Nature*, n° 476, August 2011.

70. E. Piguet, *Migrations et changement climatique*, in *Futuribles*, n° 341, Paris, mai 2008.

71. O. De Schutter, *Mission to the Syrian Arab Republic*, Report of the Special Rapporteur on the right to Food, United Nations, 27 January 2011.

72. S. Aita, *Labour Markets Policies and Institutions, with a Focus on Inclusion, Equal Opportunity and the Informal Economy. National Background Paper, The case of Syria*. ILO, European Commission, 2009.

73. FAO, *The State of World Fisheries and Aquaculture*, FAO, Roma, January 2011.

74. Une prospective de l'IFPRI publiée en 2003 annonçait 53 Mt de productions aquacoles à l'horizon... 2020. Voir C. L. Delgado & al, *Fish to 2020. Supply and Demand in Changing Global Markets*, IFPRI / World Fish Center, Washington, 2003.

75. B. Walsh, *The end of the line*, Time Magazine, 7 July 2011. Lire aussi T.V.R. Pillay, *Aquaculture and the Environment*, New Delhi, Blackwell Publishing, 2004. Le secteur est aussi concerné par le développement des espèces génétiquement modifiées, ainsi que des filières biologiques.

76. M.L. Bouguerra, *Les batailles de l'eau*, Paris, Enjeux Planète, 2003.

77. Dans un article sur l'industrie mondiale de l'eau publié en 2000, le très influent magazine américain Fortune indiquait que « *l'eau promet d'être au XXI<sup>e</sup> siècle ce que le pétrole a été au XX<sup>e</sup> : le précieux liquide qui détermine la richesse d'une nation* ». Lire S. Tully, *They are betting that H2O will be to the 21<sup>st</sup> century what oil was to the 20<sup>th</sup>*, Fortune, 15 May 2010.

78. K. Wittfogel, *Le despotisme oriental, étude comparative du pouvoir total*, les éditions de Minuit, 1964. Tout comme il y a des sociétés industrielles et féodales, Wittfogel (1896 – 1988) pense qu'il existe des « *sociétés hydrauliques* » en tant que sociétés dont les institutions sont définies par les nécessités hydrauliques. L'auteur fait notamment la différence entre l'hydro-agriculture « *qui ne demande qu'une irrigation restreinte* » et « *l'agriculture hydraulique* » qu'il appelle également « *l'agriculture lourde* ». « *L'agriculture d'irrigation exige ainsi plus d'efforts physiques que l'agriculture pluviale, accomplie dans des conditions analogues. Mais elle ne requiert des aménagements sociaux et politiques révolutionnaires que dans un contexte géo-historique particulier. Les travaux strictement locaux – creuser, établir des vannes et répartir l'eau – peuvent être accomplis par un seul paysan, une seule famille ou un petit groupe de voisins et, en ce cas, il n'est pas nécessaire de créer une organisation d'envergure. L'hydro-agriculture, c'est-à-dire la culture fondée sur une irrigation restreinte, accroît les ressources comestibles, mais n'implique pas les modèles d'organisation et de contrôle social qui caractérisent l'agriculture hydraulique et le despotisme oriental. [...] Une grosse quantité d'eau ne peut être canalisée et maintenue à l'intérieur de certaines limites que par l'emploi d'une main-d'œuvre abondante et cette main-d'œuvre doit être coordonnée, disciplinée, dirigée* ». pp.69-70.

79. S. Postel, *Pillar of Sand. Can the Irrigation miracle last ?*, W. W. Norton & Company, 1999.

80. Le philosophe Joan Galtung définit ainsi la violence : « *Je vois la violence comme une insulte aux besoins humains élémentaires, et plus généralement à la vie, qui contribue ainsi à abaisser le niveau actuel de satisfaction des besoins humains, en dessous de ce qui est possible* ». Il définit la violence contre un État, une personne ou une communauté comme « *la cause de la différence entre le potentiel et la réalité. [...] Quand la réalité n'est pas évitable, alors la violence n'est pas présente [...] Une espérance de vie de trente ans au cours du néolithique, n'était pas l'expression d'une violence mais la même espérance de vie aujourd'hui, serait une violence selon notre définition* ». J.Galtung, *Violence Peace, and Peace Research, Journal of Peace Research*, 1969. On peut ainsi parler de violence hydraulique quand, par un rapport de force qui lui est favorable, un acteur impose à un autre une allocation d'eau défavorable. P. Blanc, *Les violences hydrauliques au Proche-Orient*, in *Futuribles* n°339, mars 2008.

81. C. Lacirignola, *Preziosa più del petrolio. Aspetti tecnici, economici e politici del problema idrico nella regione mediterranea*, Bari, Adda Editore, Bari, 2000.

symbolique<sup>82</sup>, en particulier dans un contexte international alors marqué par les tensions entre pays pétroliers et occidentaux qui menaçaient de freiner leurs exportations céréalières. Bénéficiant d'une manne financière considérable grâce aux recettes pétrolières, le royaume a atteint l'autosuffisance en 1994 avant de devenir exportateur. Mais il a dû renoncer en 2008. Un calendrier de désengagement public organise l'abandon de cette politique de *food power* d'ici à 2016 car elle coûtait trop cher du point de vue hydrique et, de plus, n'était pas conforme aux règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en matière d'aides directes à la production. La sécurisation alimentaire du pays repose désormais sur les achats ou les locations de terre hors du royaume et ce mouvement s'est accéléré depuis l'envolée des marchés agricoles en 2008<sup>83</sup>.

La Libye a, elle aussi, mené des projets d'irrigation pharaoniques, au mépris des conséquences environnementales et géostratégiques. Après avoir épuisé toutes ses ressources en eau douce et surexploité ses aquifères côtiers, la Jamahiriya a commencé, dans les années quatre-vingts, à exploiter les ressources fossiles du sud du pays. Elle souhaitait ainsi améliorer son indépendance alimentaire, alors qu'elle était – jusqu'en 2003 – soumise à embargo du fait de sa situation géopolitique. Comme l'Arabie saoudite, elle a d'abord essayé de développer l'agriculture dans le désert. Ayant échoué pour des raisons techniques, elle a décidé d'amen-

24 ner l'eau douce des aquifères du sud-est jusqu'au nord du pays afin d'y développer les cultures, en particulier dans les régions de Syrte, Benghazi et Jeffara. Le colonel Kadhafi a inauguré en 1991 le Nahr-el-Aazim (Grand fleuve artificiel), un canal enterré ou pipeline long de 1 900 km et reliant la nappe de Nubie à la côte cyrénaïque. Lancée en 1983, l'opération avait nécessité l'aide d'ingénieurs sud-coréens et coûté des milliards de pétro-dollars. La construction d'une seconde canalisation a débuté en 1996 afin de relier Tripoli à la nappe de Fezzan, située à l'ouest du pays. L'agriculture devait profiter de ces aménagements puisque l'irrigation de 250 000 hectares était prévue dans les régions de Benghazi, Syrte, mais aussi Jeffara où l'irrigation avait été développée par les colons italiens dans les années trente. Aujourd'hui, il semble que les périmètres irrigués ne soient pas tous opérationnels, mais les investissements réalisés ont des conséquences environnementales. Le colonel Kadhafi, qui considérait l'ouvrage comme la « huitième merveille du monde », a déclenché un désastre régional puisque l'épuisement de la nappe pourrait intervenir d'ici un demi-siècle à un siècle. De plus, les incidences géopolitiques sont évidentes puisque les aquifères de la zone sont internationaux : en particulier, la nappe située dans les grès de Nubie, qui s'étend à cheval sous la Libye, l'Égypte, le Tchad et le Soudan et constitue l'une des plus importantes réserves d'eau douce de la planète. L'Égypte s'inquiète depuis longtemps de ces pompages croissants car elle craint que, par un effet d'éviction, les eaux souterraines baissent sur son territoire. Il sera donc intéressant d'observer les positions

des nouvelles autorités libyennes sur ce sujet géopolitique majeur pour l'Afrique sahélienne.

Sachant que l'irrigation constitue le principal usage de l'or bleu, la situation libyenne prouve l'acuité des questions hydro-politiques. Mais d'autres cas montrent à quel point l'irrigation a des répercussions majeures en termes géopolitiques. À ce titre, le conflit israélo-palestinien est même exemplaire<sup>84</sup>. La Cisjordanie occupée par Israël est un petit château d'eau, au moins au regard d'une région connue pour son aridité. Les montagnes de Judée et de Samarie interrompent en effet les flux humides venus de la mer et les précipitations sont stockées dans un sous-sol propice à la création de nappes. Par le jeu des écoulements souterrains, les eaux des parties occidentale et septentrionale de l'aquifère gagnent ensuite Israël, alors que celles de la partie orientale s'écoulent vers le Jourdain. Pour éviter que les Palestiniens ne prélèvent trop d'eau, les Israéliens ont instauré des mesures dès le début de l'occupation en 1967, puis les ont renforcées. Ils leur ont notamment imposé des quotas d'irrigation, sachant que celle-ci représente environ 80 % des prélèvements totaux d'eau. L'irrigation des colonies agricoles s'opère, elle, à partir de la partie orientale de l'aquifère : autrement dit, l'eau « inutile » pour Israël, mais très utile aux Palestiniens. Au final, Israël prélève 82 % des volumes moyens de l'aquifère et les Palestiniens 18 %. De plus, le mur de séparation entre les zones agricoles palestiniennes et leurs villages constitue une nouvelle atteinte à la souveraineté hydraulique. Pour autant, le dénouement du conflit israélo-palestinien n'est pas bloqué en raison de la situation hydro-politique. Israël pourrait rétrocéder une partie des eaux aux Palestiniens sans hypothéquer son économie, car l'agriculture irriguée représente très peu en termes de valeur ajoutée. Mais elle a encore, pour les Israéliens, une réelle importance en termes de représentations géo-historiques : ceci de par le rôle qu'elle a joué lors du déploiement des premières implantations au début du XX<sup>e</sup> siècle et surtout à partir de 1948, en permettant aux habitants, largement ruraux, du tout nouvel État de conquérir leur territoire. Cet aspect souligne combien l'agriculture peut parfois se retrouver intégrée dans des enjeux géostratégiques.

L'Égypte a longtemps bénéficié d'une situation d'hydro-hégémonie, même si – comme Israël – elle se situe en aval de la ressource. Mais le rapport de force est plus déterminant que la situation géographique. De plus, le château d'eau du Nil se trouve certes en Éthiopie, mais ce pays utilise moins de 1 % des volumes du fleuve. En fait, l'Égypte valorise depuis longtemps les eaux du Nil pour faciliter ses approvisionnements alimentaires. Jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle, les paysans utilisaient la culture de décrue pour profiter des inondations. Les systèmes d'irrigation ont été progressivement déployés grâce à la politique de modernisation agricole initiée par le vice-roi Mehemet-Ali qui a dirigé l'Égypte de 1805 à 1848. Ils ont évidemment connu leur plus grand développement avec la construction du barrage d'Assouan, lancée par le président Nasser au début des années soixante : celui-ci a permis non

seulement d'accroître les surfaces arables irriguées, mais aussi de réaliser plusieurs cultures par an. La construction s'est accompagnée d'un accord de partage des eaux, signé en 1959 entre le Soudan indépendant depuis 1956 et l'Égypte qui tenait à sécuriser ses ressources dans un contexte d'accroissement démographique. Chacun des deux pays dispose d'un quota conséquent sur les eaux du fleuve. En revanche, les autres pays d'amont sont quasiment ignorés puisque tout aménagement situé hors d'Égypte et du Soudan doit d'abord obtenir l'autorisation du Caire et de Khartoum. En 1999, Le Caire s'est même opposé à la révision du Traité proposée dans le cadre de l'*Initiative du bassin du Nil* par l'ONU car ses besoins en eau d'irrigation ont décuplé depuis 1959. En mai 2010, l'Éthiopie, la Tanzanie, le Rwanda, le Kenya et l'Ouganda, qui se situent eux aussi sur le Nil, ont donc lancé l'offensive afin d'obtenir un nouveau traité. Ils réclament l'adoption d'un accord-cadre sur la coopération dans le bassin du Nil afin d'obtenir la suppression des droits de veto et des quotas égyptiens et soudanais<sup>85</sup>. L'Égypte s'inquiète d'autant plus de cette évolution que l'Éthiopie a lancé en avril 2011 la construction du Grand barrage du millénaire afin de répondre à ses besoins de développement et faire face aux fortes irrégularités spatiales et temporelles qui caractérisent ses précipitations et obèrent sa sécurité alimentaire<sup>86</sup>. Les attentes en matière d'irrigation sont massives, mais les Éthiopiens entendent aussi profiter de l'énergie hydro-électrique. Le barrage devrait à terme leur fournir 5 000 mégawatts grâce à un volume d'eau retenu de 63 milliards de mètres cubes. Il serait l'un des plus grands du monde et inquiète davantage les Égyptiens que celui de Mérowé construit par le Soudan et qui devrait respecter le quota soudanais sur le Nil. En revanche, la création en 2011 du Sud-Soudan constitue un autre motif d'inquiétude pour Le Caire. Le nouvel État semble certes avoir rassuré l'Égypte sur le fait que ses prélèvements d'eau se feront sur le quota soudanais et qu'il ne s'associera pas aux autres États d'amont pour défaire l'accord de 1959. Les autorités sud-soudanaises l'ont promis au Premier ministre égyptien en poste au printemps 2011, Essam Sharaf, qui a réservé sa première visite diplomatique à Juba, soulignant ainsi l'importance que l'Égypte accorde au dossier<sup>87</sup>. Reste à savoir si le Soudan acceptera, lui, de partager son quota avec cet État rival. D'autre part, que se passerait-il si le Sud-Soudan reprenait les travaux d'aménagement du canal de Jongléï, interrompus en 1984 sur fond de guerre civile, afin de drainer les eaux perdues du Nil blanc et récupérer ainsi 7 milliards de mètres cubes ? Le partage envisagé entre Égypte et Sud-Soudan sera-t-il autorisé par le Soudan dont le territoire se situe entre les deux ? Alors que les contraintes s'amoncellent sur l'Égypte engagée dans une délicate transition politique, il est vrai que le ton n'est plus à la dissuasion comme du temps des rais égyptiens : le président Moubarak avait même évoqué l'eau comme seul motif pour l'Égypte de faire la guerre. Néanmoins, il faudra également suivre ce marqueur de la nature politique de la « nouvelle » Égypte.

Le Proche-Orient n'est pas la seule région du monde à connaître des tensions hydro-politiques<sup>88</sup>. En Asie du Sud, celles-ci sont assez vives ou pourraient le devenir car la région compte de grandes puissances comme l'Inde, la Chine et le Pakistan dont les besoins énergétiques et alimentaires sont très élevés. La Chine en particulier pourrait être tentée d'utiliser le potentiel hydraulique du plateau du Tibet, véritable château d'eau régional. Le pays est en effet aujourd'hui confronté à un manque d'eau qui constitue un goulet d'étranglement pour son développement et donc sa puissance. Il a lancé de grands travaux d'aménagements, notamment pour développer l'irrigation dans le nord du pays où se situent les meilleures terres, mais où le déficit de précipitations est aussi le plus grand. Le *Projet d'adduction d'eau du Sud au Nord* (PAESN) devrait permettre de développer la surface irriguée et de garantir l'eau potable aux populations du nord. Il prévoit trois canaux de jonction pour transférer l'eau du Yangtze au fleuve Jaune. Le canal le plus oriental est quasiment achevé et le canal occidental devrait l'être en 2050. Néanmoins, la Chine pourrait rester fragilisée par sa contrainte hydrique<sup>89</sup>, comme le prouve la sécheresse ayant affecté les provinces du Hunan et du Jiangxi en 2011. De plus, sa soif d'eau pourrait indisposer ses voisins car tous les grands fleuves d'Asie du Sud – Indus, Gange, Yangzé, fleuve Jaune, Brahmapoutre, Mékong – et leurs affluents prennent source sur le plateau du Tibet. Or, ces eaux étaient jusqu'à restées peu exploitées, alors qu'elles offrent de nombreuses possibilités à la Chine. Celle-ci envisage donc, par exemple, de détourner une partie des eaux du Brahmapoutre (Yalugzanbu en chinois) afin d'approvisionner ses régions arides comme le Xinjiang. Mais ce projet inquiète l'Inde située en aval. De même, les nombreux ouvrages chinois en cours de construction ou en projet sur le Mékong inquiètent les pays en aval. En matière d'eau, les conflits d'usages sont également importants à l'intérieur même des États. Les agriculteurs sont soumis à des

82. A. Gresh, *Rêves d'autosuffisance alimentaire en Arabie saoudite*, in *Le Monde Diplomatique*, mars 2009.

83. L'Arabie saoudite a importé 10,8 millions de tonnes de céréales en 2009/2010, notamment de l'orge de mouture. Ses achats de blé augmentent face à la baisse de la production nationale et le maintien d'une forte demande. Ils ont été multipliés par vingt en six campagnes. Ils représentaient 100 000 tonnes en 2006/07, 75 000 t en 2007/08, 1,275 million de tonnes en 2008/09, 1,91 Mt en 2009/10, 1,7 Mt en 2010/11 et sont estimés à 2 Mt pour 2011/2012 (*USDA in Grain : World Markets and Trade, Monthly Circular, September 2011*).

84. P. Blanc, J.-P. Chagnollaude, S.-A. Souiahi, *Palestine, la dépossession d'un territoire*, Paris, L'Harmattan, 2007.

85. M.-L. Bouguerra, *L'Égypte, l'initiative du Bassin du Nil et les 'autres'*, in P. Blanc, *Égypte, l'éclipse*, op.cit., pp.191-196 ; Voir aussi B. Mikail, *Un fleuve sous haute tension : le Nil*, in *Futuribles*, n°346, Paris, novembre 2008.

86. A. Gascon, *Oublier Malthus : Éthiopie, la crise alimentaire surmontée ?*, in *Hérodote*, 2004/4, n°131, pp.73-91.

87. H. Mourad, *L'indépendance du Sud-Soudan vue du Caire*, in *Al-Arham Hebdo*, numéro 879 du 13 au 19 juillet 2011.

88. P. Blanc (sous la dir), *Eau et pouvoir*, Confluences Méditerranée, n°58, Paris, L'Harmattan, Été 2006 ; P. Blanc et B. Mikail (sous la dir), *Les batailles de l'eau*, Maghreb-Machrek, n°196, Paris, Choiseul, 2008.

89. A. Lamballe, *L'eau en Asie du Sud : confrontation ou coopération ?*, Paris, L'Harmattan, 2009. La Chine semble être « la crise de l'eau la plus sérieuse et urgente du monde » a affirmé le 25 octobre 2005 Qui Baoxing, vice-ministre de la Construction.

pressions plus ou moins fortes des autres secteurs. Un rapport de l'IISD note même que, dans les régions arides du Moyen-Orient, « la capacité à satisfaire certains secteurs comme le lobby agricole a constitué un élément de stabilité pour les régimes »<sup>90</sup>. Cette vision est un peu réductrice tant des pays comme l'Égypte, la Syrie, Israël et, dans une moindre mesure, l'Irak ont utilisé l'irrigation pour valoriser les terres arides et ce, dans un contexte géopolitique turbulent. Si le poids du lobbying agricole est réel, une volonté politique a aussi été clairement exprimée par les États centraux. Les auteurs de l'étude constatent aussi que, concomitamment aux changements climatiques, la croissance de la population risque de réduire les marges de manœuvre des gouvernements en place et de compliquer leurs arbitrages entre usagers, en particulier entre agriculteurs et urbains. À ce titre, la décision prise en 2008 par la Syrie de suspendre ses exportations de coton pour se contenter d'une production domestique est exemplaire des difficultés à surmonter par rapport à un secteur agricole encore puissant. De son côté, le PNUD dans son Rapport mondial sur le développement humain mentionne que « le transfert intersectoriel s'imposera sans doute parmi les enjeux fondamentaux pour le développement humain au XXI<sup>e</sup> siècle. Avec l'intensification de la concurrence nationale pour l'eau, les individus les plus faibles en droits – les petits paysans notamment – verront leur accès à l'eau s'éroder de par la puissance de groupes puissants »<sup>91</sup>. Il est en tout cas certain que le secteur agricole va être mis sous surveillance du fait de ses usages importants d'eau. Alors que le gaspillage est très élevé faute de systèmes performants, il est clair que les économies d'eau se gagneront essentiellement en irrigation, où une meilleure gestion accroîtrait le volume disponible. Au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et dans bien d'autres régions du monde, l'eau supplémentaire mobilisable à l'avenir sera celle économisée en agriculture<sup>92</sup>. Mais, là aussi, les efforts ne vont pas sans susciter des réticences.

### 3.2. Conquête et disputes foncières

Tout comme l'eau, la terre cultivable est rare et inégalement répartie sur la planète. Une étude récente a mis en lumière les divergences en matière de réserves foncières disponibles<sup>93</sup>. 42 millions de kilomètres carrés sont considérés comme cultivables sur les 134 millions de terres émergées dans le monde. 25 millions d'entre eux ne seraient pas encore cultivés, soit 60 % de la ressource. Les possibilités d'extension se situent principalement dans deux zones : en Amérique latine (surtout au Brésil) et en Afrique subsaharienne (notamment en République démocratique du Congo). Des marges subsistent également en Russie et aux États-Unis. En revanche, le potentiel est presque épuisé en Asie, au nord de l'Afrique et au Moyen-Orient.

Certains États font face à un véritable déficit foncier ou, du moins, la recherche d'une certaine indépendance alimentaire leur fait prendre conscience de l'insuffisance de leur réserve foncière.

Ce manque de terres, qui se double souvent d'un manque d'eau, se traduit par une recherche effrénée pour conquérir à l'étranger, dans des régions favorables à la production, les marges additionnelles de sécurité alimentaire qu'ils ne peuvent plus obtenir sur leur sol ou grâce aux marchés internationaux. La crise alimentaire de 2008 a catalysé ce mouvement de mondialisation foncière. Même si des opérations avaient déjà été lancées, la dynamique s'est accélérée avec des pays acheteurs qui révèlent leur fragilité alimentaire résultant du déficit de terres arables, comme la Chine, les États du Golfe ou le Japon.

Du côté des pays hôtes, il faut d'abord souligner que la prégnance d'une matrice idéologique libérale, incarnée par le consensus de Washington, a peut-être atténué l'attachement de certains États à maintenir leur capital foncier hors d'atteinte des investisseurs étrangers. D'autre part, des pays peuvent accueillir des investisseurs fonciers parce qu'ils ont besoin de capitaux non seulement en agriculture, mais aussi en matière d'infrastructures ou dans le domaine socio-éducatifs et que certains opérateurs s'engagent à les soutenir. Ceci ne souligne-t-il pas les absences de l'aide publique au développement ?

Parmi les investisseurs, l'Arabie saoudite – qui, nous l'avons vu, a renoncé à assurer sa sécurité alimentaire par l'auto-suffisance agricole – a déployé ses fonds souverains et aurait ainsi mobilisé plus de 700 000 hectares. Mais, en « sous-traitant » son alimentation à d'autres territoires, elle n'a pour autant abandonné sa prétention à jouer de son *soft power* alimentaire, c'est-à-dire à approvisionner ses voisins les plus pauvres. Elle fait simplement produire à l'étranger les produits agricoles qu'elle vend. Cet exemple est significatif de la forte participation des pays arabes, en particulier ceux du Golfe, dans ce mouvement de mondialisation foncière<sup>94</sup>. Des négociations – étonnantes d'un point de vue géopolitique – peuvent s'envisager comme, par exemple, la Libye de Kadhafi qui voulait investir en Ukraine, attirée par la richesse pédologique des 41 millions d'hectares de *tchernozioms* du bassin de Dniepr.

La Chine, qui ambitionne de devenir la première économie mondiale, est l'un des États les plus offensifs en la matière car ses contraintes foncières et hydriques pèsent de plus en plus sur son approvisionnement alimentaire. Elle qui regroupe 20 % de la population mondiale ne dispose en effet que de 9 % des terres arables de la planète. Dans ces conditions, elle tente d'assurer sa sécurité alimentaire en saisissant les réserves foncières qui s'offrent à elle. Avec 3 millions d'hectares, elle est notamment le premier acquéreur d'Afrique, sachant cependant que certains de ses investissements visent à sécuriser l'approvisionnement alimentaire du continent africain lui-même. Pékin juge en effet celui-ci prioritaire, au même titre que la stabilité politique, car les deux éléments constituent un gage de succès pour les investissements chinois opérés en Afrique dans les domaines de l'énergie et des minerais<sup>95</sup>.

Selon les chiffres publiés en 2010 par la Banque mondiale<sup>96</sup>, 56 millions d'hectares avaient déjà fait l'objet de transactions,

dont les deux tiers en Afrique subsaharienne. Depuis, d'autres experts ont estimé le phénomène à près de 80 millions d'hectares entre 2001 et 2011, dont 51 en Afrique<sup>97</sup>. La stratégie de certains acteurs, très impliqués sur le continent africain, est sous le feu des projecteurs<sup>98</sup> comme, par exemple, la société britannique *Crest Global Green Energy* dont l'objectif est de produire des agro-carburants pour le marché européen. Le phénomène inquiète car il s'amplifie et semble peu maîtrisable du fait de ses mécanismes institutionnels et financiers peu transparents. Certes, certains investissements peuvent se révéler de bons leviers au service du développement agricole local, lorsque l'apport de capital se conjugue à une stratégie responsable et à des règles de conduite rigoureuses<sup>99</sup>. Mais cette double course à l'eau et à la terre ne laisse pas toujours place à des investissements responsables, au grand dam des paysans locaux et du développement durable des territoires<sup>100</sup>. De plus, il existe aussi des risques de conflits futurs entre dirigeants de pays hôtes et investisseurs si les accords, souvent opaques, mettent en lumière des fragilités humaines et sociales. En 2008, l'affaire Daewoo à Madagascar a déjà provoqué une révolution. Néanmoins, la probabilité de ce type de révoltes varie selon les régions et les continents et il est tout aussi possible d'envisager des scénarios où les espaces dédiés aux investisseurs étrangers seraient placés sous sécurité militaire par les forces du pays hôte ou par des milices privées.

Dans ce contexte, la terre se trouve au cœur d'une géopolitique externe, mais il ne faut pas omettre la dimension interne. En effet, la mauvaise répartition foncière a nourri et alimente encore les rebellions de la part des « *paysans sans terre* ». L'histoire a prouvé le caractère puissamment politique de cette question agraire. Témoin, l'épisode des Gracques assassinés à Rome en 133 et en 123 avant J.-C. pour avoir voulu imposer des réformes agraires destinées à redistribuer des terres que les *possesseurs* s'approprièrent progressivement<sup>101</sup>. Plus récemment, la question agraire a constitué un soubassement déterminant des affrontements des années trente en Espagne<sup>102</sup>. Et la révolution russe peut se lire, au moins partiellement, à l'aune de cette question : les masses de petits paysans ou de paysans sans terre ont constitué un relais de la révolution de 1917, surtout à partir de l'été durant lequel se sont multipliées les occupations de terres seigneuriales. De même, l'analyse de la révolution islamiste en Iran fournit un exemple supplémentaire. La réforme agraire des années 1960 – 1979 a participé avant tout de la géopolitique puisque le développement des campagnes – suggéré par l'allié américain – devait permettre au pays de s'ancrer dans le camp occidental. D'autre part, si les paysans favorisés par la réforme ont constitué les soutiens du Shah, nombre de « *paysans dépaïsannisés* » (salariés non servis des anciens domaines ou vite ruinés) ont dû migrer vers les villes où ils ont grossi les rangs des troupes révolutionnaires, encadrées par un clergé en partie dépossédé par la réforme<sup>103</sup>. De telles réformes agraires ont aussi touché le reste du Proche-Orient, en particulier

la Syrie, l'Égypte et l'Irak. Les États ont notamment cherché à rompre le pacte social, subi de fait entre une grande élite foncière et des paysans au statut précaire de métayers<sup>104</sup>.

La question agraire est également en partie à l'origine de l'histoire mouvementée de l'Amérique du Sud. Ses effets sont encore visibles dans l'actualité politique en Bolivie, au Brésil ou dans le Chiapas mexicain, et ce d'autant qu'elle se double souvent de la « *question indigéniste* ». De même, elle est toujours d'actualité en Afrique australe : notamment au Zimbabwe où les affrontements entre paysans sans terre noirs et propriétaires blancs ont atteint une rare violence. En 2006, la revue *Critique internationale* faisait d'ailleurs état d'« *un nouveau radicalisme agraire* », comme pour mieux rappeler que le monde agricole et la question foncière n'ont pas fini de s'inviter dans l'histoire politique. Celle-ci est faite de révoltes paysannes et, de ce point de vue, il semblerait que nous ne soyons pas encore entrés dans *la fin de l'histoire* telle que l'avait annoncée le politologue américain Francis Fukuyama. « *Que l'enjeu soit la distribution des terres ou le mode de production, les mouvements de protestation prennent parfois un tour radical : une représentation partisane, située à un extrême de l'échiquier politique ; le recours à des moyens d'action pouvant déboucher sur la violence. Certains s'inscrivent dans la ligne d'une extrême droite nationaliste,*

90. O. Brown et A. Crawford, *Rising Temperatures, Rising Tensions, Climate change and the risk of Violent Conflict in The Middle East*, International Institute for Sustainable Development (IISD), Manitoba, Canada, 2009.

91. PNUD, *Au-delà de la pénurie : pouvoir, pauvreté et crise mondiale de l'eau*, Rapport mondial sur le développement humain, 2006, p.177.

92. G. Thivet et M. Blinda, *Réviser les stratégies hydrauliques en Méditerranée*, in *Mediterra 2009, Repenser le développement rural en Méditerranée*, rapport conjoint CIHEAM-Plan Bleu, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2009 ; P. Blanc et P. Legrue, *Une révolution hydraulique en Méditerranée*, in *Villes et territoires du Moyen-Orient*, revue de l'IFPO, été 2007.

93. L. Roudart (sous la dir), *Terres cultivables non cultivées : des disponibilités suffisantes pour la sécurité alimentaire durable de l'humanité*, étude pour le ministère français de l'Agriculture, l'Alimentation et la Pêche, 2010.

94. S. Abis et P. Cusi Echaniz, *Convoitises mondiales sur les terres agricoles. Les pays arabes au cœur du débat*, in *New Medit*, Dedale, Bari (Italy), n°03/2010.

95. J.-R. Chaponnière, J. ; J. Gabas, Z. Qi, *Les investissements agricoles de la Chine en Afrique. Une source d'inquiétudes ?*, in *Afrique contemporaine*, n°237, De Boeck University / AFD, 01/2011.

96. K. Deininger and D. Byerlee, *Rising Global Interest in Farmland. Can it yield sustainable and equitable benefits ?*, World Bank, Washington (USA), September 2010.

97. *The Economist*, *The surge in land deals. When others are grabbing their land*, May 5<sup>th</sup>, 2011.

98. D. Carrington and S. Valentino, *Biofuels boom in Africa as British firms lead rush on land for plantations*, in *The Guardian*, 31 May 2011.

99. Centre d'Analyse Stratégique (CAS), *Les cessions d'actifs agricoles dans les pays en développement*, Rapports et Documents, n°29, mission présidée par Michel Clavé, La Documentation Française (Paris), 2010.

100. OXFAM, *Terres et pouvoirs. Le scandale grandissant qui entoure la nouvelle vague d'investissements fonciers*, note d'information n°151, Oxford, septembre 2011.

101. L'État romain était propriétaire de l'*ager publicus* qu'il pouvait céder ou concéder contre une redevance annuelle. Beaucoup de riches familles, les *possesseurs*, avaient fini par ne plus acquitter celle-ci, s'appropriant ainsi les terres.

102. *Reforma agraria y revolucion campesina en la Espana del siglo XX*, Ariel, 524 pages, 1976. Le titre original en anglais est *Agrarian reform and peasant revolution in Spain. Origins of The civil War*.

103. F. Khosrokhavar, *Les paysans dépaïsannisés et la révolution iranienne*, *Cahiers du CEMOTI*, n°27, 1999, pp. 159-182. B. Hourcade, *Atlas de l'Iran*, Reclus documentation française, Paris, 1998.

104. C'est d'ailleurs essentiellement sur cette mesure que le Bath syrien a cherché à acquérir sa légitimité dans les territoires ruraux, alors dominants sur le plan démographique. P. Blanc, *Le Baas, la terre et l'eau*, in *Moyen-Orient*, n°13, Paris, AREION, janvier-mars 2012.

*nostalgique d'un âge d'or mythique ; d'autre, héritiers de la révolution sociale, luttent pour un monde plus égalitaire »*<sup>105</sup>.

Ainsi, au Zimbabwe, le mouvement des anciens combattants de la lutte anti-coloniale s'insurge aujourd'hui contre la concentration foncière qui continue de prévaloir malgré le changement de régime. Ailleurs, la question garde un fort potentiel d'agitation socio-politique. C'est le cas au Brésil où le mouvement des sans terre reste vigoureux malgré la réussite de Lula sur beaucoup de points, en particulier l'accès à l'alimentation des plus pauvres grâce au programme social *Bolsa familia*. L'ancien président brésilien n'a pas réglé, loin s'en faut, la question de la mauvaise répartition du foncier, eu égard aux pesanteurs socio-politiques qui caractérisent le pays. À l'inverse, au Venezuela, c'est un radicalisme agraire d'origine étatique qui s'attaque massivement au phénomène d'appropriation foncière. Depuis l'arrivée de Hugo Chavez au pouvoir en 1999, 2,5 millions d'hectares seraient passés sous contrôle public. Les grands propriétaires sont dépossédés *manu militari*, le tout s'inscrivant dans une confrontation politique au sein d'une société très clivée. En Inde, l'enjeu foncier continue d'orienter les tendances démographiques puisque, pour ne pas morceler les terres, nombre de familles privilégient le modèle du fils unique. Les femmes, notamment dans le nord du pays, avortent pour éviter d'avoir une fille, donc une dot à payer et à diviser la terre. Enfin, dans un pays rural comme le Yémen où la population s'accroît fortement, les disputes foncières sont nombreuses, avec leur cortège annuel de victimes<sup>106</sup>.

### 3.3. L'équation énergétique

Si la question foncière et hydrique pèse sur l'équation agricole mondiale et, partant, fait de celle-ci un sujet géopolitique tant elle est facteur d'instabilité, l'énergie en agriculture ne constitue pas, de ce point de vue, un dossier secondaire. Il touche même à la question foncière.

De près ou de loin, l'agriculture est liée à la conjoncture pétrolière, elle-même soumise aux aléas géopolitiques : en particulier, le devenir de l'Arabie saoudite qui dispose de 40 % des ressources pétrolières mondiales. Très actif dans l'OPEP, le royaume joue le rôle d'un producteur d'équilibre (*swing producer*) depuis que le roi Abdelaziz Ibn Saoud et le président américain Eisenhower ont signé le pacte de Quincy en 1945. Mais l'avenir géopolitique de l'Arabie saoudite n'est pas écrit à l'heure où les menaces s'accumulent sur le royaume, notamment avec la montée en puissance de l'Iran et le risque d'instrumentalisation des Chiites dans ses régions pétrolifères. D'autres grands pays producteurs comme l'Iran et l'Irak ne sont pas non plus inscrits dans des dynamiques de stabilisation géopolitique pour pouvoir conjecturer l'avenir. De plus, ces tensions pétrolières vont s'accroître dans les années à venir : notamment parce que la Chine, dont les réserves pourraient être épuisées à l'horizon 2020, pèsera davantage sur la demande mon-

diale. Les répercussions commerciales et stratégiques sont inévitables. Depuis 2009, Pékin est d'ailleurs déjà devenu le premier importateur de pétrole saoudien, devant les États-Unis.

Du point de vue agricole, ces évolutions sont loin d'être neutres. L'agriculture moderne a besoin de toujours plus d'intrants et reste très dépendante des énergies non-renouvelables. Le renchérissement des coûts de transport que provoquerait la hausse des prix de l'énergie pourrait engendrer une relocalisation mondiale des productions et les flux d'échanges internationaux se modifieraient vraisemblablement. Il faut donc introduire la problématique énergétique dans le panier des inconnues alimentaires mondiales<sup>107</sup> car, quand le prix du pétrole augmente, les coûts de production s'accroissent. Cette interaction semble se renforcer au fil du temps comme en témoignent les événements survenus en 2008 ou en début d'année 2011.

L'activité agricole est aussi productrice d'énergie grâce aux agro-carburants. De nombreux États jugent urgent d'assurer une diversification de leurs sources d'approvisionnements et de construire un mix énergétique les incluant. Mais leur essor nourrit les inquiétudes sur le plan environnemental et leurs bilans carbone inclinent à passer de l'enthousiasme à la prudence. Leur développement suscite aussi des inquiétudes sur le plan géopolitique. L'utilisation de terres produisant auparavant des denrées alimentaires au profit des cultures énergétiques pose problème. Par ailleurs, les surplus qui permettaient aux États-Unis de fournir des aides alimentaires aux quatre coins du globe et d'apaiser ainsi les tensions locales se raréfient : notamment parce que plus du tiers de leur maïs sert désormais à fabriquer des agro-carburants.

Dans ce contexte, les pays en développement, la FAO et l'OCDE réclament la refonte des politiques de soutien aux agro-carburants. En 2020, 13 % de la production mondiale de céréales secondaires, 15 % de la production d'huiles végétales et 30 % de la production de canne à sucre pourraient en effet être destinés aux agro-carburants<sup>108</sup>. Mais ni le Brésil qui a produit 43 % des volumes mondiaux en 2009, ni les États-Unis (27 %) ne souhaitent renoncer à leurs mesures incitatives. En juin 2011, le secrétaire américain à l'Agriculture, Tom Vilsack, qui s'exprimait suite à la parution d'un rapport critique réalisé par OXFAM<sup>109</sup>, a souligné que l'essor des agro-carburants ne jouait qu'un rôle marginal dans la hausse des prix alimentaires et contribuait surtout à la création d'emplois. Selon une étude<sup>110</sup>, les politiques américaines de soutien n'ont entraîné en 2007 qu'une hausse maximum de 7 % dans le cas du maïs et de moins de 3 % pour le soja. Quoi qu'il en soit, le Sénat américain a voté le 16 juin 2011, l'arrêt des crédits d'impôts et sa décision devrait mettre fin aux subventions en faveur de la production d'éthanol. Cela signifie-t-il que le pays va devoir importer pour répondre à la demande ? Le Brésil serait alors favorisé, sachant qu'une joint-venture créée en juin 2011 entre le groupe pétrolier Shell et Cosan, le leader brésilien de l'éthanol, ambitionne de devenir numéro un mondial des « bio-

carburants à faible teneur en carbone ». La stratégie ne manque pas de sens pour conquérir les marchés américains et européens à l'heure où les exigences environnementales s'accroissent.

C'est dans ce cadre-là que doit s'inscrire la gestion de la rareté. Le manque de ressources en eau ou en sols ne doit pas être le seul problème de la paysannerie. Il faut inventer de nouvelles formes de gestion durable des ressources et savoir envisager l'avenir de l'agriculture avec des contraintes énergétiques renforcées. Ainsi, le recours au solaire doit constituer une piste de réflexion dans les pays dont le taux d'ensoleillement permet potentiellement de produire une énergie considérable (Afrique, Moyen-Orient). Au final, l'agriculture pose donc de nombreuses questions sur le plan géopolitique, en particulier du point de vue des ressources, et ce d'autant dans un contexte inédit d'accroissement des pressions et donc des tensions. Si, comme on vient de le voir, l'agriculture peut renvoyer aux questions de conflictualité, de stabilité et de puissance, il en va de même pour l'alimentation, comme nous allons le voir maintenant.

## 4. LES DIMENSIONS GÉOPOLITIQUES DE L'ALIMENTATION

L'analyse géopolitique de l'alimentation peut se décliner en quatre dimensions : le commerce, la consommation, la financiarisation et la paix sociale. Dans tous les cas, ce sont bien les notions d'insécurité humaine *versus* sécurité et d'instabilité *versus* stabilité qui retiennent l'attention.

### 4.1. Sur la route (le temps du commerce)

Plusieurs paramètres sont ici à évaluer : les produits agricoles échangés sur le marché international, les évolutions en matière de transport (modes et ports) et de logistique (chaîne de froid, pertes), ainsi que les étapes de la distribution (grandes et moyennes surfaces, vente, circuits courts, ...).

#### 4.1.1. Le commerce agricole mondial

La globalisation des échanges garde une belle marge de manœuvre : à peine 10 % des produits agricoles sont actuellement échangés sur les marchés internationaux et des économistes soulignent même que nous ne sommes qu'à l'ère de la « *semi-mondialisation* »<sup>111</sup>. Selon les données de l'OMC<sup>112</sup>, les produits agricoles ont constitué 9 % des exportations et donc 9 % des importations dans le total du commerce mondial en 2010. Cela représente un volume financier de 1 362 milliards de dollars. Trois grands exportateurs se détachent : l'Union européenne (39 %, mais 10 % en prenant les importations venant de la zone extra-communautaire), les États-Unis (10,5 %) et le Brésil (5 %). Par ensembles régionaux, la situation est contrastée. En 2009, 30 % des exportations d'Amérique du sud et centrale étaient des produits agricoles

contre 3 % pour le Moyen-Orient. En Afrique, 15 % des importations étaient des produits agricoles contre 7 % en Amérique du Nord. Compte tenu des enjeux stratégiques liés au produit, il faut noter que le blé est davantage échangé sur les marchés internationaux que les autres céréales : entre 2007 et 2011, le pourcentage moyen est de 18 à 20 % des quantités produites contre 10 à 11 % pour le maïs et 6 à 7 % pour le riz<sup>113</sup>.

Il faut signaler la lente érosion des exportations agricoles américaines en volume puisqu'elles représentaient 17 % en 1980, 14,5 % en 1990 et 13 % en 2000. Par contre, en valeur, elles sont passées de 71 milliards de dollars en 2000 à 143 milliards en 2010. *A contrario*, le Brésil monte en puissance car il ne représentait que 3 % des exportations agricoles mondiales en 2000. Les produits agricoles sont devenus des sources essentielles de revenus pour le pays. De l'ordre de 69 milliards de dollars en 2010, leur montant a plus que quadruplé par rapport à 2000. Le tiers des ventes est destiné à l'Asie, environ 15 % à la Chine et 25 % aux États-Unis. L'agro-business réalise désormais environ 34 % des exportations totales de marchandises du Brésil. Dans d'autres pays, il est possible de parler d'hyper-dépendance : en 2010, les produits agricoles représentaient en effet 81 % des exportations de l'Éthiopie, 80 % pour le Malawi, 78 % pour le Nicaragua et 72 % pour l'Uruguay.

Sur le plan des importations, l'Union européenne (39 %, mais 11 % si l'on prend les importations provenant des pays tiers), les États-Unis et la Chine (8 %), ainsi que le Japon (5 %) ont assuré les plus gros volumes d'achats agricoles en 2010. Les Japonais ont ainsi dépensé 77 milliards de dollars et le déficit de leur balance agro-commerciale est le plus élevé du globe : il a atteint 60 à 65 milliards de dollars en moyenne sur la période 2007 – 2010. La part des produits agricoles dans le total des importations est lourde dans certains pays qui sont donc très vulnérables à toute hausse de prix : 34 % au Yémen, 24 % au Sénégal, 23 % en Syrie, 22 % en Égypte, 20 % en Côte d'Ivoire et 18 % en Algérie.

105. *Critique internationale*, 2006/2, numéro 31, Presses de Sciences Po.

106. Under Pressure, *Social violence over Land and Water in Yemen*, Issue Brief, n°2, octobre 2010.

107. J. Vert et F. Portet (sous la coord.), *Prospective Agriculture Energie 2030. L'agriculture face aux défis énergétiques*, Centre d'études et de prospective (CEP), SSP, ministère de l'Agriculture, l'Alimentation, la Pêche, la Ruralité et l'Aménagement du Territoire (MAAPRAT), Paris (France), 2010.

108. OECD-FAO, *Agricultural Outlook 2011-2020*, OECD-FAO Joint Report, Rome, June 2011.

109. OXFAM, *Growing a Better Future, Food justice in a resource-constrained world*, Oxford (United Kingdom), May 2011.

110. B. A. Babcock, *The Impact of US Biofuel Policies on Agricultural Price Levels and Volatility*, Issue Paper 35, International Centre for Trade and Sustainable Development (ICTSD), Geneva, June 2011.

111. P. Ghemawat, *World 3.0.*, Mc Graw Hill, Singapore, 2011. Lire aussi *The case against globaloney* in *The Economist*, 20 April 2011.

112. World Trade Organization (WTO), *International Trade Statistics 2011*, WTO, Geneva, 2011.

113. Calculs des auteurs pour les campagnes 2007 / 2008 à 2010 / 2011, à partir des données du Conseil international des céréales (CIC) in *Marchés des céréales*, GMR n°415, 22 septembre 2011.

Enfin, il convient de mentionner la spécificité des produits de la mer dans ce panorama commercial <sup>114</sup>. En 2008, le commerce du poisson et des autres produits de la pêche a représenté environ 10 % des exportations de produits agricoles et 1 % en valeur du commerce mondial de marchandises. L'insertion de ces produits est croissante sur le marché : la part de la production des pêches et de l'aquaculture faisant l'objet d'échanges internationaux est passée de 25 % en 1976 à 39 % en 2008. De plus, ce sont les produits alimentaires de base les plus échangés à l'échelle mondiale, pour la valeur record de 102 milliards de dollars atteinte en 2008. Ces données renvoient à l'importance déjà soulignée des produits de la mer dans les analyses concernant la sécurité alimentaire mondiale.

L'essor du commerce agricole a été favorisé par la réduction des entraves à la libre circulation des productions. Après avoir été exclue des négociations internationales, la question du désarmement tarifaire des produits agricoles s'est invitée à la table des négociations du GATT en 1986, lors du round ouvert à Punta del Este et clôturé par la signature des accords de Marrakech en 1994. Depuis cet Uruguay Round qui a notamment débouché sur le remplacement du GATT par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les produits agricoles sont moins protégés par des barrières, tarifaires ou non. En revanche, les nouvelles négociations entamées en 2001 à Doha n'ont pas abouti, preuve de la force du différend agricole dans l'enceinte multilatérale de l'OMC. Celle-ci constitue le terrain policé d'un affrontement de fait entre paysannes du monde, où montent en puissance des idées comme la souveraineté alimentaire, directement empruntée au vocabulaire géopolitique.

Néanmoins, malgré les palinodies du nouveau round de négociations, il s'est bien produit un basculement des échanges agricoles dans les règles du commerce international et ceci n'est pas sans conséquences stratégiques. Les règles édictées par l'OMC limitent en particulier les stratégies de *soft power* alimentaire qui s'étaient dessinées au moment de la guerre froide, lorsque les Américains usaient de leurs programmes de soutiens aux exportations pour faciliter le déploiement de leurs intérêts dans des pays considérés comme stratégiques (Amérique latine, Moyen-Orient, Inde). De plus, ce pouvoir pouvait se transformer en *hard power* pour boycotter un acheteur dépendant. L'impact était d'autant plus grand que les États-Unis disposaient, au moins jusqu'au milieu des années soixante-dix, d'une situation de quasi-monopole sur les exportations de grains. Ils ont d'abord utilisé le programme PL 480 instauré en 1954 et décliné sous deux formes : le PL 480 (titre 1) qui assortissait la vente de conditions de prêts très favorables et le PL 480 (titre 2) qui constituait un don. Ceux-ci ont été remplacés dans les années quatre-vingts par un programme de garantie de crédit par l'État (GSM 102) et un programme d'aide aux exportations (EEP). Dans le cadre des règles édictées par l'OMC, les États-Unis développent aujourd'hui des relations commerciales

bilatérales avec les pays qu'ils jugent stratégiques et ceci les place en position privilégiée face aux autres puissances agricoles.

En Méditerranée, ils ont ainsi passé une gamme d'accords commerciaux qui leur a permis de fidéliser leurs liens avec des pays considérés comme des clients importants. Des accords de libre-échange ont été signés avec Israël en 1980, la Jordanie en 2000 et le Maroc en 2004 dont les échanges céréaliers sont très actifs. Ces accords couvrent en général un champ plus large que les accords d'association proposés par l'Union européenne à ces mêmes pays car ils incluent la majorité des produits agricoles. Parallèlement, les États-Unis ont proposé aux autres États de la région des accords – cadre pour l'investissement et le commerce. Il s'agit de dispositifs souples et peu contraignants, ayant une portée essentiellement politique et visant à évoluer vers des accords réciproques de libre-échange. L'Algérie, l'Égypte, la Tunisie et les pays du Golfe y ont adhéré. Toutes ces initiatives procèdent du souhait américain d'établir une zone de libre-échange, la *Middle East Free Trade Area* (MEFTA), dans une région cruciale sur un plan géo-économique et géostratégique.

Cette zone révèle fort bien les stratégies de puissances agricoles ayant conscience du caractère structurellement déficitaire qui y demeure. La majorité des pays arabes figure en effet parmi les grands importateurs de produits alimentaires. Le total des achats agricoles des États arabes de la Méditerranée (Algérie, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Syrie et Tunisie) est passé de 11 milliards de dollars en 1990 à 36 milliards de dollars en 2010, soit une augmentation de 230 % en vingt ans, alors que la croissance démographique n'a été « que » de 30 % sur la période. L'Union européenne à vingt-sept États-membres (UE – 27) demeure certes le principal partenaire agro-commercial de ces pays sur lesquels elle a réalisé 10,7 milliards de dollars d'exportation en 2010, soit 10 % du total de ses exportations agricoles. Néanmoins, il faut souligner qu'environ les deux tiers des approvisionnements alimentaires de la zone sud et est de la Méditerranée proviennent du « *reste du monde* » puisque le commerce agricole entre pays arabes régionaux ne représente que 5 % du total. Cela révèle à quel point la Méditerranée est au cœur de la globalisation des échanges agricoles.

Il n'est donc pas surprenant de constater que le Brésil y gagne d'importantes parts de marché depuis une dizaine d'années et ce rapprochement Sud – Sud est tout autant commercial que diplomatique <sup>115</sup>. Les ventes agricoles brésiliennes ont progressé de 1,5 à 7 milliards de dollars entre 2000 et 2009 et constituent plus de la moitié des exportations totales brésiliennes vers les pays arabes. Ces derniers représentent 11 % des achats internationaux en produits agro-alimentaires brésiliens, soit un peu moins que la Chine (14 %), mais davantage que les États-Unis (7 %). Les produits agricoles représentent 50 % des importations égyptiennes totales en provenance du Brésil et le pourcentage grimpe à 75 % pour le Maroc et près de 90 % pour l'Algérie. En 2010, comme le montre

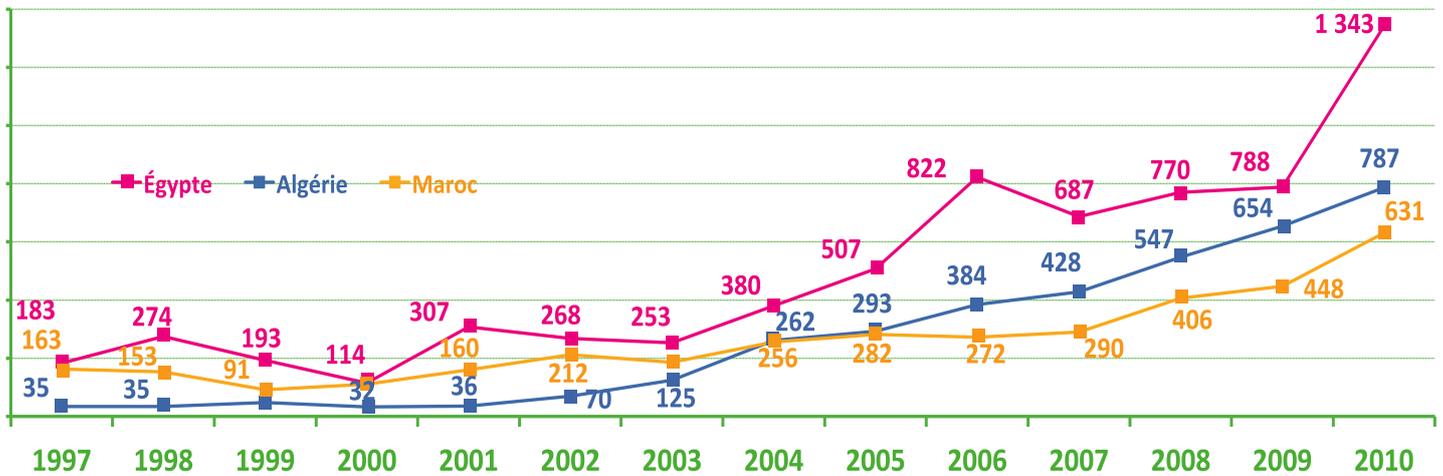
le *Graphique 4*, la facture agro-alimentaire brésilienne réglée par l'Égypte a atteint près de 1,4 milliard de dollars : par comparaison, les importations agricoles égyptiennes en provenance de l'UE s'élevaient à 2,9 milliards de dollars et celles en provenance des États-Unis à 2,1 milliards de dollars. Autre sujet d'entente grandissant : le développement des agro-carburants, pour lesquels le Brésil bénéficie d'un savoir-faire quasi unique et qui retient l'attention de plusieurs pays soucieux de diversifier leurs modèles énergétiques. C'est vrai de l'Égypte, ce sera sans doute de plus en plus le cas de la Turquie. Dans l'autre sens, le Brésil achète essen-

tiellement du pétrole (Algérie) ou des produits phosphatés et des engrais (Maroc, Tunisie). Le *food power* du Brésil, qui s'exprime en termes d'exportations (*Graphique 5*), mais aussi d'expertise scientifique via l'agence Embrapa, a donc trouvé son terrain d'expression dans le monde arabe tout autant qu'en Asie.

114. FAO, *The State of World Fisheries and Aquaculture*, FAO, Roma, January 2011.

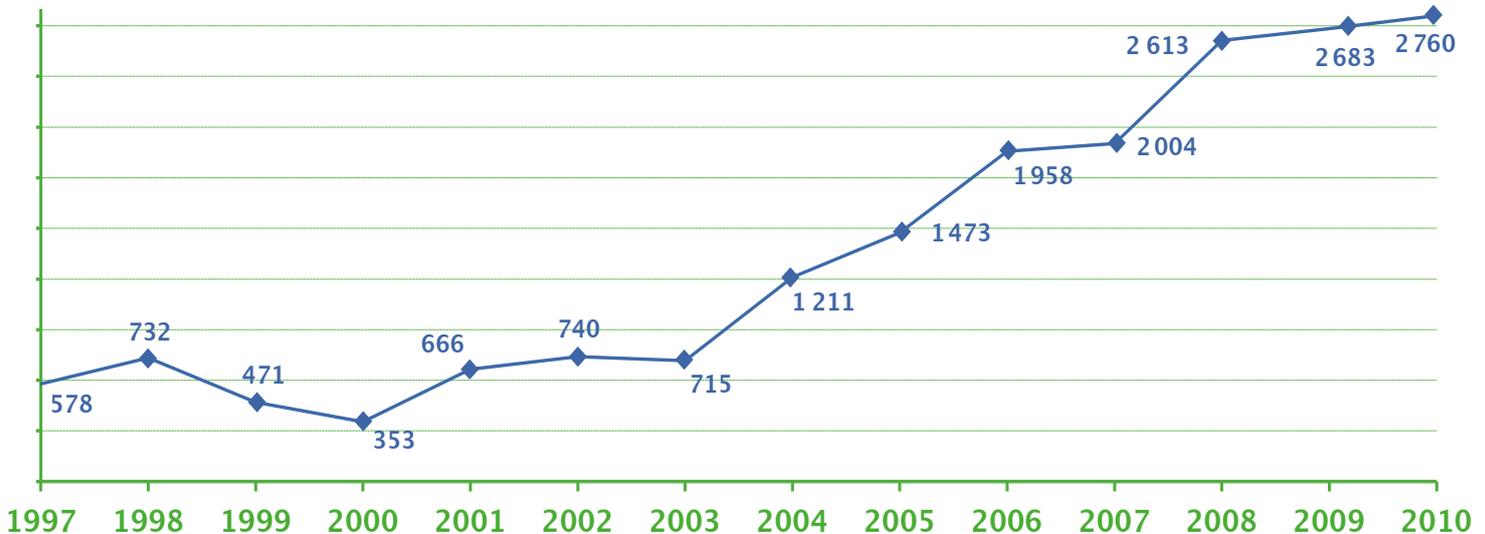
115. S. Abis, *Brésil : une présence qui se confirme en Méditerranée* in Afkar-Ideas n°29, Política Exterior-IEMED, Madrid / Barcelone, mars 2011 ; E. Brun, *Brésil - Maghreb. Globalité nécessaire et enjeux économiques stratégiques*, Note de l'IFRI, Paris, octobre 2011 ; S. Abis et J. Nardone, *Brésil : future ferme du monde arabe* in Futuribles, n°356, octobre 2009.

**Graphique 4**  
**Dynamiques des exportations agricoles du Brésil vers l'Afrique du Nord**  
 (En millions de dollars – Source : élaboration des auteurs, à partir d'AgroStat Brasil)



31

**Graphique 5**  
**Dynamique des exportations agricoles du Brésil vers les pays arabes méditerranéens**  
 (Maroc, Algérie, Tunisie, Égypte, Liban, Syrie, Jordanie) En millions US dollars – Source : élaboration des auteurs, à partir d'AgroStat Brasil)



## 4.1.2. Infrastructures et transports

Il n'est pas envisageable de commercer et de mener des stratégies d'influence sans moyens de transport, ni infrastructures. Depuis l'Antiquité, ils constituent le maillon essentiel du développement des relations économiques. Les ports ont souvent constitué des leviers de développement pour de nombreux pays. En 1848, le choix de Chicago pour installer la Bourse des matières premières agricoles (*Chicago Board of Trade – CBOT*) était certes lié à la proximité des zones céréalières américaines, mais surtout à l'ancre de la ville sur les Grands Lacs, la zone logistique qui assurait le tiers des exportations nationales de blé, notamment à destination de l'Angleterre. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, Chicago était considéré comme le premier port céréalier du monde. Aujourd'hui, il est impossible de comprendre la dynamique économique et agro-alimentaire des Pays-Bas sans rappeler que ceux-ci bénéficient d'un atout-maître avec Rotterdam, premier port européen pour le trafic de conteneurs et dixième au niveau mondial. Il en va de même concernant la dynamique des exportations céréalières de la France – qui réalise en moyenne environ les deux tiers des exportations de blé communautaires sur pays tiers – sans insister sur le rôle déterminant du port de Rouen. Lors de la campagne 2010 / 2011, celui-ci a assuré près de la moitié des exportations françaises, traitant près de 7,2 millions de tonnes de blé, dont 78 % destinés à l'Afrique du Nord, en particulier l'Algérie et le Maroc <sup>116</sup>.

32

Il est significatif que certains États cherchent aujourd'hui à moderniser leur capacité portuaire afin d'améliorer leur positionnement sur l'échiquier commercial international et offrir au négoce des sites compétitifs. Le Maroc met ainsi en œuvre des moyens colossaux pour faire de Tanger Med un véritable port de transbordement, mais aussi le catalyseur de l'aménagement du territoire chérifien. L'Algérie, toujours sensible aux activités stratégiques de son voisin, cherche actuellement à améliorer sa logistique : les pouvoirs publics ont annoncé durant l'été 2011 la réalisation de plusieurs pôles multimodaux (Béjaïa, Oran/Arzew, Djen-Djen et Skikda / Annaba). Autre illustration concrète, dans le même champ de raisonnements géopolitiques : le cas de la Chine qui investit depuis 2008 pour s'assurer une maîtrise logistique au port grec du Pirée. Moyennant 4,4 milliards d'euros, le gouvernement hellénique a concédé pour trente-cinq ans les terminaux 2 et 3 du port au groupe chinois COSCO (*China Ocean Shipping Co*). Le but de COSCO, premier armateur chinois et second mondial pour les conteneurs, est de faire du Pirée le « Singapour de la Méditerranée ». Malgré les grèves des dockers grecs, le terminal 2 du port est entièrement opérationnel depuis 2010 et confié à COSCO et celui-ci cherche désormais à se positionner sur le réseau ferré intérieur du pays. Soucieuse de conquérir les marchés européens et africains, la Chine mise ainsi sur certains ports méditerranéens pour les convertir en plate-forme de distribution pour ses marchandises (logique des hubs) <sup>117</sup>.

Il est clair que les installations portuaires occupent une place stratégique dans la géostratégie agricole mondiale. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles les passages maritimes, tels le détroit de Malacca ou le canal de Suez, sont si sécurisés et contrôlés. Cela reste également une source de motivation dans le montage de certaines opérations financières. Ainsi, du rapprochement entre Petrobras, la firme pétrolière brésilienne et Guarani, troisième groupe national pour la production d'éthanol et filiale du groupe français Tereos, l'une des plus grandes entreprises mondiales du secteur sucrier et amidonnier. Le directeur de la filière éthanol de Petrobras justifie l'alliance avec Tereos notamment en raison des infrastructures dont ce dernier dispose près du port du Havre car elles vont faciliter la pénétration du marché européen par Petrobras <sup>118</sup>. Dernier exemple, celui de la Russie qui, ces dernières années, a sensiblement augmenté ses exportations de blé, notamment en direction de l'Égypte et du Moyen-Orient. Après la catastrophique campagne 2010 / 2011 et l'embargo décrété sur le commerce de grains, Moscou s'agit actuellement pour reconquérir des parts de marché. Sa stratégie ne repose pas uniquement sur des prix inférieurs aux meilleures offres européennes. La Russie mise aussi sur le développement de nouvelles capacités portuaires <sup>119</sup>. De grands projets ont été annoncés sur les rives de la Mer noire, avec des investissements atteignant 570 millions de dollars pour optimiser l'infrastructure de sites comme Novorossiysk où les capacités de chargement en grains devraient atteindre 42 Mt à l'horizon 2014 contre 25 Mt actuellement. Si ces améliorations logistiques (transports, silos, installations portuaires) ne sont pas menées à bien, la Russie tout comme les pays voisins, Ukraine et Kazakhstan, resteront « physiquement » handicapés en termes d'exportations céréalières, malgré leur potentiel naturel considérable <sup>120</sup>. Il n'est d'ailleurs pas anodin que Moscou ait en 2007 envisagé de regrouper les pays de la mer Noire dans une hypothétique *OPEP du blé*, afin de coordonner les stratégies d'exportation de grains et établir des positions communes sur les marchés.

La variable infrastructurelle constitue également l'une des pierres angulaires dans la stratégie de développement du continent sud-américain. Celui-ci est loin d'avoir déployé tout son potentiel, même si plusieurs États sont déjà des leaders agro-alimentaires mondiaux. Là encore, les intérêts économiques et politiques entre le Brésil et la Chine convergent. Premier partenaire commercial de Brasilia depuis 2009, Pékin multiplie les investissements pour optimiser le réseau routier et les capacités infrastructurelles sud-américaines. Témoin, le pharaonique port brésilien d'Açu, situé dans l'État de Rio de Janeiro et destiné à devenir très vite l'un des grands complexes industrialoportuaires mondiaux : surnommé l'autoroute brésilienne vers la Chine, il permettra d'y expédier soja et autres matières premières. Tous ces projets reflètent les enjeux géo-économiques en cours, mais il convient aussi d'en saisir les retombées poli-

tiques locales. En Bolivie durant l'été 2011, la construction de routes – autorisée par le président Evo Morales afin de stimuler le commerce entre l'Amérique latine et la Chine – a ainsi suscité des protestations croissantes de la société civile car elles traversaient des zones écologiquement fragiles. L'opposition et les contestations au niveau local ont eu raison de ce projet à dimension intercontinentale.

D'autres composantes logistiques sont essentielles à la circulation des produits alimentaires. Les silos assurent une fonction majeure pour préserver, puis distribuer les récoltes. La question des stocks, notamment céréaliers, figure d'ailleurs parmi les plus sensibles dans le débat actuel sur la sécurité alimentaire mondiale et régionale. À ce titre, la politique chinoise prouve qu'il s'agit avant tout d'un enjeu de sécurité nationale : Pékin stocke du blé pour protéger sa population des risques inhérents à un marché mondial devenu volatile<sup>121</sup>. Mais le stockage soulève de nombreux problèmes ayant une dimension logistique, qu'il s'agisse de coût, de localisation ou de modalités d'utilisation des produits stockés. En Égypte par exemple, les pertes annuelles de blé sont estimées à 10 % de la récolte du fait des mauvaises conditions de stockage, dans des entrepôts à ciel ouvert<sup>122</sup>.

Éviter les pertes fait partie des enjeux logistiques. Celles-ci surviennent après récolte, faute de conditionnement correct et de capacités de stockage (humidité, parasites, vétusté des entrepôts), mais aussi durant le transport (chaîne du froid inefficace, temps de parcours retardé), la transformation (accidents industriels), la distribution (marchés, magasins) ou au moment de la consommation (restauration et ménages). Transporter dans de bonnes conditions est notamment essentiel. Disposer de routes maritimes, aériennes ou terrestres ne suffit pas. La maîtrise de la chaîne du froid devient vite indispensable pour garantir la sûreté sanitaire des produits, gage de la commercialisation des produits. Dans les pays en développement, les taux de pertes de produits périssables sont estimés à près du quart de la production, en raison de l'insuffisance ou de l'absence de chaîne du froid. En valeur absolue, près de 400 millions de tonnes seraient ainsi perdus chaque année<sup>123</sup>. Il s'agit d'une question-clé dans l'équation alimentaire mondiale car les besoins devraient s'accroître tendanciellement, du fait de l'urbanisation qui allonge les distances entre zones de production et de consommation.

Pour terminer ce chapitre logistique, il faut souligner l'importance du conteneur<sup>124</sup>, sans qui l'accélération du commerce mondial ne se serait pas produite : il tient une place essentielle dans la chaîne alimentaire car il favorise les échanges, accélère les livraisons, diminue les coûts et augmente l'offre de produits partout sur la planète. Mais il faut aussi insister sur la nécessité de surveiller l'évolution possible à la hausse du prix de l'énergie, car elle sera déterminante pour les coûts de transport et donc le commerce agricole.

#### 4.1.3. Intermédiations et distributions

Analyser le commerce des produits alimentaires renvoie généralement à la question des échanges entre pays. Mais des acteurs, généralement privés, jouent un rôle important dans l'organisation au quotidien des transactions, c'est-à-dire le stockage et le convoyage des matières premières agricoles.

De ce point de vue, le cas des grains est exemplaire car il révèle la dimension géopolitique évidente d'une activité très concentrée et conférant un réel pouvoir à ceux qui l'assurent. *Les géants du grain*, le titre du livre publié en 1979 par le journaliste américain Dan Morgan évoquait déjà la puissance de l'organisation oligopolistique de ce commerce, dont il analysait le fonctionnement et les implications<sup>125</sup>. Depuis, la situation n'a pas changé. Selon les années, entre 75 et 90 % des grains sont pris en charge par les quatre *traders* identifiés par l'anagramme ABCD : ADM, Bunge, Cargill et Louis Dreyfus. La création de ces groupes familiaux – dont la puissance est évidente – remonte au XIX<sup>e</sup> siècle : seul Archer Daniels Midland (ADM) date de 1902. De plus, ils sont associés dans des alliances stratégiques avec les grandes firmes semencières comme Du Pont, Limagrain, Monsanto ou Syngenta. En 2011, l'organisation non-gouvernementale Oxfam s'est inquiétée du pouvoir d'ABCD : « *ils prélèvent beaucoup de valeur ajoutée dans la chaîne, alors que les coûts et les risques échoient aux plus fragiles des participants, en général les agriculteurs* »<sup>126</sup>.

Les grands groupes de distribution jouent eux aussi un rôle mondial. Sur toute la planète, leurs magasins écoulent les marchandises, au premier rang desquelles les denrées agro-alimentaires. Leur internationalisation a été progressive. Fondée en 1962 aux États-Unis, Walmart est aujourd'hui la première entreprise mondiale en termes de chiffre d'affaires et la troisième en termes d'emplois avec 2,1 millions de salariés en 2010. Son succès – qui, selon la formule de Georges Bush en 1992, « *est aussi celui de l'Amérique* » – est un modèle de réussite néolibérale. Il résulte en partie de sa capacité à avoir su surfer sur les accords de libre-échange et les opportunités offertes par une mondialisation de la distribution parfois cruelle pour les salariés et les producteurs

116. Chiffres extraits de l'Annuaire statistique du port de Rouen pour les trafics 2010/2011.

117. L. Vairon, « *La Chine en Méditerranée : l'émergence d'une nouvelle puissance ?* », in *Confluences Méditerranée*, n°74, Paris, L'Harmattan, 2010.

118. C. Hecketsweiler, *Brésil : le roi français du sucre carbure à l'éthanol*, in *L'Expansion*, septembre 2011.

119. M. Sysoyeva, I. Khrennikov, *Russia spending \$574 millions on Ports to regain Wheat Export Rank*, in *Bloomberg*, 27th September 2011.

120. J.-J. Hervé, *Zernovoï Belt : Russie, Ukraine et Kazakhstan, la Corn Belt de l'Est*, in *Le Déméter* 2010, Paris, 2009.

121. J. Harkness, « *Food security and national security : Learning from China's approach to managing its wheat supplies* », Institute for Agriculture and Trade Policy (IATP), Minneapolis (USA), 28 February 2011.

122. France Export Céréales, *Lettre Proche et Moyen-Orient*, Juillet - Août 2011. L'Égypte s'active pour améliorer ses infrastructures, avec un plan visant à doter le pays de cinquante silos stratégiques.

123. International Institute of Refrigeration, « *The Cold Chain, Food Security and Economic Development* », CIHEAM Briefing Note n°74, Paris, March 2011.

124. M. Levinson, *The Box. Comment le conteneur a changé le monde*, Paris, Max Milo Éditions, 2011.

125. D. Morgan, *Les Géants du Grain*, Paris, Fayard, 1979.

126. The Guardian, « *The global food crisis : ABCD of food : how the multinationals dominate trade* », 31 May 2011.

agricoles<sup>127</sup>. Le groupe cherche aujourd'hui un nouveau souffle en Afrique, où il a acheté en 2011 la moitié du leader sud-africain Massmart qui dispose de magasins dans treize pays du continent. En Europe, les grandes et moyennes surfaces se sont développées depuis la Seconde Guerre mondiale, avec Albrecht Distribution (Aldi) en Allemagne dès 1948 et Leclerc en France à partir de 1949. Le groupe français Carrefour a inventé l'hypermarché en 1963, avant de partir à la conquête de la Belgique en 1969 et de l'Espagne en 1973. Depuis, il a multiplié les investissements et les implantations en Europe, en Amérique latine, dans le Bassin méditerranéen et en Asie. Il a ouvert son millièmè hypermarché en 2006 et celui-ci était situé en Chine. En 2010, il disposait de 182 magasins dans le pays et avait fait ses premiers pas en Inde. Son chiffre d'affaires annuel hors taxes consolidé atteignait 90 milliards d'euros, soit l'équivalent du PIB de la Hongrie. Leader européen devant le britannique Tesco et l'allemand Metro, le groupe employait 471 755 employés, répartis dans 15 937 magasins (dont 1 400 hypermarchés) implantés dans 33 pays<sup>128</sup>.

Il convient de prendre la mesure géo-économique de ce maillage planétaire de la distribution. Reposant sur des accords commerciaux et politiques parfois complexes, chaque implantation répond aux sirènes prometteuses d'un marché dynamique, où la consommation s'accroît avec la hausse de revenus des populations. Les enjeux sont particulièrement importants au sein des pays émergents où les chaînes de distribution moderne restent marginales : la part des achats qui y est effectuée atteint seulement 35 % au Brésil, 20 % en Chine et moins de 5 % en Inde contre 80 % aux États-Unis. À ce titre, la bataille juridique et financière récemment déclenchée entre Casino et Carrefour au Brésil est révélatrice<sup>129</sup>. En Inde, les résistances des petits épiciers sont vives contre l'implantation de la grande distribution. En Chine, la concurrence entre l'américain Walmart et le britannique Tesco est forte, alors qu'un distributeur local, Wumart, monte en puissance en jouant sur la consonance des marques<sup>130</sup>.

#### 4.2. Dans l'assiette (le temps de la consommation)

L'alimentation *stricto sensu* peut, elle aussi, être à l'origine d'instabilités politiques. Le « dilemme alimentaire » se pose dans de nombreux pays. Il s'agit de l'hésitation entre deux options : celle de privilégier les villes en se tournant vers les marchés alimentaires mondiaux et celle de ménager les campagnes en se protégeant des marchés internationaux. Le dilemme a souvent été résolu en misant sur la première option. Sécuriser l'accès à l'alimentation dans les villes s'avère en effet stratégique car les risques socio-politiques sont réels, surtout dans les pays peu développés où la sécurité alimentaire repose majoritairement sur les importations. La fragilité des estomacs a toujours catalysé les mécontentements et les concentrations urbaines facilitent l'agrégation des mécontentements : d'où le soin porté à l'alimentation des villes.

Dans ce contexte, il est intéressant de voir ré-émerger la piste de l'agriculture urbaine pour tenter de répondre aux challenges alimentaires de villes souvent coupées de leurs bases agricoles, situées dans les régions intérieures. Ces pratiques anciennes, consistant à produire dans des jardins potagers une partie de la consommation urbaine, vont-elles retrouver une utilité au XXI<sup>e</sup> siècle ? L'agriculture urbaine offre en tout cas des possibilités en termes d'emploi, d'optimisation de l'utilisation des ressources naturelles, y compris énergétiques, et de promotion des produits de proximité et de qualité. Elle se place aussi dans une perspective de fortes innovations. À une époque où les experts cherchent des stratégies durables pour les villes et les moyens d'assurer leur sécurité alimentaire, certaines technologies paraissent moins utopiques, à l'image des fermes verticales<sup>131</sup>. Les pays du pourtour méditerranéen prouvent les multiples potentialités offertes par l'agriculture urbaine et certaines villes, comme Le Caire, font preuve d'initiatives en la matière<sup>132</sup>.

Si les villes vont assurément devoir intégrer les impératifs agricoles dans leur stratégie de croissance verte, elles doivent aussi affronter des défis complexes pour nourrir leur population, organiser l'approvisionnement et la distribution des denrées et garantir la sécurité sanitaire d'aliments de plus en plus variés. Face à l'ampleur du phénomène d'urbanisation, assurer l'alimentation urbaine à partir d'importations plutôt que de la production des campagnes peut apparaître logique. Mais cela pose problème lorsque les prix montent. Ainsi, en 2007, le soudain renchérissement des prix agricoles a-t-il fait, momentanément mais brutalement, basculer dans l'insécurité alimentaire une partie des populations urbaines. La situation a même suscité des répercussions parfois brutales, avec leur cortège de victimes, en Afrique noire, en Asie, en Amérique du Sud (notamment au Mexique) et, dans une moindre mesure, en Méditerranée. Parallèlement, il faut aussi souligner le développement des excès alimentaires et ce, à quatre niveaux : l'explosion des maladies de surcharge, l'impact des scandales alimentaires et des peurs des consommateurs, la prolifération des normes visant à renforcer la sûreté alimentaire et enfin, les pertes *du champ à la fourchette* qui peuvent être considérées comme du gaspillage. Cet enjeu est essentiel dans une analyse géopolitique de la question alimentaire car il illustre le fait que les hommes sont aujourd'hui davantage affectés par l'insécurité humaine que par l'insécurité militaire qui est en recul<sup>133</sup>. Le développement de l'obésité, qui accroît les maladies de surcharge (diabète, hypertension, maladies cardio-vasculaires), devient un problème mondial. Une approche multi-factorielle est nécessaire pour analyser les causes du phénomène et son traitement<sup>134</sup>. Mais il est clair que, dans la majorité des pays en développement, le surpoids va de pair avec les changements intervenus dans les habitudes alimentaires (transition nutritionnelle), elles-mêmes résultant de l'augmentation des revenus, de l'ouverture des économies et de l'urbanisation. En Chine, par exemple, le taux de personnes en surpoids a doublé entre 1991 et 2006, pas-

sant de 13 à 27 % de la population adulte. Le phénomène est le même dans les pays arabes, alors que les experts soulignent pourtant les bienfaits du régime alimentaire méditerranéen<sup>135</sup>. Résultat : les conséquences économiques, sociales et environnementales sont notables<sup>136</sup>. Aux États-Unis, le coût de l'obésité provoque de nombreux débats, alors que la part des obèses a doublé depuis vingt ans et concerne désormais environ 27 % de la population<sup>137</sup>. Sous le pilotage direct de Michelle Obama, une stratégie a été déployée afin de modifier les habitudes alimentaires et encourager l'activité physique, notamment chez les plus jeunes : en 2008, 19 % des moins de vingt ans étaient obèses<sup>138</sup>. Au total, près d'un milliard d'individus serait insuffisamment nourri sur la planète et environ un milliard et demi, obèse ou en surpoids. En 2010, la Fédération internationale de la Croix-Rouge s'est fait l'écho de cette situation mondiale paradoxale, où la faim persiste, mais où les excès de l'alimentation tuent bien davantage<sup>139</sup>.

La question de la qualité et de la sûreté des produits est, elle aussi, devenue cruciale. En 1981, la contamination de l'huile de colza à l'aniline avait provoqué le décès d'environ mille personnes en Espagne. Certaines alertes provoquent même des psychoses alimentaires comme, par exemple, la crise européenne de la « vache folle » qui a entraîné une chute provisoire de 35 % de la consommation française de viande, la grippe aviaire, le scandale du lait contaminé en Chine ou la crise du virus H1N1, partie d'un élevage porcin industriel mexicain et qui, en deux mois, a été classée comme pandémie par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Le manque de coordination internationale en cas de pandémie constitue une véritable fragilité et celle-ci pourrait s'accroître, alors que l'analyse des risques représente la base des planifications nationales en matière de sécurité<sup>140</sup>. Ces défis sont aussi à relier aux excès industriels de l'agriculture<sup>141</sup>. L'hyper-concentration du bétail ou des volailles et la course à la productivité, fondées sur la mécanisation et la technologie, posent ainsi question. Certaines fermes ont atteint des dimensions industrielles et s'apparentent à des usines – étables, des porcheries géantes génèrent des volumes considérables de fumier, impossibles à stocker ou à éliminer sans risques. De plus, le lisier est généralement truffé d'antibiotiques qui contaminent les eaux souterraines et de surface.

Dans un monde où l'information circule de plus en plus vite, la perception des risques alimentaires s'amplifie de façon soutenue. Un sentiment d'insécurité chronique s'installe chez des consommateurs parfois déboussolés comme, au printemps 2011, lorsque la bactérie *e. coli* a provoqué la mort de plusieurs personnes dans le nord de l'Europe. Alors que les fondements scientifiques restaient faibles, l'emballage médiatique et politique (principes de précaution) a entraîné des pertes de revenu notamment des maraîchers espagnols, ainsi que des mesures commerciales dédiées, tel l'embargo sur les fruits et légumes européens décrété par la Russie<sup>142</sup>. Cet exemple souligne que la problématique de la sécurité alimentaire n'est pas simplement quantitative. Elle est

aussi terriblement qualitative et les termes anglo-saxons traduisent bien cette dualité en distinguant le « *food security* » du « *food safety* ». Des études ont ainsi prouvé qu'en 2002, la sous-alimentation dans les pays riverains de la Méditerranée était inférieure à celle d'autres régions du monde, mais que la moitié des décès y était imputable à des maladies d'origine alimentaires<sup>143</sup>.

Ces risques expliquent l'apparition de dispositifs publics de sûreté alimentaire basés sur le principe de précaution. En 2002, a ainsi été créé l'Autorité européenne pour la sécurité des aliments (EFSA). En Chine, où les incidents, voire les scandales sont fréquents (lait à la mélamine en 2008, aliments frelatés en 2011), la question de la sûreté et de la qualité des produits prend une place grandissante dans l'équation alimentaire nationale. Pour les entreprises agricoles et agro-alimentaires, cette évolution implique des impératifs en termes de qualité et de traçabilité. Outre la médiatisation et ses conséquences politiques et économiques, ces enjeux en matière de santé animale et de sûreté alimentaire ont des répercussions progressives sur le système commercial et donc sur les stratégies des acteurs<sup>144</sup>. De plus, le développement de ce cadre normatif de plus en plus strict (dans les pays développés) se transforme en contraintes grandissantes pour l'exportation et les échanges

127. S. Halimi, « *La multinationale du XXI<sup>e</sup> siècle : Walmart à l'assaut du monde* », in *Le Monde Diplomatique*, janvier 2006.

128. Carrefour, *Rapport d'activité et de développement durable 2010*, juin 2011.

129. *The Economist*, « *Supermarkets in Brazil : A French food fight* », 30 June 2011.

130. *The Economist*, « *Retailing in China : Walmart v Wumart* », 18 May 2011.

131. D. Despommier, *The vertical farm. Feeding the world in the 21st Century*, Thomas Dunes Books, St Martin Press, New York (USA), 2010.

132. CIHEAM, « *Urban and Periurban Agriculture in the Mediterranean Area* », Watch Letter n°18, Paris (France), September 2011 ; P.A. Barthel et S. Monqid, *Le Caire : réinventer la ville*, Paris, Autrement, 2011.

133. Y. Jeanclous, « *Vers l'hydrostratégie. Essai de théorisation stratégique* ». in Y. Jeanclous ( sous la direction de ). *Actes du colloque de Strasbourg, Tome I, « L'eau, arme stratégique au XXI<sup>e</sup> siècle ? »*, Paris, Cirpes-Ehess, 2002.

134. J.-P. Poulain, *Sociologie de l'obésité*, Presses Universitaires de France, Paris, mai 2009. Lire aussi G. Le Bihan, F. Delpuech et B. Maire, « Les malnutritions : un enjeu mondial », in *Futuribles*, n°313, novembre 2005.

135. M. Padilla, « *Comportements et sécurité alimentaires en Méditerranée* », in *Futuribles*, n°348, Paris, janvier 2009 ; CIHEAM, « *Alimentation, nutrition et santé en Méditerranée* », Lettre de veille n°13, Paris, juin 2010.

136. F. Sassi (ed), *Obesity and the Economics of Prevention : Fit not Fat*, OECD Report, Paris, October 2010.

137. Congressional Budget Office, « *How Does Obesity in Adults Affect Spending on Health Care ?* », in *Economic and Budget Issue Brief*, 2010.

138. White House, *Solving the Problem of Childhood obesity within a Generation*, Task force on Childhood Obesity, Executive Office of the President, Washington, May 2010.

139. International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies, « *World Disasters Report 2011 - Focus on hunger and malnutrition* », Geneva (Switzerland), September 2011.

140. H. Rubin, « *Future Global Shocks : Pandemics* », OECD Report, Paris, January 2011 ; Lire aussi Y. Jounot, « La gestion de la crise : de la grippe aviaire à la pandémie H1N1 », in G. Pennequin et A. T. Mocilnikar (sous la dir.), *Atlas du développement durable et responsable*, Paris, Eyrolles, 2011.

141. E. Wagenhofer et M. Annas, *Le marché de la faim*, Paris, Babel / Actes Sud, 2007.

142. La souche allemande O104 de la bactérie a été trouvée sur des graines germées, cultivées dans une ferme biologique située en Allemagne et provenant de graines de fenugrec importées d'Égypte. La bactérie a tué cinquante personnes en Allemagne et une en Suède, avant que l'épidémie ne soit déclarée éteinte le 26 juillet 2011. La Commission européenne a alloué 227 millions d'euros pour compenser les pertes subies par les producteurs européens de légumes.

143. J.-L. Rastoin, « *Risques et sûreté alimentaire dans un contexte de mondialisation* », CIHEAM, Note d'analyse n°35, Paris, juin 2008.

144. J.-L. Rastoin et G. Gherzi, *Le système alimentaire mondial. Concepts et méthodes, analyses et dynamiques*, Éditions Quae, Montpellier (France), 2010.

commerciaux. Dans ses rapports avec les pays tiers, l'Union européenne devient de plus en plus exigeante sur ce volet des normes sanitaires et phytosanitaires. En témoigne son approche à l'égard de l'espace méditerranéen<sup>145</sup> où la libéralisation progressive des échanges agricoles s'accompagne de barrières non-tarifaires de plus en plus drastiques. Excès de précaution ou nouvelle arme commerciale dans une situation où les risques alimentaires, eux aussi, se mondialisent ? On peut aussi s'interroger sur les conséquences de mesures prises par la Communauté, comme la chasse aux allégations de santé trompeuses sur les produits<sup>146</sup> qui conduisent certains groupes industriels à se positionner sur d'autres continents pour continuer ce type de communication. Les enjeux autour de l'alimentation sont pleinement aspirés par les dynamiques d'une mondialisation qui, par ailleurs, révèle la résilience d'une « géographie du goût », preuve que le local reste tenace à l'heure du global, dans l'assiette comme pour les questions culturelles<sup>147</sup>.

Enfin, il convient de finaliser ce tableau sur l'alimentation par la question du gaspillage et des pertes, dont la proportion serait loin d'être anecdotique par rapport à la production agricole, même si les estimations sont difficiles à établir<sup>148</sup>. Le thème émerge pourtant progressivement dans le débat sur la sécurité alimentaire mondiale car il met en évidence des problèmes logistiques, mais aussi de mauvaises pratiques humaines. En Tunisie, par exemple, les boulangers tendent à ne pas respecter le temps de travail de la pâte et de la cuisson afin de minimiser leurs dépenses énergétiques. Résultat : le pain durcit en quelques heures et n'est plus consommable. Une enquête conduite en 2007 a révélé que 900 000 quintaux de farine étaient ainsi gaspillés en moyenne chaque année<sup>149</sup>. La question devient donc essentielle et ce d'autant que des expériences ont prouvé qu'il était possible de diminuer les pertes en sensibilisant, à la fois, les consommateurs – dont les pratiques quotidiennes changent avec la diffusion des préoccupations écologiques – et les producteurs pour lesquels l'agriculture retrouve un sens vertueux sur le plan social et environnemental<sup>150</sup>.

### 4.3. En coulisse (le temps des finances)

Les marchés agricoles mettent aujourd'hui en évidence la nouvelle géopolitique mondiale. L'augmentation des cours des matières premières s'explique par cet écart avéré entre la demande internationale qui s'accélère (céréales, huiles) bien plus vite que la progression de l'offre. Mais il faut y ajouter une propension à la volatilité qui serait aussi croissante qu'inquiétante<sup>151</sup>. La volatilité a toujours caractérisé le prix des produits agricoles puisque les aléas naturels sont aussi vieux que l'agriculture. Mais certains ont cru que ceux-ci pourraient être largement contrecarrés grâce aux révolutions survenues en matière de transport et de technologies. De même, la libéralisation des échanges était supposée les combattre. Selon la théorie des systèmes aléatoires appliquée aux

marchés agricoles – où l'aléa est plutôt d'origine climatique – la libéralisation s'impose en effet comme moyen de remédier aux fluctuations de prix dues à la météo. Les tenants de cette approche libérale s'appuient sur la loi des grands nombres pour estimer que les effets d'une multitude de petits chocs indépendants – provoqués par des accidents climatiques – doivent s'annuler sur un marché mondial élargi et, de ce fait, stabilisé.

Force est d'admettre que, dans la réalité, les marchés relativement libéralisés ne sont pas parvenus à prévenir l'instabilité. La financiarisation, nouveauté radicale de ces dernières années<sup>152</sup>, est de plus en plus avancée pour expliquer la propension à l'instabilité<sup>153</sup>. En fait, elle n'est pas nouvelle, mais elle s'accroît et se complexifie<sup>154</sup>. La spéculation des opérateurs privés et des banques sur les marchés financiers – où les denrées alimentaires prennent un sens concret quand des bulles révèlent le caractère immatériel et superflu de certains indices – contribue clairement à exacerber les tensions alimentaires sur le globe<sup>155</sup>. Entre janvier et juin 2008, en plein cœur de la crise alimentaire, les sommes totales investies sur les marchés des matières premières à terme ont atteint 318 milliards de dollars contre... 13 milliards pour toute l'année 2003<sup>156</sup>. En juin 2011, la part des spéculateurs financiers purs sur les marchés à terme du blé de Chicago atteignait 61 % contre... 12 % en 1996<sup>157</sup>. En octobre 2011, un rapport a confirmé la persistance de la fermeté et de la volatilité des prix alimentaires dans les années à venir<sup>158</sup>.

Cette explosion doit être reliée à la perte d'intérêt des spéculateurs pour d'autres secteurs. Mais ne faut-il pas aussi la lire à l'aune de la loi Clinton votée en 2000, *Commodity Futures Modernization Act*, qui a facilité la venue des actifs financiers sur les marchés agricoles ? Dans le jeu boursier et financier, les produits agricoles se sont banalisés comme s'ils constituaient de simples supports de valeur. Les marchés de gré à gré se développent rapidement, tandis que le flux croissant d'informations joue un rôle de plus en plus important dans l'évolution du prix des matières premières<sup>159</sup>. De plus, la volatilité des prix – qui affecte les consommateurs lorsque les cours montent et les producteurs quand ils baissent – offre des gains non négligeables aux « intermédiaires » de la chaîne alimentaire : transporteurs, industries de transformation et entreprises de distribution.

En 2011, dans le cadre de la présidence française du G20, les diplomates ont cherché à favoriser une meilleure gouvernance des questions agricoles, insistant notamment sur le principe d'une plus forte régulation pour contenir la spéculation. La France souhaite promouvoir une approche visant à encadrer les marchés, c'est-à-dire à lutter contre la spéculation et la volatilité<sup>160</sup>. L'objectif n'est pas de s'opposer aux logiques du marché, mais – au contraire – d'en atténuer certains excès dans un domaine où la vie des populations est en jeu. Cette approche nourrit pourtant des oppositions. En juin 2011, lors de la conférence du Conseil international des céréales, Alan Tracy, président de l'US Wheat

Associates, a ainsi estimé que « *le risque n'est pas que les États restent les bras croisés, mais qu'ils en fassent trop* ». De tous petits pas ont certes été opérés, comme le prouve la déclaration adoptée, non sans difficultés, le 23 juin 2011 par les ministres de l'Agriculture des pays du G20 réunis à Paris. Mais la majorité des États ne souhaite pas de changement de paradigme. Personne au G20 ne veut contester le marché, pas même la Chine et la doxa libérale n'a pas été remise en cause. Tout cela ne dissonne finalement pas des envolées déclamatoires de l'automne 2009, lors du sommet mondial sur la sécurité alimentaire de la FAO, où beaucoup de promesses avaient été faites, mais ne se sont guère concrétisées depuis. Seule la moitié des 22 milliards de dollars d'aide annoncés par les membres du G8 en juillet 2009 avait été versée à l'automne 2011. Qui plus est, ces sommes apparaissent dérisoires par rapport aux centaines de milliards de dollars mobilisés pour tenter de gérer la crise financière internationale ces derniers mois. Ainsi faut-il sans doute reprendre la formule juste, mais cynique, proposée par l'hebdomadaire britannique *The Economist* : « *si les mots pouvaient nourrir les hommes, personne n'aurait plus faim* »<sup>161</sup>. Au final, l'opacité des phénomènes et des dynamiques liés à la financiarisation des marchés de matières premières agricoles ne permet pas d'appréhender avec justesse une géopolitique sur ce thème. Or, celui-ci comporte sans aucun doute une forte dimension stratégique et appelle à l'ouverture d'un vaste champ de recherches.

#### 4.4. Dans la rue (l'achat d'une paix sociale)

Se nourrir correctement constitue une véritable conquête. Pour chacun et pour la collectivité, autrement dit pour le vivre ensemble, « *panem et circenses* », c'est-à-dire « *du pain et des jeux* » selon l'expression ironique du poète latin Juvenal<sup>162</sup> qui souligne en creux l'importance de l'alimentation pour la stabilité politique. Comme du temps des Romains, le premier devoir politique reste de nourrir les populations. La devise de la FAO, « *Fiat panis* », vient d'ailleurs de l'expression latine signifiant « *qu'il y ait du pain [pour tous]* ». Et les tensions politiques nées des difficultés à assurer cette fonction nourricière abondent encore, y compris dans le bassin méditerranéen.

À lui seul, le blé prouve à quel point un produit peut faire l'objet d'une étroite surveillance politique. Dès 1770, Ferdinando Galiani, brillant économiste du royaume de Naples, constatait : « *le blé peut être regardé comme une production du sol, et sous cette vue, il appartient au commerce et à la législation économique. Ensuite il peut et doit en même temps être regardé comme la matière de première nécessité et le premier soin dans l'ordre civil des sociétés, et sous ce point de vue, il appartient à la politique et à la raison d'État* »<sup>163</sup>. Le blé est la céréale emblématique de l'espace méditerranéen<sup>164</sup> et analyser son évolution régionale permet, dans une certaine mesure de construire le baromètre des inter-relations quotidiennes entre géopolitique et agriculture. Quelques chiffres suffisent pour plan-

ter ce décor stratégique spécifique. Depuis quelques années, les cinq pays qui constituent l'Afrique du Nord – Maroc, Algérie, Tunisie, Libye et Égypte – polarisent en moyenne entre le sixième et le cinquième des importations internationales. Ils représentent 6 % de la consommation mondiale, alors qu'ils abritent moins de 2 % de la population de la planète. La consommation de blé y a augmenté de + 18 % entre 2004 / 2005 et 2010 / 2011 contre + 7 % à l'échelon mondial. Plus de la moitié des céréales consommées est importée (*Tableau 1* et *Graphique 6*). En ajoutant le Moyen-Orient<sup>165</sup> à l'Afrique du Nord, les chiffres prennent davantage de poids. La zone géographique Afrique du Nord – Moyen-Orient (ANMO) consomme en moyenne 14 % du blé mondial, mais assure seulement 9 % de la production. Elle concentre ainsi environ 30 % des importations totales, avec un pic à 36 % lors de la campagne 2008/2009, lorsque le spectre des émeutes de la faim s'est combiné avec de mauvaises récoltes (*Tableau 1*).

La situation céréalière des pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient apparaît ainsi très défavorable. Pourtant, jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, la France importait du blé de ses trois colonies du Maghreb<sup>166</sup>. Dans les années 1934 – 1939, l'Afrique du Nord, c'est-à-dire essentiellement l'Algérie, lui fournissait même 490 000 tonnes des 700 000 tonnes importées en moyenne chaque année. En 1938, l'Algérie, alors département français,

145. S. Abis et F. Tamliti, « Les dynamiques agricoles euro-méditerranéennes », note d'analyse du CIHEAM n°63, Paris (France), juin 2011.

146. En juillet 2011, l'EFSA a fait savoir que seulement 20 % des 2 758 allégations santé examinées sur des produits issus des États-membres avaient reçu un avis scientifique positif.

147. Voir G. Fumey, *Géopolitique de l'alimentation*, Auxerre, Éditions Sciences Humaines, 2008.

148. J. Gustavsson, C. Cederberg, U. Sonesson, R. Van Otterdijk, A. Meybeck, *Global food losses and food waste. Extent, causes and prevention*, FAO, Rome (Italy), 2011.

149. Rapport conjoint de la FAO et du Ministère tunisien de l'agriculture et de l'environnement, « *Problématiques de sécurité alimentaire en Tunisie* », Tunis, juin 2011.

150. The World Watch Institute, *State of the World 2011: Innovations that Nourish the Planet*, Washington (USA), 2011.

151. A. Prakash (eds), *Safeguarding food Security in Volatile Global Markets*, FAO, Rome (Italy), 2011.

152. B. Munier, « *La faune à la spéculation ?* », *Paysans*, n°326, mars – avril 2011.

153. T. Jones, « *The Great Hunger Lottery. How Banking speculation causes food crises* », World Development Movement, July 2010.

154. M. Touati, « *Les matières premières agricoles : une nouvelle terre de spéculation ?* », in Jean-François Gleizes, *Comment nourrir le Monde ?*, Éditions de l'Aube et Passions Céréales, 2011.

155. J.-P. Jamet, « *Crises alimentaires et marchés agricoles* », in *Futuribles*, n°371, Paris (France), février 2011.

156. F. Kaufman, « *How Goldman Sachs created the food crisis* », in *Foreign Policy*, April 27, 2011.

157. B. Worthy, « *Broken Markets. How financial market regulation can help prevent another global food crisis* », World Development Movement, September 2011.

158. FAO, FIDA, PAM, *Comment la volatilité des cours internationaux porte-t-elle atteinte à l'économie et à la sécurité alimentaire des pays ?*, Rapport annuel sur l'état de l'insécurité alimentaire dans le Monde, Rome, octobre 2011.

159. UNCTAD, « *Price Volatility in Food and Agricultural Markets : Policy Responses* », Policy Report including contributions by FAO, IFAD, IMF, OECD, UNCTAD, WFP, the World Bank, the WTO, IFPRI and the UN HLTE, June 2011.

160. Le Maire, « *How the G-20 can prevent a food crisis* », in *Foreign Policy*, March 14, 2011.

161. « *If words were food, nobody would go hungry* », in *The Economist*, 21 November 2009.

162. Juvenal, *Satires*, Paris, CUF, Les Belles-lettres, 1996.

163. F. Galiani, *Dialogues sur le commerce des Bleds*, Londres, 1770.

164. Le pain constitue l'aliment de base et la nourriture principale des pays arabes. Le mot « *aysh* », qui désigne à la fois le pain et le riz dans la péninsule arabe, signifie littéralement « *vie* », « *vivre* ».

165. Selon la classification de l'USDA, il s'agit des pays suivants : Arabie saoudite, Bahreïn, Emirats Arabes Unis, Irak, Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Oman, Qatar, Syrie, Turquie et Yémen.

166. M. Baumont, *Le blé*, collection Que-sais-je ?, Paris, Presses universitaires de France, 1943. Tous les chiffres indiqués pour la période de l'entre-deux-guerres en sont extraits.

**TABEAU 1**  
**Blés : données comparées / Afrique du Nord, Moyen-Orient et monde**  
**Consommation (en millions de tonnes et en pourcentage du volume total)**

	2004 / 2005		2005 / 2006		2006 / 2007		2007 / 2008	
Algérie	7,300	1,2 %	7,500	1,2 %	7,650	1,2 %	8,050	1,3 %
Égypte	14,200	2,3 %	14,800	2,4 %	15,450	2,5 %	15,800	2,6 %
Maroc	6,600	1,1 %	6,800	1,1 %	7,150	1,2 %	7,225	1,2 %
<b>Afrique du Nord</b>	<b>32,308</b>	<b>5,3 %</b>	<b>33,514</b>	<b>5,4 %</b>	<b>33,895</b>	<b>5,5 %</b>	<b>35,825</b>	<b>5,8 %</b>
<b>Moyen-Orient</b>	<b>48,958</b>	<b>8,1 %</b>	<b>49,912</b>	<b>8,0 %</b>	<b>50,635</b>	<b>8,2 %</b>	<b>50,758</b>	<b>8,2 %</b>
<b>ANMO *</b>	<b>81,266</b>	<b>13,4 %</b>	<b>83,426</b>	<b>13,4 %</b>	<b>84,530</b>	<b>13,7 %</b>	<b>86,583</b>	<b>14 %</b>
<b>Monde</b>	<b>606,822</b>	<b>100 %</b>	<b>624,215</b>	<b>100 %</b>	<b>616,870</b>	<b>100 %</b>	<b>617,576</b>	<b>100 %</b>
	2008 / 2009		2009 / 2010		2010 / 2011		2011 / 2012 **	
Algérie	8,300	1,3 %	8,550	1,3 %	8,750	1,3 %	8,850	1,3 %
Égypte	17,200	2,7 %	17,900	2,7 %	17,700	2,7 %	18,300	2,7 %
Maroc	7,450	1,6 %	8,100	1,2 %	8,250	1,3 %	8,750	1,3 %
<b>Afrique du Nord</b>	<b>37,475</b>	<b>5,8 %</b>	<b>39,350</b>	<b>6,0 %</b>	<b>39,325</b>	<b>6,0 %</b>	<b>40,500</b>	<b>6,0 %</b>
<b>Moyen-Orient</b>	<b>52,669</b>	<b>8,2 %</b>	<b>53,615</b>	<b>8,2 %</b>	<b>54,038</b>	<b>8,3 %</b>	<b>54,400</b>	<b>8,0 %</b>
<b>ANMO *</b>	<b>90,144</b>	<b>14 %</b>	<b>92,965</b>	<b>14,2 %</b>	<b>93,363</b>	<b>14,3 %</b>	<b>94,900</b>	<b>14 %</b>
<b>Monde</b>	<b>642,312</b>	<b>100 %</b>	<b>652,322</b>	<b>100 %</b>	<b>654,730</b>	<b>100 %</b>	<b>676,860</b>	<b>100 %</b>

**Importations (en millions de tonnes et en pourcentage du volume total)**

	2004 / 2005		2005 / 2006		2006 / 2007		2007 / 2008	
Algérie	5,398	4,8 %	5,469	4,8 %	4,879	4,2 %	5,904	5,0 %
Égypte	8,150	7,2 %	7,771	6,8 %	7,300	6,3 %	7,700	6,6 %
Maroc	2,272	2,0 %	2,418	2,1 %	1,801	1,6 %	4,192	3,6 %
Tunisie	1,079	1,0 %	1,263	1,1 %	1,433	1,2 %	2,372	2,0 %
<b>Afrique du Nord</b>	<b>18,407</b>	<b>16,3 %</b>	<b>18,560</b>	<b>16,3 %</b>	<b>16,297</b>	<b>14,1 %</b>	<b>21,742</b>	<b>18,7 %</b>
<b>Moyen-Orient</b>	<b>10,202</b>	<b>9,0 %</b>	<b>13,099</b>	<b>11,5 %</b>	<b>10,425</b>	<b>9,0 %</b>	<b>11,810</b>	<b>10,1 %</b>
<b>ANMO *</b>	<b>28,609</b>	<b>25,3 %</b>	<b>31,659</b>	<b>27,8 %</b>	<b>26,722</b>	<b>23,1 %</b>	<b>33,552</b>	<b>28,8 %</b>
<b>Monde</b>	<b>113,210</b>	<b>100 %</b>	<b>113,857</b>	<b>100 %</b>	<b>115,550</b>	<b>100 %</b>	<b>116,433</b>	<b>100 %</b>
	2008 / 2009		2009 / 2010		2010 / 2011		2011 / 2012 **	
Algérie	6,356	4,4 %	5,167	3,8 %	6,300	4,8 %	5,800	4,4 %
Égypte	9,900	7,0 %	10,300	7,7 %	10,600	8,0 %	10,000	7,6 %
Maroc	3,759	2,6 %	2,304	1,7 %	3,900	3,0 %	2,100	1,6 %
Tunisie	1,768	1,2 %	1,534	1,1 %	1,800	1,4 %	1,700	1,3 %
<b>Afrique du Nord</b>	<b>23,472</b>	<b>16,4 %</b>	<b>21,396</b>	<b>16,0 %</b>	<b>24,000</b>	<b>18,2 %</b>	<b>21,000</b>	<b>15,9 %</b>
<b>Moyen-Orient</b>	<b>28,218</b>	<b>19,7 %</b>	<b>22,515</b>	<b>16,8 %</b>	<b>17,106</b>	<b>13,0 %</b>	<b>18,125</b>	<b>13,7 %</b>
<b>ANMO *</b>	<b>51,690</b>	<b>36,1 %</b>	<b>43,911</b>	<b>32,8 %</b>	<b>41,106</b>	<b>31,2 %</b>	<b>39,125</b>	<b>29,6 %</b>
<b>Monde</b>	<b>142,961</b>	<b>100 %</b>	<b>134,393</b>	<b>100 %</b>	<b>131,671</b>	<b>100 %</b>	<b>132,339</b>	<b>100 %</b>

**Production (en millions de tonnes et en pourcentage du volume total)**

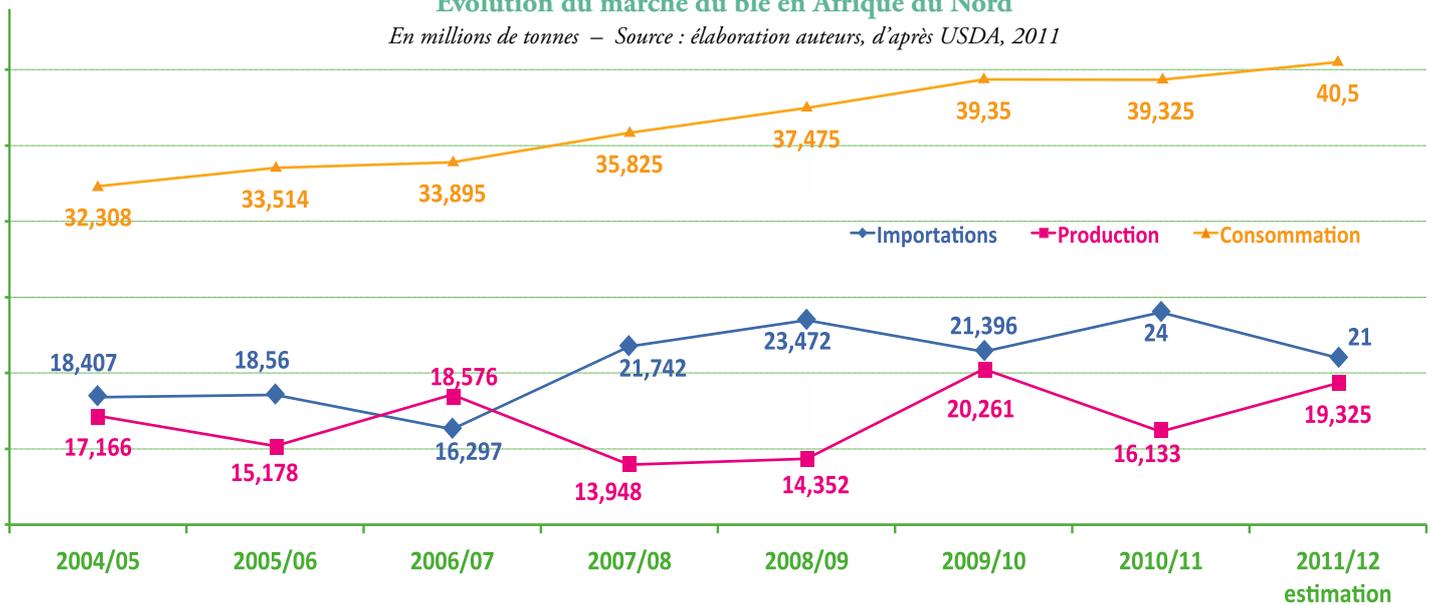
	2004 / 2005		2005 / 2006		2006 / 2007		2007 / 2008	
<b>Afrique du Nord</b>	<b>17,166</b>	<b>2,7 %</b>	<b>15,178</b>	<b>2,4 %</b>	<b>18,576</b>	<b>3,1 %</b>	<b>13,948</b>	<b>2,3 %</b>
<b>Moyen-Orient</b>	<b>41,463</b>	<b>6,6 %</b>	<b>42,020</b>	<b>6,8 %</b>	<b>41,300</b>	<b>6,9 %</b>	<b>41,040</b>	<b>6,7 %</b>
<b>ANMO *</b>	<b>58,629</b>	<b>9,3 %</b>	<b>57,198</b>	<b>9,2 %</b>	<b>59,876</b>	<b>10,0 %</b>	<b>54,988</b>	<b>9,0 %</b>
<b>Monde</b>	<b>625,738</b>	<b>100 %</b>	<b>620,851</b>	<b>100 %</b>	<b>596,304</b>	<b>100 %</b>	<b>612,095</b>	<b>100 %</b>
	2008 / 2009		2009 / 2010		2010 / 2011		2011 / 2012 **	
<b>Afrique du Nord</b>	<b>14,352</b>	<b>2,1 %</b>	<b>20,261</b>	<b>3,0 %</b>	<b>16,133</b>	<b>2,5 %</b>	<b>19,325</b>	<b>2,8 %</b>
<b>Moyen-Orient</b>	<b>30,325</b>	<b>4,4 %</b>	<b>38,369</b>	<b>5,6 %</b>	<b>40,175</b>	<b>6,2 %</b>	<b>39,040</b>	<b>5,6 %</b>
<b>ANMO *</b>	<b>44,677</b>	<b>6,5 %</b>	<b>58,630</b>	<b>8,6 %</b>	<b>56,308</b>	<b>8,7 %</b>	<b>58,365</b>	<b>8,4 %</b>
<b>Monde</b>	<b>682,790</b>	<b>100 %</b>	<b>684,395</b>	<b>100 %</b>	<b>648,198</b>	<b>100 %</b>	<b>678,115</b>	<b>100 %</b>

\* ANMO : Afrique du Nord + Moyen-Orient - \*\* Estimation

Source : Calculs et élaboration des auteurs, d'après USDA, 2011

Graphique 6  
Évolution du marché du blé en Afrique du Nord

En millions de tonnes – Source : élaboration auteurs, d'après USDA, 2011



produisait 950 000 tonnes de blé, la Tunisie 380 000 tonnes et le Maroc 630 000 tonnes. De même, l'Égypte importait 30 000 tonnes en moyenne par an sur la période 1932-1939, alors qu'elle est aujourd'hui le premier pays importateur mondial et achète en moyenne 10 millions de tonnes par an. Au fil des années, après avoir tenté d'atteindre une certaine auto-suffisance alimentaire, la croissance démographique a poussé ces pays à s'approvisionner sur les marchés extérieurs. Les *Plans d'ajustement structurels* (PAS) établis dans les années quatre-vingts et quatre-vingt-dix n'ont fait que renforcer cette tendance. Il est vrai que l'ouverture économique a coïncidé avec une période où les prix des produits de base étaient bas sur les marchés mondiaux, en raison notamment de la guerre commerciale entre les États-Unis et l'Europe. Les États pouvaient donc percevoir des droits de douane sur les marchandises importées et ainsi alimenter leurs budgets, sans pour autant augmenter trop le prix des produits et obérer l'accès à l'alimentation de leur population. Sur la campagne 2010 / 2011, neuf pays arabes étaient ainsi classés parmi les vingt-cinq plus grands acheteurs mondiaux de blé<sup>167</sup>. La situation est structurelle et les mêmes pays se retrouvent chaque campagne parmi les principaux clients des greniers à blé de la planète. L'hyper-dépendance céréalière des pays arabes se traduit en effet par des approvisionnements mondialisés. La région constitue un débouché stratégique pour tous les grands exportateurs de grains, qu'il s'agisse de la France, la Russie, l'Ukraine, le Kazakhstan, les États-Unis, le Canada, l'Argentine ou l'Australie.

Cette sécurité alimentaire, fondée sur des approvisionnements extérieurs constitue depuis plusieurs années un outil majeur pour acheter la paix socio-politique. Mais les États sont obligés de recourir à des parades lorsque les prix remontent. La première

est de diminuer les droits de douane. Il leur est aussi possible de répercuter la hausse sur les prix à la consommation, mais l'histoire a prouvé que les possibilités en la matière sont limitées : témoins les émeutes du pain en Égypte en 1977, en Tunisie en 1984 ou en Jordanie en 1996<sup>168</sup>. Subventionner les produits de base constitue la méthode la plus employée dans l'espace arabe comme sur d'autres continents. Mais ceci n'a pas empêché l'Égypte de connaître de nouvelles émeutes, certes très limitées, en 2008, au moment où des pays africains et sud-américains enregistraient un réel emballement social causé par le renchérissement des prix agricoles. La crise sociale égyptienne de 2008 ne résulte pas d'un abandon préalable des subventions, mais du fait que les boulangeries subventionnées ont été prises d'assaut, la population habituellement consommatrice de pain non-subventionné se reportant sur le pain *baladi*. 40 % des Égyptiens vivent en effet avec moins de deux dollars par jour et 40 % des dépenses moyennes des ménages restent consacrées à l'alimentation. La part des céréales représente le quart de ce poste, alors que 60 % du blé consommé proviennent de l'étranger. Près de 75 % de la population bénéficient du système des subventions qui sont attribuées via deux mécanismes complémentaires. Le premier repose sur l'attribution de cartes de rationnement mensuelles qui donnent droit à certains ménages à une quantité précise d'aliments de base (riz, huiles, sucre). Le second concerne le subventionnement du pain *baladi*, autrement dit le « *pain du pays* », une galette de 130 grammes vendue cinq

167. Données USDA. Il s'agit de l'Égypte (1<sup>er</sup> rang), l'Algérie (4<sup>e</sup>) et le Maroc (9<sup>e</sup>), suivis de l'Irak, du Yémen, de la Tunisie, de l'Arabie saoudite, du Soudan et de la Libye. Deux pays méditerranéens, la Turquie et Israël, figurent également dans la liste.

168. En Tunisie en 1984 et en Jordanie en 1996, les émeutes étaient liées à la tentative de supprimer les subventions aux produits de base, ce qui revenait à répercuter la hausse des cours sur les prix des produits de consommation.

piastres. Pour maintenir ce prix, l'autorité égyptienne chargée de l'approvisionnement (GASC) prend en charge le différentiel entre le prix d'achat du blé (local et international) et le prix bas auquel il alloue le blé aux minoteries. Mais ce système souffre d'imperfections (ciblage imparfait des subventions sur les populations, utilisation fréquente pour nourrir le bétail) et alimente l'économie informelle<sup>169</sup>. De plus, il coûte cher, même s'il apparaît légitime eu égard au taux élevé de pauvreté du pays et plus largement de la région. Selon la Banque mondiale<sup>170</sup>, l'Égypte a consacré 2,1 % de son PIB aux subventions alimentaires en 2009 contre 0,8 % en 2000, 1,3 % en 2007 et 1,7 % en 2008<sup>171</sup>. En raison de la hausse du prix des céréales, les subventions alimentaires pèsent davantage dans la pondération du PIB égyptien et représentent, en valeur absolue, un effort financier de plus en plus conséquent. La facture serait passée de 800 millions de dollars en 2000 à 3,8 milliards en 2009, soit près de cinq fois plus, alors que la population a augmenté de seulement 20 % sur la période. De son côté, le système privé doit de plus en plus souvent faire face à une variation de ses revenus, compte tenu de la volatilité du prix du blé et des farines. Or, le prix du blé représente en moyenne 70 % du prix de revient d'une baguette égyptienne contre moins de 10 % en France.

À peine disparue au début de l'année 2009, l'inquiétude alimentaire a vite refait surface dans toute l'aire arabe. Les prix sur les marchés mondiaux se sont mis à remonter en 2010 et la rue s'est progressivement soulevée, sans que le lien entre les deux soit aussi ténu qu'on pourrait le penser<sup>172</sup>, malgré les alertes<sup>173</sup>. Dès le début des soulèvements, la plupart des pouvoirs en place ont fait une lecture socio-économique plus que politique des aspirations et ont pris des mesures pour contenir la hausse des produits alimentaires<sup>174</sup>. Début février 2011, le ministère de l'Économie libanais a ainsi accepté de vendre le blé importé aux minotiers à 310 dollars la tonne, quels que soient les cours mondiaux et les minotiers se sont engagés à livrer la farine à 400 dollars aux boulangers. En Syrie, le gouvernement a annoncé le 17 février 2011 une baisse des taxes à hauteur de 53,3 % pour l'huile, 20 % sur les graisses animales et 25 % sur le sucre. Parallèlement, un fonds national pour l'aide sociale d'un montant de 250 millions de dollars a été mis en place pour venir en aide aux plus démunis. En Jordanie, le roi Abdallah II a demandé « *que les produits de base soient au plus bas prix possible* » dès le début du mois de février. Il a ordonné à l'armée, qui détient plus de quatre-vingts coopératives alimentaires, « *de ne pas augmenter les prix (...) en particulier du riz et du sucre*<sup>175</sup> », alors que les rassemblements de protestation lancés le 14 janvier 2011, avec l'appui des syndicats et des partis de gauche, avaient notamment pour slogan « *le pain est une ligne rouge*<sup>176</sup> ». En Algérie, environ 4 milliards de dollars ont été mobilisés en 2011 dans le cadre du soutien aux prix alimentaires de base et ces subventions ont représenté 2,7 % du PIB national. Entre janvier et octobre 2011, l'Algérie a dépensé 2,4 milliards de dollars de blé, contre 1 milliard sur la même période en 2010. Elle a ainsi

acheté environ 6,4 millions de tonnes pour constituer des stocks. Tous produits confondus, la facture de ses importations alimentaires s'est élevée à 7,3 milliards de dollars sur les neuf premiers mois de 2011, soit une hausse de + 67 % par rapport à l'année précédente, sur la même période. Au Koweït, au prétexte du cinquantième anniversaire de l'indépendance, l'émir Cheikh Sabah al-Ahmad al-Sabah a décidé que les aliments de base seraient gratuits durant quatorze mois pour ses sujets, soit 1,1 million de personnes. Tous ces exemples prouvent que la manne tirée de la vente des hydrocarbures peut permettre à certains États rentiers de mettre en place des mesures certes alimentaires, mais surtout socio-politiquement préventives.

Pour d'autres, le problème est plus difficile à résoudre. En Tunisie, les céréales auraient constitué, en moyenne ces dernières années, environ 6 % du total des dépenses des ménages, mais le pourcentage atteindrait près de 30 % pour les populations à faibles revenus. Là encore, l'impact financier des subventions aux céréales est important puisqu'il a représenté 7 % du budget de l'État et environ 2 % du PIB en 2008<sup>177</sup>. En avril 2011, après la révolution, le gouvernement de transition a même annoncé une augmentation de 60 % des subventions, portant l'estimation à 860 millions de dollars pour les produits alimentaires de base : compte tenu de la stagnation économique, la facture pourrait donc dépasser les 2 % du PIB en 2011. De son côté, le Maroc a accentué son dispositif en allouant près de 5 milliards de dollars à sa Caisse de compensations, au lieu des 2,1 milliards prévus dans la loi de finances 2011. L'essentiel permet de soutenir les produits énergétiques, mais les subventions alimentaires représenteront tout de même 750 millions de dollars, soit 1 % du PIB prévu pour 2011. Redoutant le climat géopolitique régional et alimentaire, le Maroc a fortement investi sur le marché céréalier au moment où les prix étaient très hauts. Résultat : ses importations de blés tendre et dur lui ont coûté près de 750 millions de dollars entre janvier et avril 2011, soit cinq fois plus qu'en 2010 à la même période. Mais le Royaume redoute le retour de manifestations contre la vie chère comme celles qu'il a connues en 2008 : 3 % du budget de l'État avaient alors été consacrés aux dépenses de compensation alimentaire. En Égypte aussi, le souvenir des « émeutes » de la faim de 2008 a rendu les autorités très vigilantes par rapport à la délicate conjoncture du début 2011, résultant de l'embargo russe sur les exportations céréalières et de la hausse du prix des matières premières depuis l'été 2010. Là encore, il est difficile d'évaluer le poids de la question alimentaire et la vie chère dans la combinaison de facteurs ayant poussé la population à se révolter en janvier 2011 et à renverser le régime en février, mais il est impossible de l'exclure<sup>178</sup>. Et aujourd'hui, la variable alimentaire joue toujours un rôle stratégique dans le contexte socio-économique dégradé de l'Égypte. Si, en janvier 2011, le prix du blé était 30 % plus cher qu'en janvier 2010, en juin, l'inflation alimentaire était en hausse de 20 % par rapport au même

mois de 2010 et contribuait fortement à l'inflation générale. Au total, 4 milliards de dollars auraient été mobilisés en 2011 dans le cadre des subventions alimentaires nationales. À très court terme, l'Égypte, déjà confrontée à de nombreux défis, devra conduire de profondes réflexions sur l'efficacité de son système, tout comme sur sa soutenabilité budgétaire<sup>179</sup>.

À moyen terme, toutes ces mesures ne sont pas soutenables. Elles amortissent certes les chocs, mais la situation n'est pas durable si ceux-ci sont trop fréquents. Les partisans de la réduction soulignent que les budgets publics consacrés au pain contrarient d'autres dépenses essentielles dans le domaine de la santé ou de l'éducation<sup>180</sup>. Parallèlement, alléger, voire supprimer les subventions alimentaires porterait un coup sévère aux politiques sociales de ces pays, alors que la période est marquée par de grandes difficultés économiques. Autrement dit, intenable mais incontournable, voici clairement la quadrature du cercle, alors même que la volatilité des prix devrait s'amplifier. Au final, tout cela stimule le jeu des grandes puissances exportatrices, conscientes que la zone méditerranéenne constitue un débouché stratégique majeur. Il est d'ailleurs intéressant de voir combien les rivalités se sont renforcées ces derniers mois, lorsque les pays arabes se sont mis à examiner autant la qualité que le prix des cargaisons de blés proposées en réponse à leurs appels d'offres. À l'automne 2011, les céréales de la mer Noire s'avéraient les plus compétitives sur la Méditerranée grâce à des prix parfois inférieurs de 10 à 15 % aux céréales européennes<sup>181</sup>, et ce même si les défaillances logistiques, les incertitudes politico-juridiques et les variabilités interannuelles des récoltes handicapent la compétitivité de la Russie, de l'Ukraine ou du Kazakhstan<sup>182</sup>. Entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 30 octobre 2011, 85 % des achats égyptiens de blé ont ainsi été réalisés avec la Russie, tandis que les Ukrainiens exportaient beaucoup de maïs en Tunisie ou en Jordanie et que les pays du Maghreb, notamment l'Algérie, restaient fortement importateurs de blé tendre français ou, comme le Maroc, de blé dur canadien. Cette géopolitique du blé ne fait que croître dans un contexte socio-politique explosif au sein des pays importateurs et rien ne laisse à penser que la tendance pourrait s'infléchir. Pain et libertés forment un couple interdépendant, dont l'histoire enseigne qu'il a été au cœur de tournants majeurs<sup>183</sup>. Début 2011, les manifestants du Caire protestaient, tout en se passionnant pour les matchs de football opposant, place Tahrir, l'équipe du « pain » à celle de la « liberté ». Néanmoins, si certains ont longtemps pensé pouvoir éteindre les contestations socio-politiques avec du « pain » bon marché, le printemps arabe a démontré les limites de cette stratégie. Les revendications sont apparues beaucoup plus amples ces derniers mois. Comme l'écrit l'expert libanais Rami Zurayk : « *les États arabes pensaient qu'ils pouvaient calmer les révoltes avec des tonnes de pain. Ils ne réalisaient pas que les populations étaient affamées de liberté, autrement dit quelque chose qui ne peut pas s'acheter. Ceci ne signifie pas que ces réalités socio-économiques n'ont pas joué*

*de rôle. Les prix alimentaires ont été utilisés pour mobiliser les protestataires. Mais les gens ne se sont pas levés pour demander plus de pain. Les révoltes étaient dirigées contre le régime, contre ceux qui ont créé un système qui notamment les insécurise sur le plan alimentaire* »<sup>184</sup>. De même, l'économiste marocain Najib Akesbi suggère « *qui peut continuer d'ignorer que les peuples sont « affamés » aussi de dignité, et donc de démocratie, sachant que celle-ci, comme l'a si bien démontré Amartya Sen, constitue un rempart efficace pour empêcher une crise alimentaire de dégénérer en famine et cette dernière d'accoucher d'une révolution ?* »<sup>185</sup>. Alors que ces pays, du moins certains, sont entrés dans une phase de transition politique, c'est la nature démocratique de celle-ci qui sera déterminante sur le plan des libertés, mais aussi sur le plan alimentaire. Le progrès économique et social, qui conditionne la sécurité alimentaire, et la qualité des institutions se nourrissent mutuellement. Comme le déclarait au XVII<sup>e</sup> siècle le dramaturge anglais, Sir William Davenant, « *abandonnons nos institutions et la pauvreté nous envahira insensiblement* »<sup>186</sup>. À cette époque, le royaume avait (dans le sang) opéré sa mue de l'absolutisme vers le parlementarisme. Toute comparaison comporte évidemment ses limites, mais il y a là un sujet de réflexion pour des pays qui s'inscrivent dans un moment de refondation institutionnelle.

169. A. Ciezadlo, « *Let Them Eat Bread ; How Food Subsidies Prevent (and Provoke) Revolutions in the Middle East* », in Foreign Affairs, March 23, 2011.

170. World Bank, « *Egypt's Food Subsidies : benefit incidence and leakages* », September 2010.

171. S. Abis, P. Blanc, F. Lerin, M. Mezouaghi (coord.), *Perspectives des politiques agricoles en Afrique du Nord*, CIHEAM/AFD, Options Méditerranéennes, Série B n°64, Montpellier, janvier 2010.

172. J. Sheeran, « *Le rôle de l'alimentation dans les troubles sociaux au Moyen-Orient* », communiqué de presse de la Directrice Exécutive du Programme Alimentaire Mondial (PAM) du 7 février 2011.

173. S. Abis, « *L'Afrique du nord face à la dépendance céréalière* », Note d'alerte du CIHEAM, n°74, Paris, 14 janvier 2011 ; P. Krugman, « *Droughts, Floods and Food* », in the New York Times, 7 February 2011.

174. The Economist, « *Arab Economies : throwing money at the street* », March 12<sup>th</sup>, 2011.

175. Ibid.

176. Ibid.

177. FAO, Ministère tunisien de l'Agriculture et de l'Environnement, « *Problématiques de sécurité alimentaire en Tunisie* », Résumé analytique du rapport, juin 2011.

178. A. Shahine, M. Fam, « *Egyptian Inflation Accelerates With Jump in Food Prices That Sparked Riots* », Bloomberg, April 10, 2011.

179. R. Ramadan, A. Thomas, *Evaluating the impact of reforming the food subsidy program in Egypt : a mixed demand approach*, Food policy, Elsevier, 2011.

180. M. El Dahan « *Egypt inches towards food subsidy reform* », in Reuters, 28 September 2011.

181. R. Ruitenberg, « *Wheat shippers battle for sales as global grain glut expands : commodities* », in Bloomberg, 14 November 2011.

182. Le projet est régulièrement évoqué par la Russie, l'Ukraine et le Kazakhstan de créer une union douanière afin de coordonner leurs stratégies d'exportations de grains et mettre en place une politique de formation des prix indépendante des recommandations des traders. Cette idée a été évoquée dès 2007 par la Russie qui envisageait alors, à moyen terme, d'élargir l'union à la Turquie, la Hongrie, la Bulgarie et la Roumanie. Le projet reste hypothétique, mais il traduit la volonté souvent exprimée par Moscou de créer une OPEP du blé.

183. S. L. Kaplan, « *De 1789 à l'intifada égyptienne, le pain reste le symbole de la contestation sociale* », Le Monde, 8 février 2011.

184. R. Zurayk, *Food, Farming and Freedom, Sowing the Arab Spring*, Just World Books, Charlottesville (USA), 2011.

185. N. Akesbi, « *Révoltes du pain et dilemme des gouvernants* », in *New Medit*, n°01/2011, CIHEAM, Bari, March 2011.

186. Cité dans A. Peyrefitte, *Du miracle en économie, Leçons au collège de France*, Éditions Odile Jacob, 1995, p.200.

## 5. DES RIVALITÉS QUI S'AIGUISSENT

L'agriculture et l'alimentation sont donc des sujets à fort sous-basement géopolitique. Mais les problématiques qu'elles soulèvent aujourd'hui sont d'autant plus difficiles à résoudre qu'elles se posent dans un moment de forte mondialisation, doublée d'une faible régulation étant donné la cassure multilatérale et ceci les rend encore plus crisogènes. Ces questions donnent également lieu à des confrontations au sein même des sociétés, elles-mêmes souvent soumises à des trajectoires centrifuges entre pôles urbains et ruraux au point que l'on peut évoquer là aussi une cassure.

### 5.1. La cassure multilatérale

Le XXI<sup>e</sup> siècle s'ouvre avec fracas et une nouvelle géopolitique se dessine, avec des conséquences fortes sur le plan agricole. Vingt ans après la disparition de l'Union soviétique et la fin de l'ordre bipolaire, une nouvelle grande page de l'histoire se tourne sans doute actuellement. Au tournant des années deux mille, le monde était géopolitiquement unipolaire, mais il s'affirmait déjà géoéconomiquement multipolaire. Dix ans plus tard, la domination américaine décline et ses propres fragilités économiques vont précipiter l'érosion de son influence, militaire d'abord et diplomatique ensuite. Simultanément, l'ambition stratégique des pays émergents se confirme. Ils apparaissent comme les moteurs de la croissance économique et de nouveaux acteurs globaux.

42

Ce n'est pas la fin *du* monde, c'est la fin *d'un* monde, celui né des décombres de la guerre froide et prolongé par la suite dans une lutte maladroite contre le terrorisme. Deux décennies durant lesquelles la « *fin de l'histoire* »<sup>187</sup> deviendra une illusion furtive, le « *choc des civilisations* »<sup>188</sup> sera régulièrement agité comme un épouvantail et la terre sera de plus en plus « *plate* »<sup>189</sup> pour finalement constater qu'un « *monde post-américain* »<sup>190</sup> se profile. La marche toujours plus vive de la globalisation se traduit par le rééquilibrage géoéconomique du monde. Signe parmi d'autres du phénomène : en 2010, pour la première fois, plus de 50 % des investissements directs étrangers (IDE) ont été dirigés vers des pays en développement et en transition<sup>191</sup>. De plus, les interconnexions entre les espaces régionaux bâtis autour d'anciens et de nouveaux pôles se sont renforcées. Résultat : en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, ces interdépendances, ainsi que l'affirmation de nouveaux pôles redessinent la cartographie d'une planète qui contraste avec les contours de l'atlas politique de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Depuis 2008, la crise financière accélère le déclin de puissance des États-Unis et des pays européens, alors que croît l'influence économique du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de l'Indonésie, de la Chine ou de la Corée du Sud (BRIICK)<sup>192</sup>. Ces six grandes économies émergentes pesaient 36 % du PIB mondial en 2010 et devraient compter pour 45 % à l'horizon 2025. D'autres prévisions, publiées en 2011<sup>193</sup>, laissent augurer de la vitesse des basculements géoéconomiques : le PIB de la Russie distancerait l'Allemagne en 2014

et celui de la Chine pourrait dépasser celui des États-Unis en 2019<sup>194</sup>.

Le 11 décembre 2001 est passé inaperçu ou presque dans les écrans radars stratégiques et médiatiques, alors focalisés sur le combat contre le terrorisme. Pourtant c'est un événement à la portée gigantesque, une date cruciale : celle de l'entrée de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'ascension de la Chine dans l'économie mondiale constitue l'un des événements majeurs du début de XXI<sup>e</sup> siècle<sup>195</sup>. Possédant les plus importantes réserves de change du monde – 2 650 milliards de dollars en 2011 – elle multiplie les investissements à l'étranger. Elle a pris position sur les dettes grecque, espagnole et portugaise au point de disposer sans doute de 7 % de la dette publique des pays de la zone euro, soit 630 milliards de dollars. Elle détient 21 % de la dette publique américaine, soit environ 900 milliards de dollars, sous forme de bons du trésor. Elle pénètre les zones arabe et africaine pour y conquérir des marchés et surtout des ressources et les pays de la région n'hésitent plus à faire appel à son aide économique car les prêts de Pékin sont généralement moins contraignants que ceux de la Banque mondiale. La dynamique de croissance chinoise détermine aussi l'évolution des marchés de matières premières. Premier producteur de blé et de riz, Pékin a pu jusqu'à récemment nourrir sa population. Mais la situation évolue car ses rendements stagnent, alors que la demande interne se maintient. La Chine augmente donc ses achats de coton, de soja, de viande porcine, de volailles et, peut-être demain, de blé et de riz. Elle cherche aussi à diversifier ses fournisseurs et a ouvert un corridor majeur avec l'Amérique latine : en particulier le Brésil devenu son partenaire privilégié puisqu'en 2010, elle a absorbé environ 15 % des exportations agricoles brésiliennes. Résultat : « *la Chine provoquerait sans doute un véritable big bang sur les marchés mondiaux agricoles* »<sup>196</sup> en cas de recours massif aux importations dans un avenir proche.

Dans ce contexte de mondialisation économique en pleine accélération et d'interrogations sur l'équité de ses effets, deux grands modèles rivalisent<sup>197</sup>. Le premier, communautariste, repose sur des contrats sociaux de l'intérieur. Il s'intéresse aux impacts de l'ouverture commerciale sur le monde et sur les ajustements socio-économiques nécessaires au sein des États pour y préserver justice et stabilité. Le second, *internationaliste* et libéral, défend une approche dynamique du commerce mondial, capable de stimuler la création de richesses et la convergence des revenus. Il s'inspire de l'idée classique selon laquelle le commerce favorise la paix et considère que la mondialisation représente une opportunité pour les pays en développement.

Ce second modèle s'est imposé à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, en pleine révolution libérale chère au président américain Ronald Reagan, sous le titre de *consensus de Washington*. Mais, depuis, les espoirs théoriques se sont heurtés à la dure réalité des faits. La libéralisation asymétrique du commerce entre pays riches et pauvres

n'a fait que consacrer les divergences économiques et les écarts de développement. En obtenant l'ouverture des secteurs agricoles des États les plus démunis, les pays les plus riches – généralement englobés sous le vocable désormais dénué de sens de *pays du Nord* – ont provoqué de graves distorsions car les accords n'ont pas été à l'avantage de toutes les parties. En 2001, c'est d'ailleurs sur ce constat qu'a été lancé à Doha, dans le cadre de l'OMC, le cycle de négociations dit du développement. Mais dix ans plus tard, il n'a toujours pas abouti et les négociations sur le commerce international restent bloquées. Depuis le début des années deux mille, le modèle libéral est pourtant remis en cause. Les premiers à le faire ont été les courants altermondialistes qui prétendent dessiner un modèle cosmopolite, capable d'apporter la justice économique aux plus pauvres de la planète. Les discours à tendances nationalistes, émis dans les pays riches sont plus récents, mais ils surfent sur les peurs engendrées par le basculement géopolitique du monde et les effets pluriels de la crise financière actuelle pour promouvoir des appels à la *démondialisation* de l'économie. Certes, il est avéré que la globalisation économique a eu tendance à renforcer les inégalités sociales et spatiales à travers le globe. Mais il est surprenant de voir aujourd'hui, au plus fort de la crise économique, des États comme la Chine ou la Russie défendre le modèle capitaliste<sup>198</sup>.

Si globalisation des échanges il y a, rien n'annonce pour autant l'avènement d'un marché unique international. Les intérêts individuels sont trop forts pour que se façonne un cadre commercial lisse et global. Au contraire, la compétition s'accélère. Cette rivalité silencieuse s'exprime aujourd'hui *via* la conquête des ressources africaines par les pays émergents : une situation qui laisse Européens et Américains mal à l'aise, compte tenu des lourds héritages du passé et des approches de ceux-ci en termes de politiques du développement. Pourtant, il est clair que le concept d'aide pour le développement bat de l'aile. Le discours concernant l'Afrique change en reconnaissant que l'industrialisation est davantage le fait d'investissements et de prises de positions chinois, indiens ou brésiliens. L'afro-pessimisme n'est plus forcément de mise<sup>199</sup>. Même si elle partait de très bas, la Chine a quintuplé son aide à l'Afrique entre 2000 et 2010. Le Brésil se positionne également comme l'un des premiers donateurs : en 2008, l'Embrapa, l'institut public brésilien de recherche agricole, a ouvert un bureau à Accra au Ghana afin de stimuler le transfert de technologies dans l'agriculture et l'élevage. Un élément-clé de ces dynamiques réside peut-être dans le fait que les pays africains entendent s'inspirer des expériences chinoise, brésilienne ou indienne en matière de développement, car les trajectoires de ces pays sont loin d'avoir été dictées par le *consensus de Washington* qui est discrédité aux yeux de nombreux pays du Sud.

Il faut insister sur l'écart de représentations entre la vision occidentale et celles émanant du reste du monde. Pour les pays développés, États-Unis et Europe – englobés sous le terme *Occident* qui remonte à la guerre froide, mais s'essouffle depuis la chute

du mur de Berlin voici vingt ans – la promesse d'un nouvel ordre international esquissée au début des années quatre-vingt-dix passait par l'instauration de la démocratie (les démocraties ne se faisant pas la guerre, selon la loi remise en avant au début des années quatre-vingts par le politologue américain Michael Doyle) et d'un multilatéralisme censé régir démocratiquement les rapports internationaux. Mais ce multilatéralisme qui se voulait universel est en fait profondément occidental, pour ne pas dire américain<sup>200</sup>. Le concept n'a jamais véritablement trouvé l'écho planétaire espéré car il participe avant tout d'une approche intéressée. Il s'agit, pour l'Occident dominant, de trouver les moyens de pérenniser ses avantages et son influence sur la scène stratégique et économique mondiale : en somme, de préserver ses intérêts et de maintenir les rapports de force au moment où le monde basculait. L'Occident a donc continué à promouvoir le *consensus de Washington* via le FMI et, d'autre part, les règles du commerce via l'OMC qui a remplacé

187. F. Fukuyama, *The End of History and the Last Man*, Simon & Schuster, 1992. Dans cet essai, l'essayiste américain défend l'idée que la fin de la guerre froide et l'hégémonie des États-Unis sur le monde consacrent définitivement les modèles de la démocratie libérale et du capitalisme en économie. 188. S. P. Huntington, *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*, Simon & Schuster, 1996. Cet essai se veut une réponse à l'analyse de Fukuyama et propose un nouveau cadre conceptuel pour analyser les relations internationales. Il introduit les différences culturelles qualifiées de « civilisationnelles » comme clefs de lecture des tensions stratégiques et des relations conflictuelles. Huit aires géopolitiques sont ainsi suggérées : africaine, japonaise, orthodoxe, latino-américaine, hindoue, islamique, chinoise et occidentale.

189. T.L. Friedman, *The World Is Flat : A Brief History of the Twenty-First Century*, Farrar Straus & Giroux, 2005. Dans cet essai, l'éditorialiste du New York Times insiste sur les changements géostratégiques provoqués par le développement des technologies modernes de communication. Elles ouvrent une nouvelle ère d'hyper-connectivité, où les échanges humains et économiques vont exploser, avec les conséquences politiques que cela peut engendrer.

190. F. Zakaria, *The Post-American World*, WW Norton & Co, 2008. Dans cet essai, l'éditorialiste de Newsweek International alerte sur les mutations géopolitiques et géo-économiques en cours. Avant le déclenchement de la crise financière internationale, il annonce, la nécessité pour les États-Unis et l'Europe (le « monde occidental ») de s'adapter à la montée en puissance des pays émergents (Chine et Inde, notamment) afin de pouvoir continuer à jouer un rôle efficace dans le monde aux niveaux diplomatique, économique et culturel.

191. United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD), *World Investment Report 2011*, June 2011. Les flux mondiaux d'investissements étrangers directs (IED) ont légèrement augmenté en 2010, pour s'établir à 1 240 milliards de dollars. Mais ils restent inférieurs de 15 % à leur niveau moyen d'avant la crise financière, le record datant de 2007 avec 1 900 milliards de dollars.

192. World Bank, « *Global Development Horizons 2011. Multipolarity : the new Global Economy* », World Bank, Washington (USA), 2011.

193. J. Hawksworth, A. Tiwari, *The World in 2050. The accelerating shift of global economic power : challenges and opportunities*, PriceWaterHouseCoopers, London, January 2011.

194. Une projection publiée par Goldman Sachs en 2003 pointait l'année 2041 pour que le PIB de la Chine dépasse celui des États-Unis. D. Wilson and R. Purushothaman, « *Dreaming with BRICs : The Path to 2050* », Goldman Sachs Report, October 2003.

195. En 2009, la Chine a dépassé l'Allemagne et elle est devenue premier exportateur mondial. En 2010, elle a assuré 10 % des exportations de marchandises de la planète contre 6 % en 2003 et 2,5 % en 1993. En termes d'importations, elle se classe deuxième derrière les États-Unis. En 2010, elle a réalisé 9 % des importations mondiales contre 5 % en 2003 et 3 % en 1993. (OMC, *Annuaire statistiques sur le commerce international 2010*).

196. M. Kuhn et T. Pouch, « *L'agriculture chinoise au milieu du gué* », in Monde chinois, n°20, Hiver 2009-2010.

197. E.B. Kapstein, *Economic Justice in an Unfair World. Toward a level playing Field*, Princeton University Press, Princeton (USA), 2006.

198. N. Birdsall et F. Fukuyama, « *The Post-Washington Consensus : Development after the crisis* », in Foreign Affairs, Volume 90, n°02, March/April 2011.

199. J.-M. Severino et O. Ray, *Le temps de l'Afrique*, Paris, Odile Jacob, 2010.

200. P. Moreau-Defarges, « *Le multilatéralisme et la fin de l'Histoire* », in Politique Étrangère, n°03/2004, IFRI, Paris (France), 2004.

le GATT sans toujours examiner les disparités socio-économiques entre États. L'Organisation des Nations unies, en particulier la composition du Conseil de sécurité, n'a pas été réformée. Le marché et le dogme libéral ont continué de constituer les deux points cardinaux des relations économiques internationales. Mais ce multilatéralisme sous influence s'est heurté au développement de la multipolarité : c'est-à-dire à l'expression d'une constellation de puissances anciennes et ascendantes qui sont venues battre en brèche l'unipolarité américaine, alors même que celle-ci atteignait son acmé en 2003, avec l'aventure irakienne. Depuis, le système international apparaît désordonné et imprévisible, précisément parce qu'il est devenu multipolaire et sans leadership affirmé. La recherche d'équilibre entre les puissances devient la norme, sachant que celles-ci peuvent parfois coopérer, parfois s'ignorer, voire même s'affronter. Il s'agit d'une coexistence non contraignante, à la différence du multilatéralisme qui imposait surtout des règles et des devoirs, mais moins de droits. La Chine s'est toujours rangée sous cette vision multipolaire du monde et elle n'hésite plus désormais à utiliser sa force économique pour refuser de se plier aux exigences des Occidentaux. Elle a franchi de manière décomplexée le cap de la décennie 2010, comme le démontre sa volonté de compter sur la scène internationale par des prises de position déterminées lors, par exemple, des négociations sur le climat ou à l'OMC.

44 La multipolarité ne contribue pas à renforcer la stabilité du monde. C'est même le contraire puisque ce basculement, à rebours d'un multilatéralisme équilibré, s'accompagne actuellement de replis patriotiques, où chaque acteur joue sa partition sans chercher à composer une nouvelle architecture collective. Des rapports de force inédits se déploient et des alliances étonnantes se nouent, bousculant la marche mondiale que les « *vieilles* » puissances américaine et européenne pensent encore, à tort, pouvoir impulser seules. La compétition stratégique est féroce. Les mêmes acteurs peuvent être alliés un jour et rivaux le lendemain, confirmant que la « *Communauté internationale* » n'existe pas. De fait, ce polycentrisme stratégique – que certains nomment *apolarité* – tend à accentuer les désordres, faute de puissance régulatrice<sup>201</sup>. L'heure n'est pas aux coopérations. Nous sommes à l'époque des « *connivences*<sup>202</sup> », où chaque acteur doit faire preuve d'intelligence en associant tactiquement ses pouvoirs de pression et de persuasion afin de défendre vigoureusement ses intérêts, sans se fâcher durablement avec ses pairs (*smart power*). Ce patriotisme éclairé, où il faut limiter le nombre de ses ennemis sans multiplier les trop grandes proximités inter-étatiques, inspire l'administration Obama aux États-Unis<sup>203</sup> et tend à devenir la règle des émergents. Par contre, l'Union européenne semble en retard d'une étape, formulant trop souvent une vision irénique des relations internationales née sur les décombres de la guerre froide. Comme l'a écrit l'ancien ministre français des Affaires étrangères Hubert Védrine, « *l'Europe peut devenir l'idiot du village global* » dans cette époque

où tout est confrontations. Ceci étant, il faut reconnaître qu'il est de plus en plus difficile de penser les affaires du monde et trouver des solutions multilatérales dans un cadre marqué par la prolifération étatique. Suite à la décolonisation, puis à la disparition de l'empire soviétique, le nombre d'États indépendants membres de l'ONU a presque triplé, passant de 76 en 1955 à 193 en 2011. Comme le soulignent plusieurs géo-politologues, cette évolution ne facilite pas le dialogue multilatéral<sup>204</sup>.

Ainsi donc s'ouvre une période de fortes hésitations, en mal de gouvernance globale et en quête de nouveaux repères stratégiques pour penser les relations internationales. Dans ce contexte, il est possible d'être sceptique quant à l'utilité du G20 face au G2, le condominium stratégique<sup>205</sup> réunissant États-Unis et Chine, dans lequel l'Europe n'a pas de place.

L'heure ne semble pas encore à l'émergence d'une régulation multilatérale digne de ce nom, en particulier dans le domaine agricole. La difficile gouvernance actuelle complique en effet la recherche des solutions que nécessiteraient pourtant les défis alimentaires et agricoles mondiaux. Alors que le multilatéralisme n'a sans doute jamais été aussi indispensable, il opère peu, même si les négociations du G20 en 2011 sur la variabilité des prix laissent entrevoir quelque espoir. De plus, le blocage des négociations à l'OMC s'est confirmé lors de la Conférence ministérielle de décembre 2011. Cela éloigne un peu plus la perspective d'une régulation efficiente des échanges agricoles, à supposer que les règles édictées dans ce cadre soient encore porteuses de solutions pour la sécurité alimentaire mondiale. Les termes du débat à l'OMC semblent en effet profondément brouillés. Alors que la *doxa* dominante plaide au début des années deux mille pour la libéralisation agricole, le rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation suggère aujourd'hui de revaloriser les droits de douane afin de protéger les agricultures, de recourir à des restrictions temporaires à l'importation et d'autoriser des subventions agricoles<sup>206</sup>. Quant aux dirigeants des pays en développement, ils impulsent de plus en plus souvent des baisses de droits de douane afin de préserver la stabilité dans leurs villes.

Faute de régulation et parfois en l'absence d'États, le développement agricole est au mieux soutenu par des actions au coup par coup. De nouveaux acteurs, notamment des fondations philanthropiques, déploient des stratégies en faveur de la recherche agronomique et de la sécurité alimentaire. Certaines sont anciennes comme les fondations Rockefeller ou Ford, actrices de la révolution verte. D'autres sont récentes comme la fondation Aga Khan ou la fondation de Bill et Melinda Gates qui a déjà investi près de 2 milliards de dollars dans le soutien à la productivité de l'agriculture familiale en Afrique subsaharienne. Compte tenu des difficultés politiques et budgétaires des États comme des institutions publiques internationales, certains experts considèrent que ces organisations philanthropiques privées doivent jouer un rôle majeur pour réduire la faim. Mais, au-delà de leurs pro-

grammes concrets pour le développement, il ne faut pas occulter leur influence géopolitique. De plus, leur travail en matière de développement agricole ne sera porteur que s'il s'inscrit dans un monde où est mis en œuvre un multilatéralisme équilibré.

## 5.2. Les cassures sociétales

Si les affrontements sur les questions agricoles sont évidents à l'échelle internationale, en particulier dans l'arène de l'OMC, ils n'en demeurent pas moins réels à l'échelle des États. C'est même à cette échelle qu'ils ont longtemps été les plus vifs.

L'histoire a prouvé que l'agriculture pouvait générer des représentations contrastées, aussi bien sur son rôle que sur les politiques qui doivent la porter, et c'est souvent dans le monde agricole que les divisions ont été les plus prégnantes. La France a été exemplaire de ces débats. À la fin des années cinquante, la définition de la vocation agricole a donné lieu à des joutes politiques (et à des luttes pour le pouvoir professionnel) entre les partisans d'un « *ordre éternel des champs* » et les jeunes agriculteurs, acteurs de la transformation et se voulant co-responsables du monde en construction<sup>207</sup>. Dans les années soixante, puis surtout quatre-vingts, les changements de paradigme économique et politique ont provoqué de nouvelles dichotomies et, par conséquent, des oppositions sur le terrain. Aujourd'hui, la profession reste traversée par des lignes de clivage qui participent de ces représentations de l'agriculture et de ses fonctions. Les luttes d'influences se concrétisent pour conquérir le bureau d'une Chambre d'agriculture ou d'une Caisse de mutualité sociale. Mais ces débats syndicaux sont inhérents à la démocratie. Dans les régimes autoritaires, les organisations paysannes, quand elles existent, sont à la solde du pouvoir pour assurer une fonction d'encadrement rural. Des organisations de masse, par nature monolithiques, enrégimentent ainsi le monde agricole en Chine, en Syrie et à Cuba. Les débats agricoles peuvent certes exister dans les régimes autoritaires, mais ils peuvent conduire à de la violence politique comme, par exemple, en Amérique latine, entre latifundistes et sans-terre.

La nouveauté, en particulier dans les pays démocratiques, réside dans le basculement de la question agricole au sein de la société. Cela pourrait paraître paradoxal tant celle-ci est devenue au fil du temps *post-agricole*, puis *post-industrielle* en matière de valeurs ajoutées et d'emplois créés. Mais si cultiver concerne très peu de monde, s'alimenter est le fait de tous. De même, la montée en puissance de la préoccupation environnementale contribue à la réintroduction d'un débat sur l'agriculture dans nombre de sociétés démocratiques ou proto-démocratiques.

En France, comme dans beaucoup de pays où l'agriculture tend à être moins un fait économique massif qu'un « *fait* » de société, le glissement de la question agricole dans le corps social et politique donne lieu à un gradient de postures s'arrimant entre deux pôles idéologiques. D'un côté, un certain néo-rousseauisme<sup>208</sup> tend à

discréditer sans nuances une agriculture dite productiviste, qui aurait dévoyé une nature par définition amène pour l'homme. De l'autre, des discours tout aussi extrêmes célèbrent la technologie comme garantie en soi d'une victoire contre la faim dans le monde. Il existe un fétichisme de la technologie, tout comme une phobie de la transformation par la technologie. Le débat sur les organismes génétiquement modifiés emprunte les deux chemins, souvent de façon caricaturale<sup>209</sup>. Mais des positions médianes s'expriment aussi. Pour ses promoteurs, la transgénèse constitue un facteur puissant d'accroissement de la sécurité alimentaire *via* l'accroissement des rendements ou l'enrichissement des qualités nutritionnelles des productions récoltées. Ils peuvent aussi permettre des économies d'intrants et donc limiter les agressions contre l'environnement. *A contrario*, ses contempteurs ont critiqué le risque d'irréversibilité biologique résultant de la diffusion des OGM, puis celui de mainmise de quelques multinationales sur le vivant, reflet – en arrière-plan – de la mondialisation libérale<sup>210</sup>. Dans le cadre d'une analyse géopolitique de l'agriculture, il apparaît moins essentiel de juger de la pertinence de ces arguments que de mettre en exergue la radicalisation d'un affrontement, direct ou indirect, démarré au milieu des années quatre-vingt-dix et s'exprimant dans les instances législatives, mais aussi les champs et toutes les arènes de mobilisations sociales, tels le forum de Davos ou les rassemblements altermondialistes. Les acteurs du débat sont très nombreux et leurs puissances d'action très différentes : communes prenant des arrêtés anti-OGM, associations de

201. I. Bremmer et N. Roubini, « *A G-Zero World* », in Foreign Affairs, Tampa (USA), March-April 2011.

202. B. Badie, *La Diplomatie de connivence*, La Découverte, Paris (France), 2011. Selon l'auteur, la *diplomatie de connivence* est la restauration d'un directoire du monde, avec l'accord tacite entre dirigeants des grandes puissances de ne pas créer de difficultés et donc gérer les affaires internationales en privilégiant l'immobilisme.

203. Cette formule a, pour la première fois, été proposée par Suzanne Nossel dans un article intitulé « *Smart Power* » paru dans Foreign Affairs en mars 2004. Sur ce sujet, lire l'ouvrage de Joseph S. Nye Jr, *The future of Power*, Public Affairs, 2011. Cet analyste géopolitique américain est aussi à l'origine du concept de « *soft power* » utilisé pour la première fois en 1990 afin d'établir une distinction avec le « *hard power* ».

204. P. Boniface, « *Monténégro ou les dangers de la prolifération étatique* », éditorial de l'IRIS, 23 mai 2006.

205. H. Kissinger, *On China*, New York, Pinguin Press, 2011. Dans cet essai, le diplomate et politologue américain préconise pour l'Amérique une entente stratégique avec la Chine afin d'éviter que les tensions potentielles entre les deux puissances ne s'accroissent.

206. O. De Schutter, « *The World Trade Organization and the Post-Global Food Crisis Agenda : Putting Food Security First in the International Food System* », Briefing Note n°04, November 2011.

207. B. Hervieu, N. Mayer, P. Muller, F. Purseigle et J. Rémy (coord.), *Les mondes agricoles en politique*, Paris (France), Les Presses de Sciences Po, 2009.

208. Dans *Agriculture : une perception brouillée*, *Les entretiens, Grandes cultures société*, 2010, le philosophe François Ewald écrit : « *La passion politique qui domine en France aujourd'hui prend la forme d'une sorte de néo-rousseauisme. Le néo-rousseauisme est une passion qui domine les mentalités de la base au sommet, depuis la France la plus profonde jusqu'aux élites intellectuelles les plus parisiennes. Il n'y a plus de place aujourd'hui pour des utopies, mais seulement des contre-utopies. On ne peut pas rêver d'un monde meilleur, parce que tout monde meilleur ne peut-être que pire. Nous ne voyons le progrès que sous le signe du mal* ».

209. Lors d'une conférence à Alger en septembre 2011, un intervenant a demandé : « *Faut-il accepter les OGM ou faut-il laisser les gens mourir de faim comme en Somalie ?* ». In Forum d'El Moudjahid, L'agronome au cœur des défis de la production alimentaire à l'échelle locale et mondiale.

210. Sur l'histoire du débat sur les OGM en France, lire A.B. de Raymond, « *Les mobilisations autour des OGM en France, une histoire politique (1987-2008)* », in *Les mondes agricoles en politique*, op.cit. pp. 293-335.

consommateurs, réseau d'organisations agricoles comme *Via campesina*, États, grandes firmes privées comme Monsanto, Syngenta ou Du Pont – Pionner qui contrôlent plus de la moitié du marché mondial. Les moyens d'action sont eux aussi très différents, du *lobbying* auprès des États au fauchage volontaire. Souvent privilégié, le terrain juridique n'atténue pas la force des affrontements, comme en témoigne, fin 2011, la décision des juges européens de demander à la France de revoir les conditions de son moratoire sur les OGM instauré en 2008 : l'État a dû affronter les grands groupes semenciers<sup>211</sup>.

Autrement dit, la société s'est invitée sur le sujet des OGM, au côté d'acteurs parfois très puissants. De même, la question des accaparements fonciers suscite des mobilisations sociales parfois importantes comme, par exemple, à Madagascar ou, de plus en plus souvent, en Amérique latine. D'autres questions, moins médiatiques, illustrent elles aussi une certaine appropriation des questions agricoles par la société, avec les tensions qui peuvent en résulter. La société civile fait notamment pression pour que des changements de mode de vie et de consommation s'opèrent. Ces dernières années ont ainsi été marquées par le retour en force des idées véhiculant les *bienfaits* de la « croissance zéro » au prétexte qu'elle seule rendrait le développement réellement durable. Sans s'attarder sur les facteurs motivant ce discours, il faut souligner la multiplication des messages parfois très moralisateurs concernant la consommation alimentaire des individus. Quant à l'état de santé du monde, les « *catastrophistes* » estiment que la situation empire, alors que les « *rationalistes* » considèrent que tout ne va pas si mal, comparativement au passé. Ces deux postures ne sont pas incompatibles : « *chacune a sa part de réalité : tandis que les uns fondent leur optimisme sur les acquis du demi-siècle écoulé, les autres craignent avec raison celui qui vient* »<sup>212</sup>.

Le cas de la consommation des produits d'élevage est en ce sens emblématique<sup>213</sup>. Celle-ci a fortement augmenté ces dernières années, notamment au sein des pays émergents. La consommation de viandes a quadruplé en Chine entre 1980 et 2005, passant de 13,7 à 59,5 kg par habitant par an et elle a doublé au Brésil, de 41 à 81 kg. Mais les États-Unis demeurent leaders mondiaux avec 130 kg. Sur la même période, la consommation chinoise de lait a carrément décuplé, explosant de 2,3 à 23 kg, mais elle reste dix fois inférieure à celle des pays développés qui atteint 222 kg. Dans ce contexte, des campagnes sont menées pour défendre le végétarisme et le végétalisme<sup>214</sup>, alors que les voies à suivre semblent moins de renoncer à la viande que d'en réduire la consommation et promouvoir des conditions d'élevage plus raisonnables<sup>215</sup>. Les mêmes batailles idéologiques sont menées sur l'agriculture biologique. Mener une réflexion collective sur les conséquences pour la planète de sa consommation alimentaire semble nécessaire et illustre même une considération renouvelée pour l'agriculture, de la part d'individus, généralement occidentaux et urbains, a priori déconnectés des mondes ruraux et agricoles. Ce phénomène

sociologique paraît particulièrement marqué en France *via* les associations pour le maintien de l'agriculture paysanne (AMAP), dont le succès s'explique par la recherche de « *circuits courts* » de distribution. Cette diffusion de la variable environnementale dans le débat sur l'alimentation et l'agriculture a entraîné le développement de notions comme les « *kilomètres alimentaires* », « *l'eau virtuelle* », le « *slow food* » et, aux États-Unis même, le « *Food Movement* ». Pour autant, une approche multidimensionnelle et intégrée de l'alimentation doit être prise en compte pour tenter de mesurer l'empreinte écologique de sa consommation<sup>216</sup>.

### 5.3. Les cassures territoriales

En 2007, le monde a connu une rupture majeure dans son histoire puisqu'il est devenu davantage urbain que rural. Le processus d'urbanisation ne cesse de s'amplifier avec le temps et la croissance économique. Sous l'impact du boom démographique, les masses urbaines gonflent de manière spectaculaire. Le monde comptait 3,5 milliards de citadins en 2010 contre 2,2 milliards en 1990 et le chiffre devrait atteindre 4,5 milliards à l'horizon 2025<sup>217</sup>. En trente-cinq ans, la population urbaine a doublé en valeur absolue et les « *réserves d'urbanisation* » demeurent fortes puisqu'en 2010, un pays comme l'Inde demeurait rural à 70 %. L'Asie est actuellement engagée sur le rythme le plus soutenu. La Chine, urbaine à 26 % en 1990, vient de passer le cap de 50 %.

Les changements d'équilibre sont éloquentes. En 1600, Naples était la ville la plus peuplée du monde avec 280 000 habitants. En 1800, le taux de population mondiale résidant en milieu urbain atteignait à peine 2 % et les trois plus grandes villes étaient Londres (865 000 habitants), Paris (580 000) et Istanbul (570 000). En 1950, seule New York comptait plus de 10 millions d'habitants. Aujourd'hui, comme le montre le *Tableau 2*, les *mégapoles* mondiales, soit près d'une trentaine de villes, dépasse ce seuil<sup>218</sup>. En Inde, la population de Bombay a été multipliée par 23 entre 1900 et 2010. 40 % des êtres humains vivent dans une ville comptant plus d'un million d'habitants et 15 % du PIB de la planète se concentre dans 25 villes.

Urbanisation et littoralisation se conjuguent généralement, comme l'illustre bien la situation chinoise. Shenzhen, par exemple, était un village de pêcheurs situé au sud-est du pays, à proximité de Hongkong. En 1980, il est classé en zone économique spéciale. Depuis, la croissance économique annuelle moyenne y atteint 25 % et il compte désormais 9 millions d'habitants contre à peine 1 million en 1990. De même, Foshan est passée de 430 000 habitants en 1990 à 5 millions aujourd'hui. Insérée dans le pôle littoral très dynamique de la province du Guangdong, c'est la dixième plus grande ville chinoise. Ce mouvement d'urbanisation – littoralisation se retrouve sur toute la planète et débouche parfois sur des situations incontrôlables. En Afrique, Lagos, capitale du Nigeria, est passée de 290 000 habitants en 1950 à 12,3 millions

Tableau 2  
Classement des mégapoles en 2010 (en millions de personnes)

Rang	Villes	Population	Pays	Rang	Villes	Population	Pays
1	Tokyo	34,3	Japon	14	Osaka	16,7	Japon
2	Canton	25,2	Chine	15	Calcutta	16,3	Inde
3	Séoul	25,1	Corée du Sud	16	Pékin	16,0	Chine
4	Shanghai	24,8	Chine	17	Moscou	16,0	Russie
5	New Delhi	23,3	Inde	18	Le Caire	15,4	Égypte
6	Bombay	23,0	Inde	19	Buenos Aires	14,9	Argentine
7	Mexico	22,9	Mexique	20	Dacca	14,2	Bangladesh
8	New York	22,0	États-Unis	21	Téhéran	13,3	Iran
9	São Paulo	20,9	Brésil	22	Istanbul	13,1	Turquie
10	Manille	20,3	Philippines	23	Rio de Janeiro	12,6	Brésil
11	Jakarta	18,9	Indonésie	24	Londres	12,5	Royaume-Uni
12	Los Angeles	18,1	États-Unis	25	Lagos	12,3	Nigeria
13	Karachi	17,0	Pakistan	26	Paris	10,5	France

Source : [www.citypopulation.de](http://www.citypopulation.de)

en 2010 et elle est devenue la deuxième ville du continent, après Le Caire. Au Brésil, la population de São Paulo, premier centre commercial et industriel d'Amérique latine, a presque décuplé, passant de 2,3 millions d'habitants en 1950 à 21 millions en 2010. L'historien français Fernand Braudel parlait déjà de « *villes – monde* » en 1979. Les concepts de « *villes mondiales* »<sup>219</sup>, puis de « *villes globales* » sont apparus à la fin du XX<sup>e</sup> siècle<sup>220</sup> pour caractériser les fonctions stratégiques des villes s'inscrivant comme des pôles structurants dans la mondialisation, de par leurs flux, leurs réseaux et leurs poids politiques et économiques. Depuis, de nombreux travaux ont analysé les dynamiques urbaines à l'œuvre sur la planète, notamment pour souligner que ces *villes globales* tissent davantage de relations entre elles qu'avec leur environnement local et même national. Au Japon, la *Mori Memorial Foundation* classe ainsi les villes selon un indice composite mesurant leur pouvoir global : New York, Londres, Paris, Tokyo et Singapour en occupent respectivement les cinq premières places<sup>221</sup>. Ces phénomènes de globalisation des échanges et d'hyper-concentration des pouvoirs politiques, financiers, informationnels et culturels tendent à renforcer les inégalités spatiales entre des espaces utiles mondialisés (les villes) et les régions reculées (les campagnes), exclues du développement et recueillant rarement les fruits de la croissance économique. Même s'ils regroupent encore près de la moitié de la population mondiale, les mondes ruraux et, plus encore, les mondes agricoles risquent de peser moins en termes de poids politiques que les mondes urbains.

Au-delà des modes de vie qui ont toujours différencié, il existe bien une fracture territoriale entre villes et campagnes. Mais celle-ci est plus ou moins marquée selon le standard économique général. La situation dans de nombreux pays développés prouve qu'une poli-

tique volontariste de développement équilibré permet de réduire les différences d'accès aux équipements et au revenu, sinon d'effacer les disparités. L'Union européenne est l'exemple même de la réussite d'une politique d'équilibre territorial. Mais beaucoup de pays restent fracturés entre des mondes urbains branchés sur les dynamiques de mondialisation / globalisation et des mondes ruraux enfermés spatialement, voire temporellement. La géographie du développement et la répartition des fruits de la croissance posent ici problème. Oubliées par les pouvoirs en place, délaissées par les investisseurs, les zones rurales se sont souvent progressivement coupées de villes littorales ouvertes sur la globalisation

47

211. Les groupes semenciers considèrent que le moratoire français sur la culture d'OGM n'est pas conforme aux normes européennes. Dans un arrêt du 8 septembre 2011, la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) leur a donné raison : « un État membre ne peut recourir à la clause de sauvegarde prévue par la directive 2001/18/CE pour adopter des mesures suspendant puis interdisant provisoirement l'utilisation ou la mise sur le marché d'un OGM ».

212. S. Foucart, « État de la planète : bienvenue au sommet des courbes », in *Le Monde*, 28 juillet 2011.

213. FAO, *The State of Food and Agriculture 2009. Livestock in the balance*, FAO, Roma, January 2010. La Chine est le premier producteur mondial de viandes.

214. Le chanteur britannique Paul Mc Cartney prône, par exemple, de ne consommer de la viande qu'une journée par semaine (<http://www.meatfreemondays.com>). Voir aussi A. Lappé, *Diet for a Hot Planet. The climate crisis at the end of your fork and what you can do about it*, Bloomsbury, March 2010.

215. J. Safran, *Faut-il manger les animaux ?*, Éditions de l'olivier, janvier 2011.

216. C. Rémésy, *L'alimentation durable pour la santé de l'Homme et de la planète*, Paris, Odile Jacob, 2010.

217. Source de ces données : United Nations, *World Urbanization Prospects : The 2009 Revision*.

218. Un débat scientifique existe car les concepts de dynamiques urbaines ne sont ni stables, ni partagés par tous.

219. J. Friedmann, *The world city hypothesis*, in *Development and Change*, Journal Information, n.17, 1986.

220. S. Sassen, *The Global City : New York, London and Tokyo*, Princeton University Press, USA, 1991. Lire aussi du même auteur, *Cities in a World Economy*, Thousand Oaks, Pine Forge Press, 2006.

221. Institute for Urban Strategies, Mori Memorial Foundation, *Global Power city Index 2010*, Tokyo (Japan), November 2010. L'indice composite est construit à partir de six variables thématiques : économie, recherche & développement, qualité de la vie, écologie & environnement naturel, culture & accessibilité.

et la modernité. La pauvreté dans le monde est d'abord localisée dans les campagnes <sup>222</sup>. Cependant, il existe souvent une double cassure territoriale : à la fracture ville – campagne, s'ajoute la fracture intra-urbaine, entre les populations insérées et les populations marginales, peu arrimées aux dynamiques de création de richesse. Ces deux fractures sont sources d'instabilité et elles sont souvent liées : la disqualification des espaces ruraux entraîne des exodes parfois massifs vers des périphéries urbaines peu disposées à répondre aux énormes besoins d'équipement que ceux-ci induisent. Crises urbaines et crises rurales, pour ne pas dire agricoles, vont ainsi souvent ensemble.

Il en va de même de leur potentiel de déstabilisation politique. L'histoire a montré combien le déclassement des campagnes, qui s'accompagne souvent d'un exode important, pouvait être facteur d'instabilité. La guerre civile au Liban a ainsi pris racine dans le développement déséquilibré du territoire. Après l'indépendance, le pays n'a jamais pu engager de politiques publiques permettant de dynamiser ses territoires périphériques, peu arrimés aux centres économiques. Or, ceux-ci avaient une composante communautaire dominante, chiite, qui explique en partie leur politisation, puis leur militarisation au début des années soixante-dix. Les chiites d'Amal islamique, qui deviendra le Hezbollah en 1982, étaient des paysans restés sur place ou devenus néo-urbains. Cette dimension du conflit n'épuise évidemment pas les autres – notamment l'arrivée de Palestiniens forcés de quitter leur territoire – mais elle prouve la dangerosité d'une trop grande dérive socio-économique entre urbains et ruraux <sup>223</sup>. La même lecture peut être faite de la révolte des Indiens du Chiapas au Mexique. Une communauté paysanne, différente de l'ethnie dominante, s'est engagée au milieu des années quatre-vingt-dix dans un conflit pour faire valoir ses droits fonciers, sociaux et culturels en constituant l'EZLN, l'Armée zapatiste de libération nationale. Le politologue Dan Tschirgi <sup>224</sup> rapproche ce mouvement de la situation prévalant en Haute Égypte, un territoire agricole logé au sud de la vallée du Nil et éloigné des dynamiques économiques du Caire et du delta. Ce différentiel de développement est ancien puisqu'il avait été relevé au XIX<sup>e</sup> siècle, au moment où Mehemet-Ali lançait sa politique de modernisation. Mais il s'est creusé aujourd'hui, alors que l'Égypte accède à un certain degré de mondialisation. En y ajoutant le fait que la politique nationale de contre-réforme agraire a obligé beaucoup de fermiers locaux à abandonner leurs terres, il est peut-être possible d'expliquer ainsi la montée en puissance régionale, dans les années quatre-vingt-dix, du très violent mouvement de la *Djamaa islamiya*.

En tout cas, le pouvoir turc a fait cette lecture qu'un développement déséquilibré nourrit les rébellions et il a lancé un vaste programme d'aménagement du sud-est anatolien. Dans les années quatre-vingts, le président en exercice, Suleyman Demirel, avait déclaré que la Turquie comptait un Danemark et un Pakistan, faisant respectivement allusion à la Thrace orientale et à l'Anatolie.

Sachant que les Kurdes vivent dans la partie la plus pauvre d'Anatolie, il n'est pas étonnant que les autorités d'Ankara aient d'abord cherché à développer le secteur agricole et rural pour arrimer cet espace irrédent au reste de l'espace turc et faire taire les aspirations sécessionnistes de ses populations. Le développement de l'irrigation, permis grâce à la construction de plusieurs barrages hydro-électriques, est au cœur de ce gigantesque projet car il a été considéré comme le vecteur privilégié des dynamiques de développement dans une région où la population agricole reste nombreuse. Même si sa réalisation n'est pas encore terminée, ce type d'investissements prouve que le *retrofitage* du territoire est possible, mais aussi qu'il permet de stimuler la croissance générale du pays, voire même sa puissance. *A contrario* et faute de *retrofitage* territorial, la rencontre d'espaces ruraux et urbains séparés peut s'opérer de façon surprenante. En Tunisie, la révolte a pris les traits d'une révolution lorsque Sidi Bouzid et Tunis se sont reconnectés. Cet exemple est significatif, sachant que des analystes <sup>225</sup> en annonçaient les prémices dès le début des années quatre-vingt-dix. De plus, il n'est pas surprenant de voir à quel point les révoltes dans certains pays arabes sont étudiées avec attention par la Chine : celle-ci craint que les mouvements paysans, pour l'heure sporadiques, ne finissent par déclencher une instabilité générale.

Nombreuses sont les réflexions et les politiques visant à dessiner des stratégies de développement urbain plus durables. Mais celles-ci négligent, voire ignorent bien souvent les mondes périphériques qui ne sont pas de grandes villes, mais des campagnes ou de gros bourgs ruraux. Est-il sérieusement possible de continuer à bâtir de telles stratégies sans y intégrer pleinement les questions de leurs articulations avec les mondes alentours ? À force de vouloir cloisonner les espaces dans le temps politique et économique, on finit par fragmenter les territoires et les adosser au lieu de les associer. Oublier le développement rural, c'est rendre irresponsable et insoutenable toute volonté de développement urbain.

## CONCLUSION

Au terme de cet article, il apparaît que l'agriculture et l'alimentation doivent s'analyser selon des grilles empruntant aux rapports de pouvoir, aux intentions de puissance, voire à la guerre. L'eau et la terre aiguissent les rivalités, tandis que le déficit alimentaire peut, à certains endroits, menacer la stabilité politique régionale ou accroître les rapports de dépendance vis-à-vis de ceux disposant de surplus. De même, le *mal-développement* rural et agricole est facteur d'instabilité. Les paysans peuvent entrer dans des formes de résistances, parfois empreintes de violences, notamment quand leur outil de travail – en particulier le foncier – est affecté.

Toutes ces situations ont des implications fortes en termes de disciplines de recherche et d'action politique :

- En termes disciplinaires, elles obligent à opérer une dé-compar-timentation des savoirs. Pour « penser » les questions agricoles, un agronome doit, par exemple, s'armer des outils des sciences sociales, au premier rang desquelles la géopolitique. De même, les responsables politiques, qui font souvent peu de cas de l'agriculture, devraient avoir davantage à l'esprit la dimension stratégique des questions agricoles, y compris dans des régions instables comme le Proche-Orient, l'Afrique subsaharienne, l'Asie du Sud ou l'Amérique latine où elles restent très prégnantes. Il ne s'agit pas d'appeler ici à la constitution d'une discipline à part entière, une « géo-politologie » agricole et alimentaire, comme il existe une sociologie, une géographie et une économie rurales. Mais il est nécessaire d'apprendre à mieux évaluer la réalité agricole et alimentaire au prisme des rivalités de pouvoir et des dynamiques de confrontations.
- Il s'agit là d'une exigence pour la raison, mais surtout d'une nécessité pour l'action politique. Des questions récurrentes comme « peut-on nourrir le monde ? » sont le miel des prévisionnistes et conduisent à faire tourner de multiples modèles scientifiques – parfois en rond car déconnectés des évolutions de terrain ou désarticulés face à l'imprévisibilité stratégique. La géopolitique, elle, apprend à formuler autrement les questions, surtout quand elle éclaire une approche prospective. Il existe certes des fondamentaux et des invariants, mais l'avenir est ouvert et laisse place à de multiples scénarios faits de ruptures, de discontinuités et de bifurcations<sup>226</sup>. Compte tenu des facteurs politiques qui entravent les réponses adéquates à ces défis, les vraies questions sont de savoir si on « veut » nourrir « tout » le monde et si on « veut » développer « tous » les territoires.

La préoccupation démographique, voire l'angoisse que ce sujet suscite chez certains, illustre bien la tendance lourde à privilégier l'analyse en termes de potentialités techniques et naturelles, aux dépens du décryptage des volontés politiques et stratégiques. Le retour des théories malthusiennes doit être considéré sous l'angle géopolitique. Le discours réclamant la limitation de la croissance démographique sur une partie de la planète – en l'occurrence, les pays du Sud – vise à préserver une supériorité dans un monde en mutation, alors que l'aggravation de la problématique alimentaire mondiale résulte, d'un côté, de la surconsommation et, de l'autre, de la mauvaise distribution des productions. La faim a certes toujours existé sur la planète, mais il faut admettre que l'empreinte de l'homme est déterminante en la matière. Ces interrogations ne sont pas nouvelles. Le spectre malthusien avait déjà été agité au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et ce, en des termes parfois plus politiques qu'humanitaires. Afin de préserver la pla-

nète, l'écologiste William Voght prônait, par exemple, le contrôle des naissances en Chine : « Il y a peu d'espoir que, dans les prochaines années, le monde échappe à l'horrible spectacle d'immenses famines ravageant la Chine. Mais pour le monde, c'est non seulement désirable, mais encore indispensable »<sup>227</sup>. Pourtant, comme l'avait démontré l'économiste brésilien Josué de Castro dans son ouvrage *La Géopolitique de la Faim* publié en 1951 « ce n'est pas la surpopulation qui crée et maintient la faim sur certains territoires, mais bien au contraire la faim qui est à l'origine de la surpopulation ». Cinquante ans plus tard, le constat reste le même : améliorer la redistribution des ressources naturelles, techniques et logistiques est au cœur de la lutte contre les insécurités alimentaires et cette réalité doit constituer un socle pour bâtir une meilleure justice économique et sociale dans un monde de fractures.

Dans ce cadre, les hypothèses malthusiennes sont sérieusement battues en brèche. Pour autant, il est indéniable que la planète est aujourd'hui en état de surchauffe sur le plan écologique et social. Certains experts parlent même de « l'inversion des raretés »<sup>228</sup>, c'est-à-dire une période caractérisée par la croissance du prix de la nature et la dévalorisation de celui de l'homme. Cette exacerbation des contraintes environnementales risque de rendre l'objectif d'une meilleure sécurité alimentaire globale encore plus difficile à atteindre. Déjà, la compétition internationale s'accélère pour conquérir l'eau, la terre et l'énergie. Des conflits potentiels se font jour pour accéder aux ressources. La mainmise sur les matières premières constitue l'un des fondamentaux stratégiques de l'époque et un déterminant majeur pour l'agriculture et l'alimentation des populations.

Un monde où plus personne n'aurait faim n'est malheureusement sans doute pas envisageable. L'objectif de cet article est de démontrer que l'histoire de l'agriculture et de l'alimentation est sans fin. L'avertissement peut paraître trivial, mais il faut se souvenir des principes économiques qui ont régi les politiques de développement dans le dernier tiers du vingtième siècle. Le secteur agricole était jugé rétrograde et aucun financier ne proposait, ni ne conseillait d'y investir. Les années deux mille ont changé la donne et remis des évidences au premier plan, voire convaincu que l'agriculture constituait l'un des domaines les plus porteurs d'avenir :

222. Fond international du Développement Agricole (FIDA), « Rapport sur la pauvreté rurale 2011 », FIDA, Rome, 2010.

223. P. Blanc, « Développement régional et cohésion nationale (à propos du Liban) », in *Confluences Méditerranée*, n°56, Paris, L'Harmattan, hiver 2005-2006.

224. D. Tschirgi, « Islamistes et zapatistes, revanche des marginaux », in *Histoire des révolutions dans le monde*, Manières de voir, n°118, août - septembre 2011.

225. H. Sethom, *Pouvoir urbain et paysannerie en Tunisie. Qui sème le vent...récolte la tempête !*, Cérès Production, Tunis (Tunisie), 1992.

226. H. de Jouvenel, *Invitation à la prospective*, Paris, Futuribles, 2004.

227. W. Vogt, *Road to Survival*, Sloane Associates, New York (USA), 1948.

228. O. Ray et J.-M. Sévérino, *Le Grand basculement. La question sociale à l'échelle mondiale*, Odile Jacob, Paris (France), octobre 2011.

pour réduire la pauvreté et stimuler le développement, pour créer la richesse et participer au jeu fondamental de l'échange et du commerce, pour stabiliser des sociétés et pacifier des territoires, pour tout simplement donner la vie à l'homme.

Cette vision doit évidemment être contrebalancée par les enjeux géopolitiques caractérisant certaines dynamiques agricoles et alimentaires. L'espace méditerranéen offre une illustration concrète des risques et des menaces pouvant résulter du *mal-développement* de l'agriculture et des territoires ruraux. La région concentre toutes les grandes tensions agricoles et alimentaires mondiales<sup>229</sup> et il est surprenant de constater la faible attention accordée à celles-ci dans le cadre des relations censées être « privilégiées » entre l'Europe et les pays du pourtour méditerranéen. Malgré les ambitions affichées depuis la fin du XX<sup>e</sup> siècle, la coopération euro-méditerranéenne demeure fragile, controversée et insatisfaisante. Pourtant, elle n'a jamais été aussi nécessaire car l'ampleur des défis à relever exige des réponses multilatérales et de la coordination. Il faut œuvrer au réveil de l'Europe, gage indispensable de la construction d'une politique euro-méditerranéenne. Les deux ambitions sont liées : du développement des pays situés au sud et à l'est de la Méditerranée dépendent la stabilité, voire une partie de l'avenir économique de l'Europe. Celle-ci ne peut donc ignorer son devoir de coopération avec la Méditerranée ; d'une part, afin d'y injecter du développement et de la solidarité et, d'autre part, pour éviter le scénario du pire, c'est-à-dire une Méditerranée en crise dont la toux répétitive gripperait durablement le continent européen. 2011 a été une année particulièrement agitée dans la majorité des pays arabes. Les nouvelles aspirations qui se manifestent ouvrent la voie à un chemin long, complexe, mais prometteur. Pour préserver le partenariat avec ses voisins méridionaux, l'Europe doit affronter sans peur les difficultés du présent et accompagner les transitions en cours. Pour agir sur le quotidien des populations, l'action doit porter sur des secteurs essentiels, comme l'agriculture qui occupe encore une grande partie des actifs. Le monde du XXI<sup>e</sup> siècle aura besoin de toutes les agricultures pour se nourrir. Augmenter la production, organiser les filières, optimiser la logistique et ménager les ressources naturelles sont des enjeux qui ne peuvent s'envisager que dans une vision collective. Il faudrait aussi instaurer des mécanismes permettant de lutter contre l'insécurité alimentaire, notamment en termes d'approvisionnements céréaliers : par exemple, en recherchant des articulations dans le cadre de la Politique agricole commune (PAC), sachant que l'ensemble euro-méditerranéen rassemblera bientôt près d'un milliard de consommateurs. Enfin, la troisième piste de coopération consisterait à redessiner les politiques publiques territoriales, pour mettre en œuvre une croissance plus inclusive. Comblant le fossé socio-économique entre zones rurales de l'intérieur des terres et pôles urbains du littoral, c'est renforcer la stabilité d'un pays et la solidarité entre les populations qui le composent.

Ces propositions concernant l'espace méditerranéen peuvent être extrapolées à l'échelle planétaire. L'agriculture, l'alimentation et les mondes ruraux vont constituer des champs géopolitiques déterminants du XXI<sup>e</sup> siècle, comme le prouve une série non exhaustive de questions :

- Les pays développés vont-ils oser remettre leurs agricultures au cœur de leurs politiques de puissance, alors que leur domination décline ?
- La Chine pourra-t-elle éviter des instabilités socio-économiques locales si elle continue à sacrifier ses campagnes et ses ressources naturelles et à privilégier le développement de ses espaces littoraux urbanisés ?
- Quelles réponses politiques les pouvoirs publics vont-ils apporter à l'atomisation des formes d'exploitation en agriculture, s'ils veulent intégrer socialement des milliards de paysans ?
- Jusqu'où la financiarisation du secteur agricole peut-elle aller sans menacer davantage la sécurité alimentaire mondiale ?
- La planète supportera-t-elle les secousses socio-politiques créées par les distorsions territoriales qui vont opposer villes et campagnes, voire quartiers riches et bidonvilles ?
- Quand interviendra le grand basculement du commerce international provoqué par l'explosion des coûts de transport résultant de la raréfaction des énergies conventionnelles ?
- Le continent africain va-t-il redevenir la terre de toutes les convoitises, au détriment de certaines populations locales ?
- La démocratie indienne va-t-elle se pérenniser si les profondes inégalités en termes de richesse entravent l'accès à l'alimentation ?
- Le réchauffement climatique peut-il dégeler l'*eldorado* sibérien et positionner la Russie comme la puissance agricole du XXI<sup>e</sup> siècle ? À l'inverse, la récurrence de phénomènes climatiques extrêmes peut-elle durablement compromettre l'activité agricole dans certaines régions et rendre inévitables les migrations de survie ? Des guerres de l'eau vont-elles accentuer la sismicité d'un monde arabe dont l'équilibre alimentaire sera, par ailleurs, plus que jamais menacé ?
- Faute de leadership politique et de multilatéralisme étatique efficient, la toile des dynamiques agricoles et alimentaires sera-t-elle exclusivement tissée par les stratégies des grandes firmes privées multinationales ?

- L'émergence de « *consomm'acteurs* » va-t-elle se poursuivre et se globaliser au point que les attentes de la société civile deviendront déterminantes pour ralentir la trajectoire d'un développement insoutenable ?
- L'Amérique latine rayonnera-t-elle sur les affaires mondiales, servie par sa puissance agricole et ses ressources, tout en tolérant la criminalisation de ses territoires ruraux ?
- Les monarchies rentières du Golfe vont-elles créer un cartel géo-économique d'intérêts communs avec les pays de la mer Noire afin de promouvoir leur complémentarité en matières premières (pétrole, gaz, céréales) et ainsi faire trébucher l'Occident ?
- L'Europe évitera-t-elle des révolutions en cas de retour des pénuries alimentaires qui réveilleraient les vieux démons nationalistes au sein de populations désunies dans l'adversité ?
- La rivalité croissante entre les États-Unis et la Chine fera-t-elle du contrôle des ports, des détroits et des routes maritimes le terrain déterminant de leur affrontement ?

Toutes ces questions soulèvent, à traits forcés, des enjeux géopolitiques cruciaux. Elles prouvent que le futur agricole et alimentaire de la planète – malgré les multiples scénarios possibles – dépend bien davantage des rivalités, des stratégies et des jeux de pouvoir que de la capacité de la planète à nourrir les hommes.